Parti Socialiste
Congrès national de Metz
6, 7 et 8 avril 1979

Sommaire

Le président (Jacques-Antoine Gau) 1
Kalevi Sorsa (Vice-président de l'Internationale Socialiste et Premier Ministre de Finlande) 2
Miguel Arraes 3
Edwige Avice 6
Dominique Taddéi 7
Wilfried Bertil 11
Marc Wolf 12
Simon Salpetrier (Martinique) 14
Christiane Mora (Indre-et-Loire) 16
Jacques Attali 17
Françoise Gaspard 19
Jacques Fournier 22
Denise Cacheux 25
Gilles Martinet 27
Charles Hernu 32
Pierre Mauroy 33
Claude Estier (Composition de la Commission des résolutions) 41
La présidente (Christiane Mora) 41
Irène Charamande 42
Lionel Jospin 44
Christian Pierret 50
Yves Durand 53
Robert Chapuis 57
Yvette Roudy 60
Michel Pezet 64
Anne Le Gall 67
Paul Quilès 70
Frédéric Jalton 74

Séance du samedi 7 avril 1979 (après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jacques-Antoine Gau.

Le président (Jacques-Antoine Gau)

Chers camarades, j'ouvre la séance.
La fédération de l'Aveyron a souhaité qu'il vous soit donné lecture du texte

Fondation Jean-Jaurès

suivant :
"Au moment où le pouvoir giscardien s'apprête à procéder à l'expulsion des paysans du Larzac, au mépris de la population du Sud-Aveyron, les habitants de Millau et des villages environnants ont organisé une Journée Ville Morte le 6 avril.
"Le Congrès du Parti Socialiste, réuni à Metz, rappelle sa constante opposition aux pratiques qui tendent à chasser de leur terre les paysans du Larzac et à désertifier toute une région.
"Il appelle les Socialistes et les forces progressistes de France à se considérer comme mobilisés à l'appel du Comité des 103."
(Applaudissements).
Mes chers camarades, nous avons accueilli hier, et vous avez salué de vos applaudissements, une centaine de délégations étrangères.
Je vais, cet après-midi, donner la parole à deux membres de ces délégations et je souhaiterais que vous les écoutiez silencieusement.
Le premier porte-parole des délégations étrangères est notre camarade Kalevi Sorsa, vice-président de l'Internationale Socialiste et Premier Ministre de Finlande.
Je lui donne la parole.
(Applaudissements)

Kalevi Sorsa (Vice-président de l'Internationale Socialiste et Premier Ministre de Finlande)

Camarades, je suis là pour vous saluer, au nom de l'Internationale Socialiste et au nom de mon propre Parti, le Parti Social Démocrate Finlandais, et pour vous souhaiter le meilleur succès dans vos travaux.
Le Socialisme français a toujours été une source profonde de l'inspiration pour la base Socialiste internationale. J'ai bien l'impression que votre discussion passionnante fera tout d'abord longuement parler de la communauté Socialiste mondiale, et mieux comprendre l'influence réciproque des deux courants, scientifique et moral du Socialisme.
Espérons que de cette discussion naisse une compréhension plus nette d'un Socialisme humain et démocratique et une compréhension qui nous aidera à convaincre de nouvelles couches de population en France, en Europe mais aussi dans le monde entier.
L'Internationale Socialiste a pris un nouveau départ au Congrès de Genève, en 1976. L'Organisation s'est ouverte et élargie dans le sens tout à la fois géographique et idéologique du mot. Le Parti français, représenté éminemment par François Mitterrand, vice-président de l'Internationale, y a été pour beaucoup.
L'un des thèmes les plus importants que traite actuellement l'Internationale Socialiste avec participation active et riche en initiatives du Parti français, c'est le désarmement. L'Internationale Socialiste constate que la détente et la coopération pacifiques internationales ne peuvent plus avancer sans pas décisif

Fondation Jean-Jaurès

en avant du côté du désarmement. C'est pourquoi, l'Internationale Socialiste veut faire de nouvelles propositions sur la substance du désarmement, pour la réflexion de nos partenaires de discussions, de dialogues, c'est-à-dire les Etats-Unis, l'Union Soviétique, l'ONU et les pays non alignés.
Mais, nous voulons aussi ouvrir et élargir cette discussion. La transférer du niveau de grands experts et des super-puissances, au niveau des organisations populaires des Partis, des syndicats, des grandes masses de population. Il faudra les sensibiliser à l'importance primordiale du désarmement pour que leur influence puisse lui donner un nouvel élan. Nous comptons sur vous, camarades, pour être avec nous dans cette grande tâche qui nous incombe.
Le Parti finlandais, un parti, proportionnellement de votre taille, vous salue aussi. Nous venons de nous bien défendre dans les Elections législatives, après treize ans de responsabilités gouvernementales, dont ces dernières années, en coopération avec les Communistes, soi-disant révisionnistes et le Centre politique finlandais. C'est une particularité qui, je le crois, vous intéressera.
Une autre chose qui pourrait vous donner des raisons de réflexions est qu'un tiers de notre groupe parlementaire est maintenant formé par des femmes. (Applaudissements). Nos camarades de l'organisation féminine avaient changé leur tactique électorale : au lieu de présenter un nombre restreint de candidates, pour être sûrs de leurs élections - comme elles le faisaient auparavant - elles en ont présenté un grand nombre.
C'était un succès inattendu. Les candidates féminines ont reçu 40% des votes totaux, social -démocrates, au lieu de 30% auparavant.
(Applaudissements).
Camarades, vive le Socialisme démocratique, humain et égalitaire.
(Applaudissements)

Le président - Camarades, depuis notre séance d'hier, trois nouveaux partis sont représentés à notre Congrès, et je les salue en votre nom.
Il s'agit du Parti Révolutionnaire Dominicain de Saint-Domingue. (Applaudissements). Du Front National d'Iran. (Applaudissements). Du Parti National Démocratique d'Egypte. (Applaudissements).
Après Kalevi Sorsa, qui s'exprimait au nom des délégations fraternelles, je vais maintenant donner la parole à Miguel Arraes, Ancien Gouverneur de Pernambouc, un des dirigeants de l'opposition au Brésil, qui fera entendre ici une voix du tiers-monde.
(Vifs applaudissements)

Miguel Arraes

Camarades, les questions qui sont au centre des débats de ce Congrès sont d'abord, bien entendu, celles que la poursuite des luttes politiques en France pose actuellement au Parti Socialiste.
L'extension à travers le monde de la crise économique et sociale, mais aussi de la crise politique et idéologique, fait que les débats de ce Congrès nous

Fondation Jean Jaurès

concernent aussi très directement, nous autres, les membres des délégations étrangères d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie qui avons été invités par la direction de votre Parti.
Chacun de nos peuples a son histoire, une problématique économique, sociale et culturelle qui lui est propre, des luttes politiques à poursuivre et à entreprendre.
Les modules étrangers et les formules toutes faites qui nous étaient présentées précédemment comme susceptibles de correspondre à l'ensemble de nos situations, tombant les unes après les autres. Cela nous amené à prendre en charge nous-mêmes nos propres réalités, hors de tout dogmatisme, et nous ressentons cette évolution comme hautement positive.
Ceux qui dominent le monde sont aujourd'hui à la recherche de méthodes nouvelles et de formules capables de se substituer à l'utilisation pure et simple de la force armée.
L'expérience leur a montré, on effet, que le recours aux services des militaires, tel qu'il a été fait au Brésil en 1964, peu de temps avant l'escalade américaine au Vietnam, et qui s'est étendu à d'autres pays d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Asie, n'assure pas par lui-même l'intégration des régions sous développées au groupe des pays industrialisés.
Les échecs et les difficultés qu'ont rencontrés les forces de domination au cours des dernières années les ont amenées à reconsidérer leur stratégie, et en particulier l'usage exclusif de la répression. Celui-ci débouche en effet sur des situations dont le contrôle peut leur échapper. Voyez la situation en Iran.
Aujourd'hui plus personne ne croit que les minorités blanches de Rhodésie et d'Afrique du Sud pourront conserver éternellement leur pouvoir, malgré la puissance offensive des moyens militaires dont elles disposent.
Les forces de domination essaient de trouver des substituts aux formes autoritaires de gouvernement qui soient capables de satisfaire sinon, bien sûr, les aspirations de nos peuples, du moins de celles des élites du tiers-monde, que celles-ci soient de Droite ou bien qu'elles utilisent un langage de Gauche. L'essentiel pour les forces de domination, c'est que ces élites restent coupées des populations.
La proposition de modèles perfectionnés, de modèles dits avancés, est une vieille méthode que les forces colonialistes ou néo-colonialistes ont utilisée dans le passé pour gagner l'appui des élites intellectuelles de nos pays.
Au Brésil, au XIXème siècle, quelques uns de nos tribuns défendaient les idées des libéraux anglais, dans une démarche qui se croyait généreuse. Celle-ci se trouvait, néanmoins, complètement en porte-à-faux par rapport à une réalité nationale, où régnait le système de l'esclavage, et qu'ils ne dénonçaient pas.
Aujourd'hui les modèles qui nous sont proposés sont différents. Ils résultent souvent de l'expérience d'autres peuples. Nous les respectons lorsque c'est le cas. Mais nous avons d'abord à partir des réalités concrètes de nos pays.
L'implantation dans nos pays des nouvelles formes d'exploitation capitaliste se fait avec le concours des forces armées. Je vous rappelle les exemples du Chili, de l'Iran, de l'Indonésie. Elle se traduit par l'arrivée en peloton serré des multinationales et de leurs technologies les plus diverses. Ces "modernisations",

imposées de l'extérieur, entraînent la formation d'une couche de privilégiés dans chacun de nos pays, dont les intérêts sont liés à ceux des multinationales, et parallèlement la marginalisation croissante et l'appauvrissement de la grande masse de nos populations.
Il nous revient, à nous, de promouvoir l'union de ces populations, dans chacun de nos pays, pour assurer la satisfaction de leurs besoins fondamentaux, ceux qui garantissent d'abord leur survie, en dépassant les contradictions qui, au plan idéologique et au plan politique, peuvent parfois nous diviser.
Alors qu'en Europe la lutte s'organise pour l'amélioration du fonctionnement de la société, dans la majorité des pays du tiers-monde, nous n'en sommes encore qu'à la conquête des moyens de l'existence quotidienne de millions d'hommes et de femmes et d'enfants, et du droit le plus élémentaire à l'expression. Je vous rappelle que l'Uruguay est le pays du monde où le pourcentage des prisonniers politiques est le plus élevé !
La spécificité de nos luttes ne nous sépare pas pour autant. Il nous faut nous unir pour écarter le système mondial de domination qui nous opprime les uns et les autres.
Qu'il s'agisse du perfectionnement des sociétés développées ou de la solution des problèmes de nos pays, les forces progressistes doivent lutter ensemble pour conquérir de plus grandes libertés et l'instauration de formes démocratiques, où les voix décisives soient celles de la majorité de nos peuples, celles des travailleurs de tous les types.
Restons unis, camarades, pour construire ensemble une société nouvelle, fraternelle et plus humaine.
(Applaudissements)

Le président - Après avoir entendu les représentants des délégations étrangères, nous allons reprendre le débat. Je dois vous indiquer que le temps de parole attribué à l'ensemble des orateurs inscrits, et la liste est close, est de 4 h 15. Il est 16 h. il faut donc que nous ayons terminé impérativement à 20 h 15, ce qui va exiger de la discipline de la part des orateurs eux mêmes et je serai obligé de veiller pendant la première partie de la séance que je présiderai, à ce qu'ils respectent bien leur temps de parole, mais aussi de l'ensemble des délégués, car tout mouvement important dans la salle constitue une perte de temps ; je voudrais aussi dire que nous sommes tous ici des militants égaux en devoirs et en droits :
- égaux en devoirs, ce qui veut dire en effet que chacun d'entre nous doit respecter les orateurs qui sont à la tribune et éviter les déplacements, les sorties intempestives,
- égaux en droits, ce qui veut dire que tous les orateurs ont droit précisément au même respect de l'ensemble des délégués et de l'ensemble des militants ici présents.
(applaudissements)
Je vais donner la parole au premier orateur inscrit notre camarade Edwige Avice qui va s'expliquer au nom de la motion E, et qui dispose de 6 minutes.

Collection Jean Jaurès

Edwige Avice

Mes chers camarades, il y a dans nos débats une motion qui n'a disposé que d'un trop faible temps de parole, c'est la situation du pays, et pourtant cette situation est un partenaire obligatoire, celui qui devrait avoir une voie prépondérante.

Des millions de français attendent de notre Congrès qu'il les fassent entendre. Ils savent pour la vivre ce que signifie la loi du capitalisme multinational qui les met au chômage, ils savent d'expérience ce que signifie la politique libérale qui brise la sidérurgie, démantèle les services publics, je vous rappelle en 1978, 700 grèves aux PTT, je vous rappelle le conflit encore présent de la SFP et tous les autres.

Les hommes et les femmes de ce pays savent qu'ils vont vivre de plus en plus mal. Les femmes tout particulièrement sont touchées, 800.000 chômeuses et elles le sont doublement, parce que comme toujours en pareil cas on met en avant des raisons démographiques pour les renvoyer au foyer et parce que, comme toujours dans pareil cas, les rares libertés qu'elles avaient conquises sont remises en question.

(applaudissements)

C'est cette situation là qui doit commander toute notre réflexion politique, et nos propositions d'action.

Il est parfois difficile d'être contemporain de son époque, d'en saisir les lignes de force et de voir quel choix elles tendent, mais aujourd'hui il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre ce qui se passerait si la France restait au pouvoir, ce serait la transformation accélérée de la France en un pays secondaire, une sorte de cousin de province des grands pays capitalistes, une mauvaise doublure, lié à eux par des rapports de vassalisation.

Devant cette réalité nue, il y a deux lignes politique et il faut choisir : devons-nous nous contenter d'être comme ces médecins au chevet d'un malade qui constatent tour à tour que la maladie est trop ancienne, qu'elle a des racines multiples et variables, qu'il faut changer les remèdes avant même de les avoir essayés, et se donner le temps d'en expérimenter d'autres.

Nous disons qu'à ce régime là le malade risque d'être bientôt mort. En tout cas, ce n'est pas notre choix.

Mais quittons là l'image. Pour nous, la seule ligne politique qui vaille, c'est celle qui est capable d'apporter une réponse complète à l'inquiétude, à l'angoisse, à la volonté de justice et d'une vie meilleure des travailleurs de ce pays. Cela veut dire que la Gauche tout entière prenne le pouvoir à la Droite, qu'elle le fasse en s'appuyant sur les luttes populaires qui se développent partout et en les traduisant. Cela veut dire que notre Parti ait la volonté profonde de rompre avec le capitalisme et de participer à la Construction d'une Société radicalement différente, la société autogestionnaire.

C'est une seule et même démarche, et nous ne le répéterons jamais assez, qui vise à la fois la conquête de l'Etat par la Gauche, les réformes rapides et

Fondation Jean Jaurès

décisives telles que les nationalisations, la planification, la redistribution des revenus et la transformation de l'Etat dont nous avons toujours dit qu'il devait être délimité dans ses attributions, décentralisé et démocratisé. C'est la démarche autogestionnaire, elle forme un tout.
Cette ligne politique que je n'ai pas le temps de développer, elle a été reprise ici même aujourd'hui et hier par des camarades d'autres courants. C'est en quelque sorte une nouvelle naissance et nous nous en félicitons. Cependant pour nous le discours sur la ligne doit être assorti d'une pratique politique capable de lui donner la victoire.
C'est pourquoi nous faisons au Parti dans notre motion des propositions. Nous le faisons dans un esprit constructif, animés par la volonté de rendre notre Parti plus crédible et plus fort.
Par rapport à la gravité des problèmes que traverse notre pays, nous ne pouvons rester sans plan d'action et cela pour une raison très simple. Si nous n'avons pas d'objectif, concret, précis, nous n'offrirons pas aux luttes actuelles et à ceux qui les mènent un débouché politique. Il y aura là un espace vide qui se remplira en dehors de nous à gauche, mais aussi à droite. Ce serait, et je le pense profondément, pour notre Parti, une stratégie d'échec.
Sachons attirer à nouveau de nombreux Français. C'est pourquoi je verse au débat le produit d'un long travail de réflexion militante et je me contenterai d'en prendre ici trois aspects :
L'union de la Gauche : nous proposons au Parti de lancer dès le Congrès de Metz une déclaration d'unité et de soumettre là où la crise menace à l'ensemble des forces politiques et syndicales des pactes d'action commune pour la défense de l'emploi et les droits des travailleurs.
Le projet Socialiste : nous proposons l'approfondissement des quinze thèses sur l'autogestion ; nous proposons le renforcement de notre Parti, nous proposons qu'il y ait, aussi bien au plan budgétaire qu'au niveau de la volonté politique un effort considérable fait pour les entreprises, pour la formation, pour la jeunesse et pour les femmes… mon Dieu que j'ai peu de temps pour dire tout ceci ! … (applaudissements)
Et enfin, puisque je ne veux pas pénaliser mes camarades et leur réduire leur temps de parole, je dirai simplement pour conclure que lorsqu'on recherche une synthèse, il faut savoir à quoi elle engage. Pour nous, il ne peut y avoir synthèse que si l'on est d'accord à la fois sur le discours et sur la façon d'agir, que si l'on est d'accord dès ce Congrès et non dans plusieurs mois pour l'appliquer ensemble.
(vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Dominique Taddéi, au nom de la motion C pour 10 minutes.

Dominique Taddéi

Chers camarades, on nous a beaucoup demandé, depuis hier, que les vraies

questions, que les vrais problèmes soient posés devant l'ensemble du Congrès et pas seulement à la Commission des résolutions.
Quant à nous, nous nous en félicitons et je pense, tous les Congressistes avec nous. Tout vaudra mieux que de voir le Congrès se dérouler de ce point de vue comme s'était déroulé le Congrès de Nantes, n'est-ce pas, camarades de la motion 2. Tout vaudra mieux que de voir les questions se régler même ailleurs qu'à la Commission des résolutions, ce qui fut le cas au Congrès de Pau.
(Protestations et applaudissements).
Mais, si nous voulons que les choses soient posées clairement ici, il ne s'agit plus de se livrer à des procès d'intention, à d'inutiles polémiques, il faut faire l'analyse des questions sérieuses qui se posent entre nous et celles de l'Union de la Gauche nous semble jusqu'ici avoir été quelque peu évaluée en dessous de son importance.
Nous sommes tous Socialistes, c'est-à-dire anticapitalistes. Nous sommes donc tous partisans de la rupture anticapitaliste, nous sommes tous partisans de la prise du pouvoir d'Etat. Nous disons, quant à nous, que cette condition nécessaire n'est pas une condition suffisante mais que c'est une condition nécessaire, bien entendu.
Or, pour prendre le pouvoir d'Etat, qui, dans le Congrès, oserait dire qu'il a une autre stratégie d'alliance possible que la stratégie de l'union de la Gauche ?
(Applaudissements).
De ce point de vue, nous nous félicitons de constater, depuis les déclarations publiques qu'a eu l'occasion de faire notamment François Mitterrand, il y a quelques mois, que les faux procès, les fausses oppositions entre union de la Gauche et union des forces populaires, semblent avoir cessé. Nous savons maintenant que ces deux notions ne sont pas contradictoires mais qu'elles sont profondément complémentaires.
(Applaudissements).
Nous sommes tous d'accord également sur un point, c'est que l'échec de mars 1978 est venu de la volonté délibérée de la direction du Parti Communiste qui, fidèle à sa vision léniniste, ne peut pas accepter d'être second dans une alliance car cela nierait son rôle de parti d'avant garde. Mais alors, dans le contexte actuel, il ne suffit plus, abstraitement, de parler d'union de la Gauche, il ne s'agit pas d'avoir de ces propos intellectuels que fustigeait hier le premier Secrétaire. La différence qu'il y a entre un intellectuel pur et un responsable politique, c'est que ce dernier est capable de dire concrètement quelle forme prennent les idées abstraites, à un moment donné de notre histoire.
(Applaudissements).
Le problème qui est posé est : comment obliger la direction du Parti Communiste à faire une mutation durable qui rendra ses chances à l'union de la Gauche pour que l'opinion puisse y croire enfin, pour que tout ce peuple qui attend la victoire de la Gauche puisse enfin y croire.
Il y a un point sur lequel nous pourrions encore être d'accord sans doute, c'est qu'il est fondamental d'arriver à creuser l'écart, dans le pays, de l'influence entre Communistes et Socialistes. C'est fondamental parce que la direction

Fondation Jean Jaurès

Communiste évoluera sans doute d'autant plus vite que les faits et les électeurs les démentiront, mais cela sera encore plus important, si l'on veut bien considérer que l'opinion ne croira à une union de la Gauche qu'avec le Parti Socialiste, premier parti de cette gauche.
Nous sommes donc d'accord apparemment sur beaucoup de choses : tous Socialistes, tous partisans de la rupture avec le capitalisme, tous partisans de la prise du pouvoir d'Etat, tous d'accord sur l'attitude de la direction Communiste, tous persuadés que pour la contraindre à assurer l'union, il faut creuser l'écart.
Voilà ce qui justifie, pour le moins, d'être non seulement dans la même organisation mais d'adhérer à la même stratégie politique et par conséquent d'essayer de rechercher un accord entre nous.
Non, il n'y a pas plusieurs lignes politiques dans ce Congrès, il y a seulement plusieurs manières de faire avancer le Parti sur la même ligne... (applaudissements)... car les difficultés entre Socialistes et Communistes, car la difficulté au sein du Parti Socialiste, sont en cela : quelle est la meilleure manière de faire creuser l'écart aujourd'hui avec le Parti Communiste.
Il existe de ce point de vue plusieurs attitudes :
Une première qui est ce que j'appellerai le laxisme (?) : certains d'entre nous croient qu'il suffit de faire des concessions aux Communistes pour qu'ils changent, que puisqu'il y a dispute entre les deux Partis, la vérité se situerait à mi-chemin des deux positions. Ceux-là écrivent des articles, prononcent des discours, où ils établissent une parfaite symétrie entre les responsabilités Communistes et les responsabilités des Socialistes. Nous leur disons franchement que nous sommes en désaccord avec eux car, comme l'a toujours décrété jusqu'ici la direction du Parti issue des Congrès de Pau et de Nantes, il n'y a pas de symétrie, la responsabilité essentielle a été du côté des Communistes.
En second lieu il y a ce que j'appellerai la réponse sociale-démocrate. Elle consiste, avec une évidente satisfaction, à constater que décidément les Communistes ne changeront jamais et que par conséquent on peut se contenter avec eux d'avoir des accords entre les deux tours de scrutin pour obtenir leur désistement.
Aucune motion, bien sûr, n'explique cela, mais nous connaissons tous un certain nombre de partisans de cette thèse, et il n'est pas sûr que telle motion qui se veut orthodoxe dans l'affirmation de l'Union de la Gauche n'en comporte par une note particulièrement élevée.
Evidemment, nous disons non à cette seconde démarche.
Il y a une troisième démarche que je qualifierai d'attentiste. D'une certaine manière, reconnaissons-le, c'est ce que nous avons tous fait, c'est-à-dire : dès octobre 1974, début de l'offensive Communiste contre nous, nous ne faisons pas de faux procès, nous avons tous été d'accord pour minimiser, les attaques Communistes à cette époque étaient justifiées, jusqu'en septembre 1977, à la fois parce que nous voulions, parce que nous voulions établir clairement devant l'opinion de gauche qui était l'agresseur et qui était l'agressé, mais aussi parce que nous ne savions pas exactement où les dirigeants Communistes voulaient en

venir. Mais depuis septembre 1977, et singulièrement depuis mars 1978, cet attentisme-là n'a plus de raison d'être.
Que nous propose-t-on aujourd'hui pour débloquer la situation ? On nous propose de tenir bon. Cela peut avoir, tenir bon, deux significations.
Si cela correspond à une affirmation morale, celle de la nécessaire persévérance dans les objectifs, nous sommes d'accord. Nous sommes nombreux ici qui avons suffisamment de force de caractère pour ne pas changer d'opinion à chaque fois que les événements modifient un tant soit peu la situation.
Mais si cela correspond à une définition politique suivant laquelle il n'y a rien à faire, il suffit d'attendre un événement extérieur, on ne sait pas lequel, peut-être une révolte populaire ou peut-être encore une foucade de Jacques Chirac, pour que les dirigeants Communistes se jettent dans nos bras afin de revenir à l'Union de la Gauche, alors je dis : il y a un désaccord entre nous.
Les résultats électoraux, camarades, montrent d'ailleurs le caractère erroné de cette position. Depuis que le Parti Communiste nous attaque et que nous restons immobile sous la mitraille, on ne peut pas dire que nous ayons progressé significativement par rapport à eux, car un aspect décisif des dernières élections et législatives et cantonales n'a été curieusement relevé par personne : malgré sa responsabilité écrasante le Parti Communiste n'a pas été sanctionné par ses électeurs, il maintient globalement ses positions. Il peut donc se croire justifié dans la poursuite de sa politique sectaire.
Et c'est là que nous pensons que notre attentisme à son endroit n'a que trop duré, qu'il est temps d'adopter une quatrième attitude, celle de l'offensive à l'égard de la direction Communiste, en lui posant publiquement, unitairement, mais durement, les vraies questions. Et il serait inouï qu'à un mois du 23ème Congrès, dont curieusement personne ne parle ici, qui s'annonce comme celui, hélas, de la consolidation d'une ligne secteur, nous ne posions pas un certain nombre de vraies questions à la direction Communiste... (sifflements)...
Il ne s'agit pas de ressusciter un accord, les vrais unitaires sont ceux qui ont le courage de poser publiquement les questions, camarades, les vraies questions :
Est-ce que le Parti Communiste est prêt à autoriser à nouveau les pratiques unitaires à la base ? Est-ce qu'il est prêt à discuter avec nous de l'analyse de la crise et renoncer à un certain nombre de propositions démagogiques ? Est-ce qu'il est d'accord pour parler de la contradiction entre l'autogestion dont parait-il il se réclame, et le maintien du centralisme démocratique ? Est-il prêt à parler de la réalité soi disant Socialiste des pays d'Europe de l'Est... (applaudissements)... Est-ce qu'il serait prêt à discuter de la stratégie internationale ? (applaudissements)
Hier, et je terminerai par là, François Mitterrand semblait ouvert à cette démarche que nous proposons dès janvier dans la Constitution signée par de nombreux camarades, dont Pierre Mauroy et Michel Rocard. Mais il serait fondamental qu'on puisse vérifier si nos propositions concrètes en ce domaine sont retenues. Il faut bien comprendre, camarades, que nous ne pouvons être offensifs à l'égard du Parti Communiste que sur la base de notre identité, de nos propositions, celles du Socialisme autogestionnaire.

Camarades, tenir bon, bien sûr, tenir bon, mais pour quoi faire ? Nous le disons clairement : pour rendre toutes ses chances à la Gauche, c'est-à-dire toutes ses chances à l'Union de la Gauche.
(applaudissements et sifflements)

Le président - La parole est à Wilfried Bertil.

Wilfried Bertil

Chers camarades, parler des départements d'Outre-mer alors que les enjeux de notre Congrès sont si importants peut sembler un peu saugrenu, alors que les problèmes actuels du Parti Socialiste sont la synthèse ou pas synthèse, la synthèse avec qui ou sans qui, c'est le pouvoir dans le Parti avec un siège pour chacun ou des strapontins pour d'autres, c'est la synthèse entre deux cultures, etc, parler au nom des Dom-Tom c'est peut-être un peu faire une parenthèse dans ces débats.
Pourtant, les problèmes des départements d'Outre-mer, s'ils ne sont pas de même nature que les problèmes de la Lorraine sidérurgique ou du Midi viticole, n'en présentent pas moins la même acuité.
Pourtant, en France, les départements d'Outre-mer ont souvent mauvaise presse, et La Réunion en particulier. Ne lui a-t-on pas envoyé Barre ? N'y a-t-il pas Debré ? Et les départements d'Outre-mer ne sont-ils pas dans leur ensemble, comme le disait notre premier Secrétaire, des réserves giboyeuses pour safaris électoraux ?
(applaudissements)
Pourtant, les départements d'Outre-mer méritent bien mieux. Il s'agit là de 1.250.000 citoyens dont 55% n'ont pas 20 ans. Il s'agit de 400.000 immigrés, qui sont immigrés de fait mais Français de droit. Il s'agit là de territoires qui donnent à la France l'essentiel de leurs biens patrimoniaux : 12 millions de km carrés, troisième rang dans le monde, alors que réduite à son seul hexagone la France n'aurait que 800 km carrés et régresserait au 40ème rang.
Il s'agit également des avant-postes de la France dans le tiers monde, avant tout de la Caraïbe, avant-pointe convoitée par les Américains, et de la Réunion, convoitée par l'Union soviétique.
Chers camarades, le combat politique dans les départements d'Outre-mer c'est l'opposition entre les autonomistes et les départementalistes, ces derniers étant souvent assimilés à la Droite.
Cette division permet d'occulter les problèmes, l'échec de la Droite fournit de grande contingente aux autonomistes et aux Communistes. La fin du goulag tropical maintient la Droite au pouvoir. Les Socialistes veulent faire cesser ces rentes de situation, ils veulent poser le problème en termes de civilisation, les départements d'Outre-mer étant la confrontation entre une société de plantation amenée par le colonialisme et une société industrielle amenée par la départementalisation.
Les questions qui assaillent les Socialistes d'Outre-mer, c'est d'abord : quelle

économie pour les Dom, étant donné que la Droite liquide notre base productive et intègre les laissés pour compte (?) par l'assistance, étant entendu que le pouvoir préfère avoir affaire à des assistés qui tendent la main qu'à des travailleurs qui revendiquent des droits.
La deuxième question c'est : comment résorber les inégalités sociales, quand on sait qu'à la Réunion, alors que 60% de la population relève de l'assistance médicale gratuite, ce département est au 40ème rang parmi les départements français. Cela doit être reconnu.
La troisième question c'est : quels hommes Antillais, quels hommes réunionnais, quels hommes guyanais, promouvoir, étant donné la dépersonnalisation accélérée que nous subissons ?
La quatrième question c'est : comment réinsérer les départements d'Outre-mer dans leurs régions géographiques naturelles, c'est-à-dire la Caraïbe ou les Mascareignes, dans l'Océan Indien.
Et enfin, la dernière question est : quelle place prendraient les départements d'Outre-mer en Europe, alors que ces pays sont des pays structurellement sous-développés et qu'ils sont en même temps des régions périphériques à développer en priorité ?
Les départements d'Outre-mer sont donc ni des colonies classiques ni des régions en retard de l'hexagone. Les problèmes se posent en termes de développement. Nous faisons appel à la solidarité des départements français, et nous savons qu'historiquement cette solidarité ne s'est jamais démentie.
En 1848, c'était la seconde République et l'abolition de l'esclavage dans les colonies. En 1871, la 3ème République et le suffrage universel dans les colonies. En 1936, les grandes lois sociales. En 1946 c'était la grande loi de la départementalisation, loi de solidarité qui a été dévoyée par la Droite.
Chers camarades, il nous reste une bataille à remporter ensemble, c'est la bataille du développement, et nous sommes sûrs que nous serons nombreux à faire ensemble cette dernière étape. Merci, camarades, de m'avoir écouté.

Le président - La parole est à Marc Wolf. Il a 7minutes, pour la motion F.

Marc Wolf

Mes Chers camarades, les militants qui se sont retrouvés sur la motion F avaient en commun, outre quelques propositions pour répondre aux enjeux de la période, une conception commune de leur engagement Socialiste :
D'abord, une pratique commune dans les luttes, dans la vie du secteur entreprise, dans l'action municipale, dans la vie même du Parti.
Et ensuite, ils se disaient que pour être Socialiste, aujourd'hui, il faut toujours faire concorder ses actes et son discours.
(applaudissements)
C'est pourquoi notre motion disait loyalement ce que les délégués feraient des mandats sur lesquels ils ont été élus.
Dimanche matin quand nous découvrirons les textes de la Commission des

résolutions, nous ferons ce que nous avons écrit, c'est-à-dire que nous serons, dans les synthèses qui auront pu s'opérer sur les textes, d'accord pour qu'elles se fassent sans concession sur les quelques idées que nous avons données pour relancer le dynamique Socialiste, sans exclusive sur les hommes pour rassembler les militants du Parti.
Et puisque la loi des chiffres c'est que la motion A soit la base de discussion de la Commission des résolutions, eh bien, c'est par rapport à celle-là que nous rappelons les cinq propositions qui étaient les axes de notre motion, et par rapport auxquelles nous nous déterminerons.
Et d'abord, comme à Epinay en 1971, ces propositions auxquelles nous avions participé : le refus, pour développer l'Union de la Gauche et la vivre réellement, et non pas en faire un slogan de Congrès, le refus dis-je, de je ne sais quelle forme de dialogue idéologique : hier l'alternance et le respect du suffrage universel, aujourd'hui la crise, l'autogestion ou l'analyse des pays de l'Est.
Deuxième proposition : l'idée que pour forcer le Parti Communiste à sortir du repliement sectaire où il enferme la Gauche, ce n'est pas par je ne sais trop quel jeu stérile du bras de fer qu'on y parviendra, mais par le double exercice d'une pression unitaire permanente et de la réaffirmation, tous les jours, que nous sommes prêts à gouverner avec lui, à égalité de droits et de devoirs.
(applaudissements)
Troisième proposition pour la synthèse : c'est qu'à nos yeux, car c'est au cœur de la ligne d'Epinay telle qu'elle s'est construite depuis dix ans, on ne peut séparer les propositions de rupture avec le capitalisme, ses réformes de structures telles qu'elles figurent dans les acquis politiques du Programme commun, et cette dynamique populaire, ce mouvement de gestionnaires sans lequel notre projet ne serait que celui du capitalisme d'Etat.
Et c'est sur cette base indispensable des mesures de rupture et de la dynamique autogestionnaire que nous devons, pour les présidentielles de 1981, proposer à nos camarades Communistes un accord de gouvernement.
Quatrième proposition : le respect intransigeant, de la part de la direction et des camarades qui s'engageront pour former la majorité du Parti, des dispositions adoptées à Nantes, dispositions enrichies par la Convention sur le règlement intérieur, concernant la stricte discipline du Parti vers l'extérieur, et l'organisation loyale, ouverte, avec une réelle bonne volonté, du débat démocratique non biaisé en permanence dans ses rangs. (applaudissements)
Et enfin - car nous n'acceptons pas ce que nous sentons chez certains camarades, c'est-à-dire de faire l'impasse sur les présidentielles de 1981 - nous disons, dernière proposition pour la synthèse : désigner avant le 30 juin 1980 notre candidat aux élections présidentielles, pour lui donner toutes les chances, quel qu'il soit - sur la ligne qui sortira de ce Congrès - toutes les chances - car c'est possible et les travailleurs l'attendent - de battre le candidat conservateur.
Faute que ces propositions soient adoptées et faute que cette synthèse sur ces bases soit proposée, sans exclusive, à l'ensemble des tendances du Parti, nous maintiendrions notre texte à l'issue du vote final.
Vanité outrecuidante, diront quelques camarades ! Avec 230 mandats, comment

osez-vous encore avancer des exigences politiques ?
Eh bien, camarades, c'est parce que nous entendons être fidèles à ce que nous avons dit, et d'abord parce que nous avons le sentiment que ces propositions que nous faisons, nous n'en avons pas le monopole, même si - l'une ou l'autre - ce n'est pas toujours avec les mêmes que nous les faisons. Nous croyons, en effet, que sur cette base, sans exclusive - sauf à d'aucuns de s'exclure d'eux-mêmes - il est possible de clarifier la ligne du Parti, dont on a le sentiment que, depuis un an, il flotte, il est possible de rassembler tous nos militants, dont on a le sentiment que, face à l'adversaire, ils ont besoin du travail et des responsabilités de chacun.
C'est ainsi que, malgré la modestie de ce que nous représentons dans le Parti, nous croyons que dans ce Congrès nous pouvons être fidèles à notre engagement et servir notre Parti. (applaudissements)

Le président - La parole est à Salpetrier, pour 4 minutes. L'orateur suivant sera Christiane Mora.

Simon Salpetrier (Martinique)

Mes chers camarades, nos premiers mots seront pour saluer tous les Socialistes de France au nom de nos camarades d'outre-mer et, en particulier, des Martiniquais.
Ils seront aussi pour vous remercier d'avoir permis aux fédérations d'outre-mer de s'exprimer à cette tribune lors d'un Congrès aussi important pour l'avenir de notre Parti.
Car nous savons que la fraternité qui unit les Socialistes n'est pas comparable à la sollicitude électoraliste dont nous sommes l'objet de la part de la Droite giscardienne et chiraquienne... (applaudissements)... et que sommets internationaux, journées parlementaires RPR, allées et venues de membres du gouvernement, ne sont pas non plus comparables à la recherche commune de solutions démocratiques à nos problèmes.
Cela signifie qu'au moment où, sur la France métropolitaine, pèse une incertitude électorale pour la Droite, avant l'échéance de 1981, les voix de l'outre-mer deviennent objet de convoitise.
Souvent, nos camarades Socialistes ont craint, à cause des pratiques électoralistes propres à nos régions, que les Dom fassent la différence et qu'ils les frustrent d'une victoire remportée de justesse sur le territoire métropolitain. Cette situation, vous en conviendrez, serait aussi néfaste pour vous que pour nous.
Camarades, cessons de vivre cette angoisse, car les Dom en général, et la Martinique en particulier, sont davantage que la France métropolitaine victimes des rigueurs de la politique giscardienne.
Si les sidérurgistes de Longwy vivent le drame que l'on sait, le chômage dans les Dom est, toutes proportions gardées, 10 fois plus élevé qu'ici, et sans indemnités ! Nous sommes de plus en plus acculés à une situation de

Fondation Jean Jaurès

dépendance économique. Les transferts publics, piliers actifs de l'assistance, n'ont pas empêché l'atrophie des secteurs primaires et secondaire, car il n'existe aucune véritable politique de développement économique.
Mais, et c'est là que je voudrais surtout attirer votre attention, le combat des Socialistes doit se poursuivre aussi dans les Dom. Il n'est pas pensable que la Droite soit le constant bénéficiaire électoral d'une mauvaise politique qu'elle engendre et qui est néfaste à nos populations.
Il faut, camarades, que vous sachiez qu'il y a dans les Dom des Socialistes qui se battent dans des conditions difficiles, souvent courageuses, eu égard aux pressions de toutes sortes dont ils sont l'objet. Ils luttent pour sauvegarder ce qui est le plus cher à nos yeux, la dignité, et pour conquérir ce qui doit être notre salut, la responsabilité.
La dignité et la responsabilité, c'est ce qui motive notre militantisme.
Depuis deux ans, la Direction nationale du Parti a fait un réel effort pour prendre en compte les problèmes de l'outre-mer. Cela n'a été qu'une première étape. Il convient maintenant d'aller plus loin.
Plus que l'affaire d'une Commission spécialisée, la situation des Dom doit devenir l'affaire du Parti Socialiste. Dans la conjoncture politique actuelle, si un parti de gauche est encore capable d'enregistrer des progrès dans les départements d'Outre-mer et de brandir le flambeau de l'espérance, c'est bien le Parti Socialiste !
C'est ce qu'ont voulu montrer les Antillais et Guyanais en réservant, en 1974, un accueil sans précédent à François Mitterrand.
Mais il est bon d'harmoniser les relations entre le Parti et les fédérations d'outre-mer, qu'il y ait une synchronisation dans nos actions, que les populations sentent qu'elles sont au centre des préoccupations du Parti au niveau national, et c'est d'ailleurs ce qu'a voulu montrer la motion A, à l'instar des autres.
Le Parti Socialiste a su s'imposer en France par la justesse de ses analyses, par la crédibilité de ses propositions. Pour que son action soit complète, soit totale, il importe à nos yeux qu'il devienne aussi le premier parti des départements d'Outre-mer.
Les Socialistes d'outre-mer sont prêts à mener à bien cet objectif, ils sont mobilisés, ils ont la foi. Nous devons partir d'ici avec le sentiment que ce Congrès de Metz aura marqué un nouveau tournant dans les relations du Parti avec l'outre-mer ; nous devons partir surtout avec l'espoir que nos camarades métropolitains comprendront que la collaboration et la solidarité entre Socialistes seront plus déterminantes là où les populations d'outre-mer n'ont reçu de la Droite qu'assistance et, partant, mépris.
Si, camarades, ces espoirs ne sont pas déçus, nous tiendrons bon pour un nouvel élan dans les départements d'Outre-mer. (applaudissements)

Le président - Christiane Mora.
L'orateur suivant sera Jacques Attali.

Christiane Mora (Indre-et-Loire)

Mes chers et chères camarades, depuis trois mois, dans nos sections, nous avons souvent évoqué ce que nous avons appelé les contraintes économiques et, chaque jour, l'actualité nous a invitée à mesurer, en particulier, à quel point notre approvisionnement énergétique est une préoccupation vitale pour le type de développement économique que nous souhaitons. Je dirai même que si le mot "contraintes" doit avoir un sens, on a le sentiment que les problèmes de l'approvisionnement énergétique sont parmi les plus contraignants qui soient, et c'est précisément parce qu'il s'agit d'un sujet difficile que je crois que c'est à ce propos que nous devons nous demander quelle signification nous donnons au mot "contraintes".

Or, nous avons déjà donné des réponses sur ce sujet. Nous avons, en particulier, formulé des propositions pour une autre politique énergétique, nous situant ainsi sur le plan militant et sur le plan qu'on appelle "gouvernemental", entre guillemets. Mais, nous avons aussi donné des réponses par le sens du combat que nous menons tous les jours.

Nous avons refusé - et cela remonte, dans notre histoire, avant Epinay, c'est vrai - la désastreuse politique d'abandon de nos ressources charbonnières et hydrauliques, nous avons dit que nous mettions tout en oeuvre pour diversifier nos approvisionnements en pétrole et en hydrocarbures en règle générale, refusant ainsi la part de plus en plus dominante d'un fournisseur presque unique, à savoir l'Arabie Saoudite.

Chaque jour, nous luttons contre l'application brutale et autoritaire du Plan Messmer, qui tend à couvrir notre pays de centrales électronucléaires qui sont situées sur les rivages marins et le long des fleuves, c'est-à-dire dans les régions les plus peuplées, énormes unités de production qui engagent notre pays dans des investissements et dans une dépendance industrielle et financière qui sont insupportables, au moment même où le gouvernement français - et cela date de quelques jours - refuse tout ce qui, dans l'application de ce programme nucléaire, permettrait de franciser sa construction et, par conséquent, de créer des emplois en diminuant la dépendance de notre pays.

Tout cela, n'est-ce pas, nous l'avons dit et nous le montrons dans notre action quotidienne, du Pélerin (?) et de Blogos (?) jusqu'à Cadenom (?), de Gravelines et de Nogent-sur-Seine jusqu'à Port-la-Nouvelle, jusqu'à Frontignan, dans l'Hérault, jusqu'à Corveche (?), et en passant par cette vallée du Rhône et la vallée de la Loire, qui seront bientôt les deux vallées de l'atome de notre pays !

Alors, lorsque nous avons pris position l'année dernière pour une suspension de toute nouvelle commande de centrale nucléaire, lorsque nous avons dit qu'il fallait que s'engage un débat large, longuement informé, et qui soit sanctionné politiquement par un débat parlementaire et par un référendum, nous avons pris nos responsabilités et, mes chers camarades, nous n'avons pas deux langages, nous en avons un et nous devons nous y tenir !

Est-ce qu'il y aurait un Socialiste dans cette salle ou ailleurs qui, demandant avec nous tous, publiquement, un moratoire à propos de super-Phénix depuis plus de trois ans, se dirait à part soi : "Mais, lorsque nous serons au

gouvernement, il faudra bien le faire" ? (applaudissements) Si quelqu'un pense comme cela, il faut qu'il le dise, qu'il le dise ici, qu'il dise pourquoi, parce que c'est vrai que c'est ici qu'il faut parler clair, je ne fais que le répéter après tant d'autres. (applaudissements).
Mais notre souci, au-delà de la clarté et de la sincérité, doit être aussi celui de l'efficacité. Les actions isolées, je dirai même parfois sectaires, à l'encontre de la Gauche et, notamment, du Parti Socialiste, ont échoué. Je ne nommerai personne. Notre démarche à nous, qui est une démarche unitaire et patiente, mes chers camarades, je vous le dis aujourd'hui, vient enfin d'aboutir. Nous avons, au niveau national - et je vous invite, profitant de votre présence ici à réaliser le même type de structure sur le plan départemental - nous avons, au niveau national, une structure de liaison qui réunit toutes les organisations syndicales, la CFDT, la FEN, la CGT, les organismes de consommateurs de la revue "Que Choisir ?", les partis politiques, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et le PSU, les Amis de la Terre et les scientifiques engagés contre le nucléaire, et cette structure de liaison nous a permis, déjà, d'aborder une première phase d'action, sans doute modeste, mais je pense que nous allons passer à un degré supérieur.
Je dis ici, et je termine là-dessus : celui qui, parmi nous, il y a de cela, disons, quelques mois, aurait parié sur une autre stratégie - celle qui aurait dit que seule une partie des formations syndicales et politiques pouvait s'engager dans ce combat avec nous - celui-là aurait eu tort. Il aurait isolé le Parti.
Je veux simplement vous dire, sur cet exemple, que l'application de la stratégie du front de classe et d'union de la Gauche, c'est cela, et vous inviter aujourd'hui à refuser dans tous les domaines, en même temps que la confusion, toute stratégie qui pourrait être pour notre Parti synonyme d'isolement et d'impuissance. (applaudissements)

Le président - Jacques Attali, qui parle 10 minutes pour la motion A.
L'orateur suivant : Françoise Gaspard.

Jacques Attali

Et si nous parlions de l'avenir ? Et si nous parlions de notre avenir ? Et si nous disions la vérité ?
Voici un an et demi que sous couvert de débats d'idées il n'y a en fait que des compétitions de personnes. Voici un an et demi qu'on caricature la réalité du capitalisme, la réalité de la crise, la réalité du projet des Socialistes.
Or il s'agit là d'une mauvaise action, car pour nous, Socialistes, avant tout nous devons dire la vérité dans sa complexité, dans sa difficulté d'être, de faire, de construire. C'est à nous qu'il appartient de le faire, car nos adversaires se chargent assez de caricaturer ce que nous sommes et ce que nous voulons faire.
Je ne voudrais en prendre que deux exemples. Jean-Pierre Chevènement caricature le réel de la crise du capitalisme lorsqu'il dit que cette crise, le capitalisme ne saurait la surmonter. Il saura la surmonter ! Nous avons à nous

battre non seulement contre un capitalisme en crise, mais contre un capitalisme en train de construire une après-crise, avec une technologie, un savoir, un pouvoir qui fera de la France un pays secondaire, vassalisé, perdant sa langue et sa culture.
Michel Rocard caricature le réel lorsqu'il dit que nous avons le choix entre le marché et le rationnement, car qu'est-ce que le marché, sinon la forme capitaliste du rationnement ? (Applaudissements) Le rationnement par l'argent, le rationnement par le savoir, le rationnement par le pouvoir ?
Il nous appartient, à nous, d'inventer une autre forme de gestion de la rareté que la violence, la violence du pouvoir, la violence de l'argent. Il nous appartient à nous de construire une autre société que celle que le capitalisme est en train de mettre en place, et pour cela, oui, il faut admettre l'idée que le capitalisme peut sortir de sa crise, oui, il faut admettre l'idée que le pouvoir passe par la prise de la propriété et de l'état. Oui, il faut admettre que nous ne pourrons construire le Socialisme sans une grande finesse d'analyse et de complexité de mesure.
Le Socialisme, ce n'est pas quelque chose de simple ! Vous n'avez pas, chers camarades, le choix entre deux cultures, vous avez le choix entre la culture et l'inculture. (Applaudissements)
Vous avez le choix entre la mémoire et l'oubli, entre l'apologie de l'impuissance et l'ambition de construire.
Nous devons faire nôtre la devise de celui qui fut un des plus grands hommes d'état de l'histoire de l'Europe, Guillaume d'Orange, qui disait : je maintiendrai !
Mais nous devons aussi penser, au-delà de cela, à ce qu'est la réalité de notre environnement. Depuis que ce Congrès a commencé, savez-vous que 50.000 enfants de moins d'un an sont morts de faim dans le monde ? Savez-vous que 60.000 personnes sont mortes d'un cancer lié à leurs conditions de travail ? Qu'au moins 25.000 se sont suicidées pour les mêmes raisons ? Savez-vous qu'on a construit l'équivalent de quatre bombes du niveau d'Hiroshima ?
C'est contre cela qu'il faut s'élever. Le Socialisme ce n'est pas seulement se donner les moyens, par la prise de la propriété, par la planification, de changer la logique du pouvoir, c'est réduire le champ de la marchandise dans les rapports sociaux, c'est lutter contre la solitude qu'elle construit, c'est créer les conditions pour réduire le rapport salarial.
Il nous appartient, et c'est l'ambition de notre réflexion sur le projet Socialiste maintenant, d'inventer un autre usage du temps, de penser d'autres rapports entre les hommes que l'échange de marchandises, de voir plus loin que ces débats tactiques. Il nous appartient de vouloir tout cela, et je dois dire que quels que soient les résultats de ce soir, où que nous soyons les uns et les autres, nous ne serons pas assez nombreux pour relever les défis à l'intelligence et à l'action que la crise du capitalisme fait peser sur nous, Socialistes.
Alors nous pourrons peut-être, si nous sommes capables de dominer notre peur du pouvoir, si nous sommes capables de séduire, de convaincre, de faire rêver, de dire toute la vérité et de cesser ces caricatures qui ne font de mal qu'à nous-mêmes, de mériter aux yeux de l'histoire des hommes, s'il y a encore un jour

Collection Jean Poperen

une histoire et des hommes, qu'on nous appliqua cette belle phrase que René Char disait à propos des résistants : ils ont vaincu parce qu'ils ont fait rêver les peuples, ils ont vécu parce qu'ils ont peuplé nos rêves.
(Applaudissements)

Le président - Françoise Gaspard, 9 minutes, pour la motion B.

Françoise Gaspard

Mes chers camarades, la lutte pour le pouvoir est dérisoire, quand il ne s'agit pas de la lutte pour la conquête du pouvoir d'état sous toutes ses formes, de la lutte qui permettra de changer la vie. La lutte pour la conquête du pouvoir, la lutte pour la conquête de l'appareil du Parti, car c'est bien de cela qu'il s'agit, est plus dérisoire qu'elle ne l'a jamais été... (applaudissements)... alors que vient battre jusque sous les murs de cette enceinte la marée du chômage, alors que se joue ici comme partout en France le sort de centaines de milliers de travailleurs, l'avenir de toute une génération, alors que la politique de l'Etat relaie celle des puissances capitalistes pour mettre fin à l'espoir des enfants de demain.
J'étais venue à Metz, mes Chers camarades, sans doute comme beaucoup d'entre vous, pour débattre des objectifs et des moyens dont le Parti a besoin pour les deux années à venir. J'étais venue à un Congrès dont la moindre des choses, c'est qu'il ait le respect des militants. J'aurais eu depuis hier l'impression de n'être qu'à un colloque côté jardin pendant que se livrait côté cour un combat de personnes... (applaudissements)... j'aurais eu cette impression si Laurent Fabius dans un discours de combat ne nous avait rappelé qu'il faut nous défendre de toutes nos forces, et c'est ce que nous avons fait, signataires de la motion B autour de Pierre Mauroy, contre un risque de séparation sur de fausses querelles, et un véritable enjeu, celui de notre avenir en tant que parti uni au service du Socialisme, au service par conséquent de millions de Français qui attendent avec impatience que nous mettions fin à nos querelles et que nous soyons à la hauteur de notre ambition, celle de la construction d'une société Socialiste autogestionnaire.
Camarades, il y a des millions d'hommes et de femmes en France qui depuis huit ans ont mis leur espoir dans notre capacité d'union, dans notre capacité de rassembler dans nos rangs des Socialistes venus de tous les horizons et porteurs de l'histoire même des travailleurs et du Socialisme français.
Histoires et traditions, au pluriel sans doute, mais non contradictoires, auxquelles on a trop oublié depuis hier d'ajouter celle de la génération née à la politique en mai 1968. (Applaudissements)
Pour tous ces Français qui subissent aujourd'hui la grève de l'espoir, réaffirmons tous ensemble que notre adversaire n'est pas dans nos rangs, qu'il est ailleurs, et que c'est la Droite qu'il faut combattre plutôt que de s'épuiser dans des conflits internes.
(Applaudissements)
Jean Le Garrec avait raison ce matin de rappeler qu'il n'y a pas de divergence

entre nous lorsqu'il s'agit d'union de la Gauche, lorsqu'il s'agit donc de stratégie. Notre stratégie est celle de l'union, et qui dans cette salle pourrait croire qu'en dehors de l'union il y aurait d'autres alternatives possibles, d'autres espoirs pour transformer l'Etat et la société ? Et nous avons à bien des égards vu avec plaisir que des hommes, qui jusque là n'avaient pas toujours mis leur discours et leur pratique en accord, affirment aujourd'hui que l'union est notre loi à tous.
(Applaudissements)
Mais par quel moyen redonnerons-nous à l'union sa dynamique ? Le ralliement depuis quelques semaines aux propositions faites par les signataires de la motion B nous permet d'espérer que sur ce point nous n'aurons pas trop de difficultés, à la Commission des résolutions, pour faire adopter nos amendements.
Il reste que l'union, c'est, comme le rappelait François Mitterrand hier, l'union des partis politiques, mais qu'avant et après la victoire cette union pour vivre et pour durer devra s'appuyer sur ce que nous appelons l'union des forces populaires.
Il y a quelques mois encore la formule était condamnée par certains, comme suspecte d'on ne sait quel déviationnisme. Elle est aujourd'hui reprise, et nous nous en réjouissons, dans toutes les motions.
Il reste à savoir si au-delà de la formule nous sommes d'accord sur le contenu.
Mes chers camarades, l'union des forces populaires, c'est une méthode et une pratique. Une méthode qui sans aucun doute est celle du Socialisme qui n'a jamais accepté ni d'avoir des courroies de transmission dans la société civile, ni d'être la courroie de transmission de quiconque. Le Socialisme est par essence le lieu de la synthèse des revendications et des aspirations des forces anti-capitalistes qui, sous diverses formes, cohabitent dans notre société. Il ne s'agit pas de noyer le Parti, comme certains veulent nous le faire dire, dans un conglomérat indistinct et informel, mais d'affirmer sans ambiguïté ce qu'est la fonction du Parti Socialiste; d'affirmer aussi, et je crois que cela est nécessaire, qu'il n'y a pas de hiérarchie entre les militants qui privilégient leur militantisme syndical à leur militantisme politique ; que le militantisme associatif n'est pas un militantisme de seconde zone lorsqu'il s'agit de se battre... (applaudissements)... pour la qualité de l'environnement, dans son quartier, dans sa commune, ou encore pour la transformation de l'école.
Il y a des millions d'hommes et de femmes qui, par leur militantisme aujourd'hui, veulent le changement, et le Parti Socialiste doit, non seulement être attentif à cette volonté, mais être l'interprète sur le plan politique de ces aspirations.
C'est à travers un effort dialectique permanent entre la société civile et le Parti, entre nos propres théories et la pratique des luttes, que se construira le Socialisme.
C'est à ce prix, celui du dialogue, celui parfois des conflits, que nous serons à la hauteur de notre perspective autogestionnaire.
Ce dialogue, diront certains, il est engagé depuis longtemps dans bien des domaines. Nous répondons que là non plus ce n'est pas un changement de ligne

que nous demandons, mais un approfondissement de notre théorie et de nos pratiques. N'avons-nous pas eu trop de défiance à l'égard de nos nouvelles formes de transformation qui sont nées au cours de ces dernières années ? Ainsi de l'écologie, je ne dis pas des écologistes indistinctement ; ainsi du régionalisme, je ne dis pas des régionalistes indistinctement ; ainsi, bien sûr, aussi des luttes des femmes. Mes chers camarades, beaucoup d'entre nous avaient espéré que ce Congrès soit aussi celui des femmes, au moment où en France comme dans d'autres pays, le pouvoir désigne des femmes comme les boucs émissaires de la crise en les invitant à rentrer à la maison.
Force est de constater qu'une fois de plus, les femmes sont rares dans cette salle, sans doute parce qu'une femme déléguée prend la place d'un homme.
(Applaudissements et sifflements)
Elles ont été rares dans le débat. Sinon, à travers quelques formules incantatoires et abstraites. François Mitterrand le disait hier en parlant des femmes : tant qu'elles n'auront pas obtenu leurs droits, la révolte aura raison !
Est-il utile de rappeler que les femmes sont les plus exploitées, les plus mal payées ? La majorité écrasante des chômeurs de moins de 25 ans ? Et que l'aliénation des femmes ne s'achève pas à la porte de l'usine de l'atelier ou du bureau ? Faut-il répéter aussi que nous ne saurons attendre le matin du grand soir pour qu'on commence à prendre en considération le problème des femmes.
C'est dès aujourd'hui que le Socialisme doit apporter une réponse et produire un discours, et une pratique qui permette aux femmes de se sentir partie prenante du combat Socialiste. Mais, tant que nous n'aurons pas notre place dans notre Parti, nous ne disposerons pas à égalité, avec les hommes, de l'instrument de la conquête du pouvoir politique, et nous pourrons craindre qu'un Etat, fut-il de gauche, opprime les femmes car le Socialisme sans les femmes ne sera pas le Socialisme.
Or, sur ce terrain là comme sur bien d'autres, il n'existe pas de modèles. Il n'existe pas de modèles tant il est vrai qu'il n'y a jamais eu de rencontres, sinon à travers des rendez-vous manqués entre Socialisme et féminisme, et qu'aucun pays au monde, fut-il Socialiste, n'a permis la libération des femmes.
Oui, nous sommes révoltées et même si ce Congrès n'aura pas été celui des femmes, si notre voix n'aura pas été entendue comme elle aurait dû l'être, nous continuerons à nous battre pour que le Parti sache que, sans relâche, nous affirmerons notre existence, non pas sous la forme d'un courant d'idées ou d'ambitions, mais en nous regroupant au-delà des courants existants, entre femmes qui se reconnaissent dans la tradition de la lutte, ignorée par l'histoire, des femmes qui se sont, elles aussi, reconnues dans le Socialisme, pour redire avec Marx que l'amour est gâché par la lutte des classes, pour aider - car les femmes sont autogestionnaires sans doute même un peu plus que les hommes - à vaincre dans le Parti comme dans le pays les hiérarchies et les caricatures.
La route est encore longue, mes chers camarades, pour construire une société nouvelle, fondée sur la Justice, et tenant compte des différences comme autant d'enrichissements assurant aux hommes et aux femmes la dignité. Pour parcourir ce chemin, nous ne serons pas trop de tous les Socialistes. Qui

Fondation Jean-Jaurès

comprendrait, dans nos rangs, que chacun n'ait pas fait l'effort nécessaire pour sortir de ce Congrès avec une synthèse, sinon pour deux raisons de stratégie et des enjeux de pouvoir personnel ?
Pour notre part, signataires de la motion B, avec Pierre Mauroy, nous ferons tout pour que cette synthèse soit possible, c'est-à-dire pour que ce soit le Socialisme qui sorte victorieux de ce Congrès.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jacques Fournier, pour six minutes. L'orateur suivant est Denise Cacheux.

Jacques Fournier

Camarades, je vais vous parler de l'Europe, au nom de la motion E, contrairement à ce que pensent sincèrement sans doute, un certain nombre de camarades, c'est un sujet sur lequel nous nous sentons parfaitement à l'aise dans le Parti et ceci pour 3 raisons que je voudrais développer très rapidement.
Les principes que nous défendons sur l'Europe se situent dans le droit fil des choix fondamentaux du Parti depuis Epinay. Les positions concrètes, prises depuis un an par le Parti Socialiste sur l'Europe nous paraissent dans l'ensemble se conformer à ces principes. Et, troisième raison, il est possible, à partir de là, et à l'occasion des prochaines Elections à l'assemblée européenne, de donner une nouvelle impulsion à notre action européenne.
Pour nous, camarades, il y a pour l'action européenne de notre Parti, trois idées fondamentales :
La première idée, c'est qu'il faut agir, en Europe, mais non s'y enfermer. Nul dans ce Parti, et en tout cas pas nous, ne préconise le repli nationaliste sur l'Hexagone.
Il est clair que, compte tenu de l'imbrication de l'économie française dans son environnement international, la réalisation de notre projet implique une action résolument tournée vers l'extérieur, et d'abord, bien sûr, en Europe, qui est le premier cercle de nos contraintes et de nos solidarités, et c'est pourquoi nous sommes d'accord pour que notre Parti ait une présence active dans les institutions européennes. Mais, pas seulement en Europe, camarades, car tout ne passe pas par l'Europe, et je renvoie ici à ce que disait Jean-Pierre Chevènement ce matin sur la nécessité d'une grande politique étrangère de la France, en particulier dans ses relations avec le tiers-monde.
Tout ce qui passe par l'Europe, camarades, n'est pas nécessairement bon. Ce n'est pas parce que le système monétaire européen, parce que le Plan d'Avignon nous viennent des institutions européennes, que nous devrions les approuver. C'est en ce sens que nous nous opposons a une idéologie européiste, toujours présente dans notre Parti, pour laquelle le passage par les institutions européennes serait la condition de quelques actions efficaces que ce soit.
La deuxième idée, camarades, c'est qu'il faut affirmer, sans complexe ni agressivité, notre originalité dans le mouvement Socialiste européen. Nous

Fondation Jean Jaurès

sommes les seuls par rapport aux autres partis Socialistes de la Communauté, à avoir un projet de rupture fondé en particulier sur la socialisation des grands moyens de production, à nous orienter vers l'autogestion et avoir choisi une stratégie politique d'union de la Gauche.
Ceci nous différencie en particulier de nos camarades allemands. Et ici, il faut être clair. Il n'est pas question de développer dans ce pays un nationalisme anti-allemand. Le slogan : non à l'Europe allemande n'est pas admissible pour nous ! (Applaudissements).
Il faut constater que le Parti social-démocrate allemand a fait un choix qui n'est pas le nôtre, celui de la gestion sociale du système capitaliste. Ce choix a pu avoir dans le contexte de croissance où il a été fait, et dans les conditions particulières de la société allemande, des retombées, certaines retombées positives sur les salaires, sur les droits des travailleurs. Mais, à la lumière de ce qui s'est passé depuis vingt ans - 1968 - qui a montré que le système capitaliste était incapable, même en pleine période de croissance, de satisfaire les aspirations fondamentales des travailleurs, la crise dans laquelle nous sommes engagés maintenant, à la lumière de tout cela, nous pouvons dire tranquillement que le choix qu'ont fait nos camarades allemands et ce dont certains d'entre eux commencent à se rendre compte aujourd'hui, débouche sur une impasse, que c'est ce choix là qui est archaïque et qu'en réalité notre choix est différent.
Nous ne devons pas hésiter à agir avec vigueur pour faire partager sur ce point notre ligne, à l'intérieur du mouvement Socialiste européen, par une confrontation loyale avec les autres partis, et en nous engageant comme nous le demandons dans une coordination des luttes anti-capitalistes en Europe.
La troisième idée fondamentale, camarades, c'est qu'il est nécessaire, pour nous, de préserver la possibilité de faire la rupture. Cette rupture que nous voulons, ne se fera pas par l'action des institutions européennes. Elle s'opérera à partir de la prise du pouvoir politique, dans un Etat, dont nous pensons que ce peut être que ce doit être la France, et en ce sens, il n'est pas sans intérêt, après ce que nous avons entendu hier sur l'Etat, de faire une citation d'un texte avec lequel, pour ma part, je suis entièrement d'accord. Voici ce texte :
"Il ne faut donc pas compter pour bâtir l'Europe, sur une convergence spontanée de tous les mouvements qui s'opposent aujourd'hui aux conséquences du capitalisme. Mais on ne peut pas s'appuyer non plus sur la conquête des institutions créées par le Traité de Rome. C'est du niveau intermédiaire qu'il faut partir, c'est-à-dire de l'appareil d'état national, là où se trouvent encore des éléments de pouvoir politique, des instruments de décisions et d'action qui peuvent être utilisés pour faire apparaître des oppositions, créer des ruptures, mettre en évidence des absurdités, des incompatibilités, et, conséquence inéluctable et insupportable, pour donner un débouché politique à des révoltes.
La construction de l'Europe passe par la prise du pouvoir dans un des états membres de la C.E.E. Il n'y a pas actuellement d'autres voies."
Ceci était écrit, il y a quelques années, par Bernard Jouaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard, dans le livre intitulé : "Le Marché commun contre l'Europe." (Applaudissements).

C’est de là, camarades, que découlent pour nous les règles fondamentales posées à Epinay, à savoir le refus d’une intégration institutionnelle monétaire, qui, compte tenu de ce qu’est aujourd’hui l’Europe, lierait par avance les possibilités d’action d’un gouvernement de gauche, et, d’autre part, le lien entre tout pas en avant susceptible d’être fait dans la construction européenne et le contenu des politiques européennes, et nous sommes d’accord pour qu’il y ait un certain nombre de politiques européennes qui soient menées en fonction de leur contenu, et la politique agricole dans son principe est bonne la politique de relation avec les pays du tiers-monde l’est aussi, il peut y avoir des développements à cet égard.

Camarades, nous sommes satisfaits de l’application qui a été faite de ces principes depuis un an. Des décisions importantes concernant l’Europe, sur l’élargissement, sur le système monétaire, sur le refus de la discipline de vote à l’intérieur du groupe Socialiste à l’assemblée européenne, ont été prises avec notre Participation active et à l’unanimité. Nous nous en félicitons. Ce n’est peut-être pas le cas de toutes les motions. Je vous renvoie au texte B. Je ne pense pas que ce soit par hasard, si j’en juge en particulier par une discussion que j’ai eue récemment avec Robert Pontillon, que sur l’élargissement, ce texte se réfère aux positions générales prises par le Comité directeur en juillet 1978, mais non au rapport Sutra et à la délibération du Bureau exécutif de Montpellier qui font suite et qui précisent beaucoup plus nettement nos préalables sur l’élargissement.

Sur ces bases, camarades, nous pensons qu’il est possible d’aborder dans de bonnes conditions l’échéance des Elections européennes. Voyez le sondage publié par le Figaro, il y a trois jours : UDF : 26% ; Parti Socialiste : 25%.

Comment prendrons-nous la tête et nous révèlerons-nous, ici aussi, pour ces élections aussi, le premier Parti de France ? Certainement pas en tenant un discours général et inconsistant, qui ne nous distinguerait guère de celui de Simone Veil ! Mais bien en affirmant nos positions ! Nous n’avons pas, camarades, à craindre de perdre notre image de parti qui s’engage résolument dans l’action européenne. Cette image nous est acquise.

Nous avons tout à gagner, à montrer comment nous voulons changer l’Europe, comment nous voulons construire l’Europe des travailleurs. Nous avons tout à gagner à montrer comment c’est en agissant à la fois en France et en Europe, avec le même langage, au service du même projet, qu’il sera possible de trouver une issue Socialiste à la crise. Nous avons tout à gagner à développer clairement des propositions offensives, allant dans le sens de l’indépendance économique de l’Europe maniement du tarif extérieur commun, face au protectionnisme des Etats-Unis et du Japon, contrôle des firmes multinationales, réalisation industrielle commune à partir de secteurs publics.

Et, pour donner un contenu social au développement des pays d’Europe, il est temps que ceux-ci cessent de rivaliser dans une soumission, à la Division Internationale capitaliste du travail, qui n’aboutit qu’à importer l’austérité, le chômage, la remise en cause des droits des travailleurs dans chacun d’entre eux.

Il est temps qu’ils s’accordent pour protéger et étendre les conquêtes sociales

Fondation Jean Jaurès

des travailleurs européens et pour lier l'ouverture des échanges et les garanties sociales des pays concernés.
Camarades, je conclus, contrairement à ce que disait hier à cette tribune Michel Rocard, je pense que sur l'Europe aussi le vrai clivage dans notre Parti c'est entre l'approfondissement de la ligne d'Epinay ou l'infléchissement de cette ligne. Sur ce point aussi, la bonne synthèse est possible et elle doit être faite dès ce soir.
(applaudissements)

Le président - Denise Cacheux, 5 minutes pour la motion B.

Denise Cacheux

Mes camarades, on ne respire pas tout à fait dans cette salle le même air qu'à Denain ou à Roubaix. Il y a un petit peu un sentiment d'irréel dans tous ces discours. Ici, c'est la magie du verbe… (applaudissements) … s'il y avait dans cette salle un peu plus de sidérurgistes d'Usinor ou d'ouvrières du textile... (applaudissements)... s'ils pouvaient écouter ce langage généreux, ils se sentiraient tout de même un peu dupes. Il y a un certain décalage entre les préoccupations des travailleurs et le langage, les comportements et les préoccupations apparentes de nos hommes d'appareil. (applaudissements)
Ne laissons pas, mes camarades, se créer une distance insupportable entre la vie quotidienne et le langage et les formes de l'action politique.
L'expérience historique du Nord, une histoire douloureuse qui se poursuit aujourd'hui, montre que sans organisation, les ouvriers sont exploités, écrasés, et que face au capital et à l'Etat qui le sert, ils ne peuvent que se dresser en organisations qui ont un nom : Syndicats, coopératives, mutuelles, associations et, bien entendu, Partis.
C'est cette leçon historique qui fait que nous voulons, dans une synthèse que nous souhaitons, rappeler que nous appelons à l'union des forces populaires, l'union de tous les centres où se vit la solidarité ouvrière.
C'est pourquoi je veux affirmer ici une certaine conception du Parti :
Face à la féroce remise en ordre économique, face à la restructuration capitaliste et la division du travail, face à la crise et au chômage qui posent des questions au mouvement ouvrier et alors que le Parti Communiste s'investit à fond dans les luttes sociales, il y a actuellement une disproportion entre ce que nous représentons électoralement et nos capacités militantes.(applaudissements)
Il nous faut, mes camarades, sur le terrain du monde former politiquement, afin que notre électorat qui, lui, oui, est le premier électorat de France, n'est pas qu'une adhésion sentimentale, mais qu'il adhère également à nos analyses et à nos alliances.
Il faut que notre pratique permette aux militants populaires qui votent pour nous de se retrouver avec nous dans le Parti et pour cela le rôle du Parti n'est pas seulement de faire une analyse cohérente des mécanismes sociaux, puis des propositions, alors que la vie militante se limiterait seulement ensuite à être la

Fondation Jean Jaurès

répétition d'arguments élaborés au sommet de la hiérarchie du Parti.
Le rôle du Parti, c'est aussi, mes camarades, de socialiser, c'est aussi de faire éclore et vivre la créativité et la fraternité.
Dans le courant B, nous ne voulons pas nous battre seulement pour des lendemains qui chantent, mais aussi pour traduire aujourd'hui directement nos aspirations dans la vie du Parti. II y a actuellement décalage entre ceux qui rêvent à demain, ceux qui font des beaux discours et qui ont le pouvoir dans le Parti grâce à leurs beaux discours et les aspirations… (protestations et applaudissements)... de ceux qui veulent vivre maintenant ce qu'on leur promet seulement pour quand un aura le pouvoir !
Nous ne voulons pas vivre le Socialisme à crédit, nous voulons l'avoir avant d'avoir gagné les élections. Aujourd'hui, dans le Parti, nous avons encore un trop grand nombre de responsables originellement étrangers au monde ouvrier et sans racines populaires... (applaudissements)... Or, pour tenir compte des conditions de vie, du désarroi, des aspirations du monde ouvrier, il faut que des ouvriers eux-mêmes ou des camarades issus du monde ouvrier participent à la démarche de mise en charge collective dans toutes les structures des luttes ouvrières et sociales. Cette prise en charge ne peut pas être uniquement subordonnée à des guides recrutés chez les seuls universitaires, hauts fonctionnaires et brillants produits de la bourgeoisie... (vifs applaudissements)... qui ne visent que le pouvoir d'Etat.
Je pense, par exemple, que laisser à un camarade ouvrier de Seine-Maritime la possibilité de parler lui-même de ses problèmes au Parlement aurait valu le plus brillant discours... (vifs applaudissements)
La politique de l'union de la Gauche ne peut pas se réduire à une stratégie électorale et à des accords d'appareils. Elle doit tenir compte de la dynamique des forces sociales, mouvement syndical, mouvement associatif, mouvement des femmes.
C'est pourquoi si nous voulons une synthèse, cette synthèse ne doit pas viser seulement à une cohabitation au sommet, mais à une cohésion, et cette cohésion demande qu'il y ait entre nous l'amitié, trop souvent occultée par l'esprit de manœuvre et les conflits personnels irritants et démobilisateurs... (vifs applaudissements)... mes camarades quand je dis cela, n'applaudissez pas trop vite, je ne parle pas seulement du combat des chefs qui a occupé le devant de la scène, je parle aussi des règlements de comptes dans nos fédérations et dans nos sections... (vifs applaudissements)… j'ai vu dans ma propre fédération des anciens combattants de la lutte contre les Communistes donner à la tribune au nom de la motion A, des leçons d'union de la Gauche !
(très vifs applaudissements)
L'enthousiasme, mes camarades, a besoin d'intransigeance, l'ardeur militante a besoin de fraternité. Où sont dans nos rangs tous ces pauvres et ces exclus au nom de qui nous parlons ?
Le Parti ne peut pas seulement être un parti d'éclaireurs de pointe de la cohorte des opprimés qui parlant au nom des ouvriers qui, eux, restent sur le terrain. Il ne peut pas seulement être une partie, une poignée de féministes intellectuelles

Fondation Jean Jaurès

parlant au nom d'un peuple de femmes du mouvement ouvrier qui continue en majorité à voter pour la Droite…
Et comment pourrait-il être capable d'attirer tous ceux-là à qui nous ne proposons que des discours, la transmission d'un message élaboré sans eux ? Les grands maux ne font pas les grands remèdes. Il ne suffit pas de parler de justice et de liberté, le Parti doit être activement présent pour la lutte de terrain sur le plan économique, social et culturel. Il doit être un acteur de la transformation sociale pas seulement par son action gouvernementale en puissance, mais aussi par l'action de ses élus locaux, par l'action de ses militants engagés dans tous les secteurs de la vie du mouvement ouvrier.
Pour moi, l'enjeu principal de ce Congrès, c'est : quel Parti voulons-nous ? Quel Parti pour les deux ans qui viennent ? Alors, oui, mes camarades, synthèse, mais en disant clairement que nous voulons aujourd'hui, dans ce Parti, vivre autrement, vivre ensemble.
(très vifs applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Gilles Martinet qui va parler 15 minutes pour la motion C. L'orateur suivant sera Charles Hernu.

Gilles Martinet

Camarades, un des orateurs de la matinée a dit que l'une des raisons qui expliquait l'intérêt de l'opinion pour notre Congrès était la pose des banderilles… Je pense que ce camarade attache lui-même une certaine importance aux réactions de l'opinion, parce que je trouve qu'il a surtout posé lui-même des banderilles ! (applaudissements)
Mais ce petit jeu là il est temps maintenant de le laisser de côté pour aller au problème essentiel qui est de savoir si ce débat a ou non fait avancer les choses.
Autrement dit, est-ce que les points de vue se sont éloignés ou se sont rapprochés ? Allons-nous vers un accord ou vers la constatation d'un désaccord ?
Voilà la question essentielle et, pour y répondre, je crois qu'il faut reprendre les uns après les autres les points sur lesquels il y a eu litige, ou nous avons pensé qu'il y avait litige.
Je passerai très rapidement sur cette question des deux cultures. Au fond, je suis d'accord avec la vision pluraliste que François Mitterrand a du Parti qui doit être le confluent de plusieurs traditions et de différentes recherches. Il y a simplement une petite curiosité chez moi, parce que, si j'ai bien compris, Français Mitterrand hier, il appartient à la même culture que Michel Rocard et, par conséquent, pour ceux qui, comme moi, viennent de la culture marxiste, le problème est de rechercher la synthèse avec François Mitterrand et Michel Rocard qui sont eux-mêmes les héritiers d'une tradition spiritualiste et, disons-le, chrétienne.
Heureusement l'un et l'autre se déclarent admirateurs de Marx. Alors, probablement, cette synthèse sera facile.

Fondation Jean-Jaurès

Mais il y a aussi une question qui est : pourquoi, lorsqu'on évoque les traditions, on en oublie une, toujours, c'est celle qui, que nous le voulions ou non, compte le plus dans le mouvement ouvrier occidental, sinon en France, du moins dans l'ensemble des pays industrialisés, je veux dire : la tradition réformiste.
Et lorsque vous parlez, François Mitterrand, de Léon Blum, vous n'évoquez que l'un des aspects de la pensée de Léon Blum : la conquête du pouvoir, la dictature du prolétariat, mais il y a quand même un autre aspect, et qui compte. Blum distinguait entre la conquête et l'exercice du Pouvoir, dont il disait, selon une formule restée fameuse, qu'ils impliquaient la gestion loyale du capitalisme.
Et, sur le plan des actes, et non pas de la théorie, Léon Blum a été essentiellement un grand réformiste auquel nous devons beaucoup. Cela, je crois, il faut le dire, car s'il est vrai que la mémoire est révolutionnaire, alors, ayons une bonne mémoire.
(applaudissements)
Venons-en maintenant à la rupture avec le capitalisme.
De la littérature innombrable qui a été écrite à ce sujet je ne parviens qu'à retenir deux choses :
D'une part, nous sommes un parti qui veut transformer graduellement la société, au prix de luttes, d'affrontements, mais graduellement. Ce qui nous différencie des autres Partis européens et notamment des partis social-démocrates, c'est que nous pensons que cette transformation graduelle de la société ne peut véritablement intervenir qu'à partir du moment où nous aurons franchi un certain seuil dans l'élan de la victoire, et ce seuil, nous indiquons clairement ce qu'il est : nationalisations, planification, mais aussi forte décentralisation des pouvoirs et nouveaux droits des travailleurs.
Et je vous pose la question : qu'est-ce qui dit autre chose sur la rupture avec le capitalisme ? Oui, qu'est-ce qui dit, dans ce Congrès, à travers les motions, autre chose : transformation gradualiste, obtenue grâce au franchissement d'un seuil ? Nous sommes tous d'accord là-dessus.
Alors, qu'est-ce que cela veut dire ce débat sur la rupture avec le capitalisme ? Mais on me dira : attention, il y a la question de la propriété. Eh bien, posons-le aussi d'une façon très concrète cette question de la propriété, comme l'a fait d'ailleurs le Parti dans son programme.
Le Parti a dit très clairement quelles nationalisations il estimait indispensables : l'ensemble du secteur du crédit et un certain nombre d'entreprises que nous avons nommées : Saint-Gobain, Péchiney-Ugine-Kuhlman Rhône-Poulenc, etc. Et ces propositions étaient reprises dans le Programme commun.
Y a-t-il ici quelqu'un qui est contraire à ces nationalisations ? Mais y a-t-il ici aussi quelqu'un qui propose d'autres nationalisations ?
(applaudissements)
Moi, je crois que ce serait intéressant. Je ne suis pas contre le fait qu'on ajoute d'autres nationalisations à celles que nous avons proposées. Mais il faut le dire. Il faut dire : oui, pour nous il faut encore étendre le seuil des socialisations et des nationalisations, et nous en discuterons.
Or, personne, absolument personne, ne le dit.

Fondation Jean-Jaurès

Alors, qu'est-ce que cela signifie ? Est-ce que cela signifierait par hasard que notre projet ne va pas se dérouler, ne va pas tenter d'être appliqué dans le cadre d'une économie mixte ? Est-ce que cela veut dire que nous sommes revenus sur cette idée que nous avons pourtant maintes fois développée, que dans le cadre d'une politique de gauche, de transition vers le Socialisme, il y aura des dizaines et des dizaines de milliers d'entreprises privées qui demeureront ?
Alors, si nous ne le remettons pas en cause, je vous pose la question : qu'est-ce que cela signifie ce débat sur la propriété ?
(applaudissements)
Autre thème : la rigueur économique.
Ah ! Sur ce plan, je crois pouvoir enregistrer un changement notable, une évolution positive. Aujourd'hui on admet qu'il y a une rigueur économique de la bourgeoisie, une rigueur de droite, et qu'il doit y avoir une rigueur économique de gauche, et on ne dit plus de cette rigueur économique de gauche qu'elle est la politique de M. Barre, ou encore de Pierre Laval.
(applaudissements)
Mais ce problème de la rigueur, il faut bien voir que nous ne le posons pas seulement en vue de l'éventuelle politique d'un gouvernement de gauche. C'est quelque chose qui a une application immédiate par rapport aux problèmes actuels, par rapport à la façon dont nous devons nous adresser aux travailleurs, à la classe ouvrière, à tous ceux qui sont en lutte.
Et je prendrai l'exemple le plus brûlant, celui qui intéresse particulièrement cette région, je veux dire l'exemple de la sidérurgie.
Le Parti Socialiste, dans ce domaine, a fait son devoir. Il lutte aux côtés des travailleurs de la sidérurgie, pour la défense de leurs emplois. Il n'accepte pas que ces travailleurs soient les victimes d'une politique incohérente du patronat et du gouvernement, et fait des propositions pratiques : la 5ème équipe, les retraites anticipées, mais aussi la création de nouvelles usines sidérurgiques, de nouvelles aciéries à Denain et à Longwy.
Seulement dans le texte que nous avons adopté, on le rappelait justement ce matin, à l'unanimité, nous disons quelque chose d'important à propos de la capacité de production française. Nous disons que cette capacité de production sidérurgique doit être maintenue à 31 millions de tonnes. Le gouvernement, comme vous le savez, propose qu'elle soit réduite à 28 millions. Mais la capacité actuelle, avec, en grande partie, des usines vieillies, c'est vrai, la capacité actuelle est de 33 millions de tonnes.
Donc nous ne disons pas, nous, qu'on peut maintenir cette capacité, mais nous disons qu'il ne faut la réduire qu'à 31 millions. Pourquoi ? Parce que nous ne voulons pas mentir, nous ne voulons pas cacher les choses, parce que nous voulons avoir sur cette question, comme sur les autres, une attitude de responsable, l'attitude d'un Parti qui peut demain gouverner le pays.
(applaudissements)
Et là, nous nous heurtons aux Communistes, nous nous heurtons au Parti Communiste, dans les articles de Journaux, dans les déclarations, mais nous nous heurtons à lui sur le terrain.

Fondation Jean-Jaurès

J'étais il y a un certain temps à Thionville, et il y avait un débat avec l'un des économistes du Parti Communiste, Anicet Le Pors, et il disait que si l'on voulait, non seulement il n'y aurait pas un emploi supprimé dans la sidérurgie, mais que l'on pourrait créer entre 35 et 40.000 emplois supplémentaires. 35 à 40.000 emplois supplémentaires dans la sidérurgie ! Aurons-nous le courage de dire que c'est un mensonge et qu'on ne peut pas, qu'on n'a pas le droit de dire cela aux travailleurs de la sidérurgie ?

Jacques Attali, dans un article du Monde - qu'il me permette de dire que ses articles de journaux ont une tonalité un peu différente de celle de ses discours de Congrès... (applaudissements)... Jacques Attali, dans un article du "Monde", écrivait que si nous appliquions en France les technologies japonaises, nous pourrions produire avec moins de 40.000 travailleurs ce que nous faisons aujourd'hui avec près de 140.000.

Je n'accepte pas ces chiffres de Jacques Attali, et nos camarades, notamment nos camarades syndicalistes sur le terrain, les ont fortement récusés. Mais il y a quelque chose de vrai, c'est que même en augmentant notre production sidérurgique, dans 5 ans ou dans 10 ans nous pourrons produire plus avec moins de travailleurs, et que le véritable problème est celui de la création d'un tissu industriel autour des anciennes usines sidérurgiques et des usines actuelles, pour procurer de l'emploi.

Tout le problème est celui d'une stratégie industrielle qui est impossible sans la planification, c'est-à-dire sans une politique de gauche.

(applaudissements)

Mais si nous avons pris une décision unanime au Bureau exécutif sur une orientation qui, je crois, est saine et vraie, nous avons commis dans un peu le brouhaha de la fin d'un Comité directeur, un acte curieux, mais intéressant. Lors du dernier Comité directeur consacré à la préparation du Congrès, un camarade a été chargé de rédiger un texte de soutien aux sidérurgistes. Ce texte a été voté, je dois dire, rapidement, sans qu'on l'entende beaucoup, et quand je l'ai lu, j'ai eu la surprise de voir qu'on y déclarait que nous devions porter notre industrie sidérurgique à un niveau tel que le plein emploi ne puisse pas être mis en cause.

Alors, je vois bien que le camarade qui a rédigé cela voulait, impressionné par la politique Communiste, par le martèlement Communiste, montrer que nous n'étions pas plus à droite que les Communistes, mais je vous pose la question : est-ce être plus à droite que les Communistes que de mentir autant qu'eux ?... (applaudissements)...

Et puis, vous savez bien que nous ne mentirons jamais autant qu'eux.

Car, si nous voulions être aussi démagogiques qu'eux, il faudrait dire que ce n'est pas 38.000 ou 40.000 emplois que l'on pourrait tirer dans la sidérurgie, mais c'est 50 ou 60.000, et sans doute cela paraîtrait plus, à gauche.

Eh bien, nous, nous disons: c'est avec ce type de tentation qu'il faut rompre. Nous ne devons pas nous laisser impressionner par cette politique suivie par le Parti Communiste et nous devons avoir le courage de l'affronter en face, en parlant vrai.

(applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

J’en viendrai maintenant au fonctionnement interne du Parti.
François Mitterrand en a parlé pas mal dans sa motion, et très peu dans son intervention, et ce qu’il a dit m’a paru à certains égards positifs. S’il est vrai que nous devons rechercher un certain équilibre entre la collégialité, la discipline, qui sont les deux éléments fondamentaux dans le fonctionnement du Parti. Nous nous posons le problème très clairement :
Au début de ce Congrès, nous vous avons distribué un texte que je vais me permettre de relire, dans lequel nous disons :
"Les uns mettent l’accent sur la collégialité, les autres sur la discipline. Ces deux exigences sont inséparables. L’esprit de fraction se nourrit des abus d’autorité, et ces abus se justifient à leur tour par les manquements à la discipline. Nous sommes parvenus à un stade de notre développement où il est nécessaire de réduire les rivalités de courant et d’instaurer à tous les niveaux de direction de véritables pratiques collégiales".
(applaudissements)
Cette collégialité suppose que toutes les décisions soient effectivement prises après délibération collective, que toutes les nominations soient faites par les organismes responsables... (applaudissements) et que les Secrétaires nationaux, Délégués nationaux ou généraux, se considèrent au service exclusif du Parti tout entier.
Nous déposerons un amendement qui reprendra à peu près ces termes à la Commission des résolutions, puisqu’il faut, en effet, que le Congrès soit au courant de ce que nous allons faire ce soir, les uns et les autres.
Un dernier point, avant de conclure : le problème des 5%.
Il y a une motion qui n’a pas obtenu les 5% sur le plan national, mais qui a obtenu, dans de nombreuses fédérations, des scores supérieurs aux 5%. Il y a là un problème d’interprétation de nos statuts qui se pose, et je les relie rapidement ; c’est l’article 5. Il est : "... Les organismes dirigeants sont composés à la proportionnelle, au niveau national en fonction du résultat obtenu par les motions issues de la Commission des résolutions, aux niveaux local et fédéral en fonction du vote indicatif."
Je pense qu’il serait sage, qu’il serait honnête, qu’il serait démocratique de reconnaître que, là où une motion a obtenu les 5%, elle doit être représentée dans les organismes fédéraux. (applaudissements)
Nous avons entendu, au cours de ce Congrès, certains discours dont je dirai qu’ils étaient de fermeture. Je crois que le nôtre est un discours d’ouverture... (sifflets et quelques applaudissements)... tous remarquerez que nous avons dit, d’entrée de jeu, ce que nous voulions, et que nous nous sommes abstenus des polémiques inutiles... (sifflets et huées)... Nous respectons trop notre Parti pour ne pas lui tenir ce langage.
François Mitterrand et ses camarades auront à nous dire si, dans la situation actuelle du débat, ils pensent ou non qu’un accord politique peut être conclu. Pour notre part, nous y sommes prêts, dans l’intérêt du Parti, dans l’intérêt du Socialisme, qui se confond, à nos yeux à tous, avec l’intérêt du pays ! (applaudissements et protestations diverses)

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Je vais donner la parole à Charles Hernu, qui parlera 5 minutes pour la motion A.
L'orateur suivant étant Pierre Mauroy.

Charles Hernu

Mes camarades, ce matin j'ai écouté Roger Fajardie et j'ai reconnu le ton généreux de son appel à la synthèse, quasiment pathétique. Mais, l'ami qu'il est me permettra de lui dire que je suis resté dans l'attente. Même attente en écoutant, tout à l'heure, Françoise Gaspard. Je pense, bien sûr, que c'est parce que Pierre Mauroy se propose maintenant d'aller plus avant dans le débat.
Il ne peut pas, il est vrai, y avoir ici plusieurs Congrès, celui des salles environnantes, des courants, celui de la Commission des résolutions où l'on jetterait des cartes que l'on n'aurait pas annoncées ici, devant le Congrès seul souverain.
Michel Rocard, hier, habilement, a maintenu le rideau ouvert de l'accord, mais avec le ton et le comportement de quelqu'un qui a choisi la rupture... je ne parle pas du capitalisme... la rupture avec nous ! (vives protestations, huées et sifflets)
Mais, je voudrais m'adresser à Pierre Mauroy et à ses amis...

Dans la salle - Ah !

Charles Hernu - Vous avez raison de dire "ah", parce que moi, je le dis avec beaucoup d'émotion et de sincérité... (protestations)... J'ai eu, à la fédération Nationale des Elus Socialistes et Républicains, des responsabilités, Je crois pouvoir le dire, avec l'amitié et la confiance de Pierre Mauroy, nous avons passé huit ans ensemble, et je ne suis pas gai de tout ce que j'entends ici, j'ai bien le droit de le dire !
(protestations diverses)
Alors, lorsque Michel Rocard procède à un certain nombre de mises en cause, je souhaite que Pierre Mauroy y apporte maintenant des réponses.
Par exemple, Rocard a parlé d'un Bureau du Parti Socialiste qui serait une "chambre d'enregistrement". Mais, c'est une chambre qui a beaucoup enregistré les propos de Michel Rocard, un Bureau et un Secrétariat dans lesquels Michel Rocard ne s'est jamais opposé à ce qu'il entendait de ses collègues et de François Mitterrand ! (applaudissements)
Est-ce que - je le demande à Pierre Mauroy - quand Rocard parle de "chambre d'enregistrement", il est d'accord ?
Quand la motion C parle de "motion du 3ème âge" - vous savez, le 3ème âge, il commence toujours après l'âge qu'on a soi-même ! - est-ce que Pierre Mauroy, si attaché aux traditions populaires du Nord, à l'histoire du Parti Socialiste, peut laisser mettre en cause ainsi les anciens ?...
(très vives protestations)
Quand Michel Rocard dénonce l'orthodoxie de François Mitterrand, est-ce que

Pierre Mauroy lui-même n'a pas souvent rappelé les nécessités de cette orthodoxie lorsque, Secrétaire à la Coordination, il dénonçait les comportements d'un certain nombre de nos camarades ?
Quand Michel Rocard affirme, hier, qu'il n'y a que deux moyens pour mettre les biens à la disposition des personnes, le marché ou le rationnement, est-ce que Pierre Mauroy est d'accord avec cela, et est-ce que ce soir, à la Commission des résolutions, il soutiendrait ce genre d'amendement ? Pour ma part, je ne le pense pas. (applaudissements et protestations)
Est-ce que notre ami Pierre Mauroy et ses amis sont d'accord avec ce qu'a osé dire tout à l'heure Taddéi, lorsque Taddéi a dit à cette tribune qu'il fallait maintenant que le Parti Socialiste lance une offensive contre le Parti Communiste ? Comment Pierre Mauroy serait-il d'accord ?
(sifflets et protestations)
Alors, on parle tous, ou presque - sauf ceux qui crient et qui sifflent ! - de synthèse. Très bien. Mais il ne faudrait pas, chers camarades, mon cher Pierre Mauroy, que l'absence de synthèse se fasse dans l'obscurité, dans l'équivoque et dans l'ambiguïté.
Voilà ce que je voulais dire, quoi qu'en pensent les hurleurs patentés !
(sifflets, huées et vives protestations)

Le président - La parole est à Pierre Mauroy.
(très vives acclamations)

Pierre Mauroy

Mes camarades, notre pays compte plus d'un million et demi de chômeurs. Ici, à Metz, à Thionville, à Longwy, à Neuves-Maisons, là, à Valenciennes, à Denain, à Dunkerque, partout en France, des dizaines de milliers de travailleurs sont menacés dans leur travail et dans leur vie, des millions de Français attendent de nous la relance de l'espoir et l'unité dans l'action !
La réalité d'aujourd'hui, c'est la misère et la violence. La capacité de notre Parti à répondre au défi de la crise et à l'attente des travailleurs, là est l'enjeu de ce Congrès, et le seul enjeu de ce Congrès ! (vifs applaudissements)
La défaite de la Gauche pèse lourd depuis un an. Elle pèse lourd pour toutes les catégories sociales menacées et, notamment, des centaines de milliers de jeunes chômeurs exclus de la société, rejetés dans l'insécurité. Elle pèse lourd pour les habitants de ces régions qui s'asphyxient. Elle pèse lourd pour l'ensemble des Français qui craignent pour leur emploi, leur sécurité, pour l'avenir de leurs enfants.
Pour trop d'hommes et de femmes, la foi dans l'avenir est brisée. Un climat pesant s'installe, fait de révoltes collectives et individuelles et de tensions sociales.
Sans jouer les Cassandre, qui ne voit aujourd'hui que nous sommes arrivés au seuil de l'incontrôlable ?
Nous sommes ici les mandataires du peuple Socialiste et, de ce fait, nous

Contribution Jean Jaurès

sommes les porteurs d'une partie de l'espérance de ce pays. Nous sommes réunis à Metz pour apporter les réponses qu'attendent l'opinion et l'ensemble des travailleurs. Nous allons le faire, après un débat qui s'est développé depuis plusieurs mois avec tous les militants, à travers tout notre Parti.
Ce débat a parfois pris la forme d'affrontements excessifs. Il a connu, sans doute, une personnalisation qui n'aidait pas à la clarté des idées exprimées. Mais, la tâche de ce Congrès n'est pas de désigner notre "champion" à l'issue d'une joute électorale "à l'américaine" ! Notre tâche est aujourd'hui : un Parti uni dans l'action, sur la base de principes clairement définie ! (vifs applaudissements)
Nous avons voulu refuser, quoi qu'il en coûte, les antagonismes artificiels ou tactiques pour demander à tous l'effort de rassemblement souhaité par les militants.
Il est temps de remettre le Parti au travail, ce Parti qui doit être plus uni que jamais.
C'est ce que nous n'avons cessé de réclamer depuis le premier jour, en refusant la bipolarisation qu'entraînent le poids des médias et la logique du système présidentiel. (applaudissements)
Nous avons refusé le jeu excitant mais stérile des tendances, en proposant au débat du Parti quelques idées-forces, nécessaires à son efficacité. Les questions que nous avons posées sur la pratique de l'union, sur la rupture avec le capitalisme, sur l'Europe, sur l'organisation du Parti, apparaissent finalement comme celles autour desquelles les militants ont engagé la débat, montrant ainsi qu'ils en reconnaissaient l'importance, même s'ils y ont répondu de façon différente.
Nous sommes convaincus également que, malgré tout, l'esprit de synthèse qui nous animait est partagé par l'immense majorité des militants Socialistes et par l'immense majorité des électeurs qui nous font confiance. Qui d'entre nous, ici, pense au fond de lui-même le contraire, et qui peut douter de la joie extraordinaire qui sera exprimée lundi matin par les travailleurs, par vos collègues de bureau, par tous ceux qui sont autour de vous, si vous avez la bonne nouvelle à annoncer qu'il y a une synthèse au Parti Socialiste et que les Socialistes se sont entendus ?
(très vives acclamations)
Vous représentez ici les millions de travailleurs qui font confiance à notre Parti, qui lors des dernières élections cantonales lui ont confirmé le rang de premier parti de France.
Pour cette raison impérative, notre Congrès ne peut se réduire à une arithmétique de mandats. Ce que les Françaises et les Français attendent de nous, c'est que nous nous engagions dans une unité renforcée pour faire face aux grands problèmes qui se posent à notre pays. Ils exigent de nous un accord politique pour l'action.
(Applaudissements)
D'ailleurs le terme même de "synthèse" appartient au vocabulaire fondamental des Socialistes. Le Parti Socialiste s'est lui-même édifié sur la synthèse entre

Fondation Jean-Jaurès

deux cultures. Je suis de ceux qui ont voulu avec passion le succès du Congrès d'Epinay. Ce Congrès a marqué la rencontre d'une formation politique en voie de rénovation et de François Mitterrand, candidat unique des forces de Gauche aux élections présidentielles de 1965, qui incarnait l'espérance de millions de Français.
Nous avons été aussi parmi les acteurs des Assises du Socialisme qui, en 1974, permirent à Michel Rocard, à de nombreux syndicalistes, à des militants du mouvement associatif, de nous rejoindre enfin.
Notre volonté a toujours été celle de l'ouverture, celle de rassembler dans un même et grand parti toutes celles et tous ceux qui, au-delà de leur sensibilité propre, se reconnaissent dans les mêmes choix.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste, ce n'est ni une contre-société, ni une forteresse assiégée, il est l'expression d'un front de classe nécessairement divers, il est par nature et par fonction le lieu d'une synthèse permanente entre les intérêts et les espoirs de tous ceux qu'il représente, de tous ceux qu'exploite et que menace le capitalisme. (Applaudissements)
C'est un parti qui a toujours été et qui sera l'alliance en marche des héritiers de Jaurès et des héritiers de Guesde, cette alliance que Blum avait déjà réalisée et que nous vivons chaque jour dans la pratique de notre vie militante.
Prenons garde que l'existence longtemps maintenue de courants trop bien organisés ne nous fasse peu à peu passer du débat démocratique à la division permanente. Respectons nos diversités, mais ne laissons pas les luttes de pouvoir intérieures et extérieures, et notamment à l'occasion de l'élection présidentielle, nous imposer des affrontements de classe.
(Applaudissements)
Quand il sait dominer sa diversité par la synthèse et par la discipline, le Parti Socialiste reste riche et fort, et si ce soir et demain vous réussissez cette synthèse, il sera encore plus riche et encore plus fort ! (Applaudissements)
Nous ne serons pas tous tout le temps d'accord sur tout. Il y aura dans ce Parti des majorités et des minorités d'idées, mais il ne peut y avoir qu'unanimité dans l'action. Ne laissons pas réduire à néant les efforts que nous avons faits, que nous faisons depuis dix ans, et qui tendaient à donner à notre Parti plus d'homogénéité.
La ligne d'Epinay a été bien souvent invoquée à l'occasion de ce débat. Mais on a oublié un point essentiel : la ligne d'Epinay, c'est la synthèse et le mouvement. Epinay, ce fut la synthèse entre hommes au tempérament si différent que Gaston Defferre et Jean-Pierre Chevènement, à Grenoble deux ans plus tard, ce fut l'entrée dans la majorité d'une fraction de la minorité d'Epinay. Puis les Assises du Socialisme virent des camarades qui menaient séparément le combat contre les forces de droite rejoindre le Parti Socialiste. Ce fut Pau, où Jean Poperen et ses amis se fondirent dans la majorité.
Le mouvement d'extension de sa majorité a toujours enrichi le Parti.
Méfions-nous des mécaniques de l'engrenage minoritaire qui aggrave les divergences, méfions-nous d'une logique minoritaire artificiellement provoquée

Collection Jean Jaurès

et délibérément organisée.
Voilà pourquoi nous devons tous ici nous attacher à la logique du rassemblement qui est la logique de la ligne d'Epinay !
(Applaudissements)
La ligne d'Epinay appartient à tout le Parti, elle est une ligne de départ, elle ne peut être en aucun cas une ligne de démarcation entre les Socialistes. (Applaudissements)
Ce qui peut distinguer, ce qui peut créer au sein du Parti une majorité et une minorité, ce n'est pas l'approbation de la ligne d'Epinay, ce serait une éventuelle divergence sur l'approfondissement de cette ligne d'Epinay pour répondre au problème d'aujourd'hui. La ligne d'Epinay, c'est pour nous tous le refus des alliances centristes, la rupture avec le capitalisme, l'union de la Gauche.
Mais le Parti Communiste a voulu la défaite, cassant l'espérance des travailleurs de ce pays. De ce fait, l'union de la Gauche est dans l'impasse. Vérité cruelle, que ne changera pas l'appel incantatoire à l'union ! Le Programme Commun a été déchiré, une nouvelle pratique de l'union de la Gauche est nécessaire. Comment ? En engageant un débat public avec le Parti Communiste, non pas l'interminable débat idéologique, mais un débat clarificateur sur des points d'actualité. Quels sont-ils, ces points d'actualité ? L'analyse de la crise du capitalisme, la politique internationale, la nature des régimes de l'est, la souveraineté nationale, la construction européenne, les libertés démocratiques, la pratique de l'union de la Gauche, et bien entendu l'autogestion dont le Parti Communiste a fait maintenant un de ses slogans.
A partir de ces réponses, les partis de Gauche devront s'attacher à établir une plate-forme, un contrat-cadre de majorité, engageant l'ensemble de la Gauche; puis, par leur vote, en élisant leurs représentants, les électeurs de Gauche montreront davantage leur attachement à l'un ou l'autre des programmes propres des partis qui la constituent.
Sur cette base, et à partir du contrat-cadre, pourra s'établir le programme du gouvernement de la Gauche.
Oui, pour ramener le Parti Communiste dans l'union, il faut un Parti Socialiste fort, qui dans le cadre strict de l'union de la Gauche affirme davantage son identité et son autonomie. (Applaudissements)
La ligne d'Epinay, c'est aussi, la rupture avec le capitalisme. La rupture n'est pas un moment, elle suppose une démarche, elle est un processus. La manière dont nous envisageons le processus de rupture déterminera le Socialisme que nous voulons construire.
Nous avons eu raison de ne pas céder à la surenchère du Parti Communiste lors de la renégociation du Programme Commun. Les nationalisations ne donneront pas par elles-mêmes l'état de grâce à travers lequel la société Socialiste se réalisera. Elles ne suffisent pas, parce qu'elles peuvent aussi bien être intégrées dans le système capitaliste, dévoyées par le capitalisme d'état. Les nationalisations ne seront le point d'appui principal pour la rupture avec le capitalisme qu'à la condition que se développent en même temps et avec la même force les droits et les pouvoirs des travailleurs dans les entreprises.

(Applaudissements)
N’oublions pas que l’autogestion est dans notre projet inséparable de la socialisation des moyens de production.
Oui, la loi de nationalisation des grands groupes industriels devra être votée dès la première session parlementaire par une majorité de Gauche. Mais combien de temps faudra-t-il pour qu’un gouvernement de Gauche contrôle vraiment ces sociétés, change leur stratégie, élargisse les droits des travailleurs, prenne les premières mesures d’autogestion ? Il en sera de même en matière de décentralisation : combien faudra-t-il de temps pour que les collectivités locales exercent vraiment et efficacement les pouvoirs que notre loi-cadre lui auront conférés ?
La ligne d’Epinay, c’est le choix d’un Socialisme à responsabilités contre la bureaucratie, dans sa pratique politique comme dans sa pratique économique.
(Applaudissements)
Sur le problème des rapports du plan et du marché, bien sûr qu’il faut être clair. Ou bien on privilégie trop le plan, et cela revient à mettre en oeuvre un plan centralisé et bureaucratique, ou l’on privilégie trop le marché, et cela revient à laisser en place les mécanismes capitalistes et s’interdire de les surmonter. C’est là un dilemme que nous n’acceptons pourtant pas. Nous sommes aujourd’hui tous d’accord pour dire que le plan oriente et que le marché adapte. Le marché n’est pas une entité uniquement ça capitaliste, c’est le lieu du choix même pour les Socialistes.
(Applaudissements)
Il nous faudra donc changer sa nature, comme nous devrons changer la nature de la croissance. Il n’est pas question d’un plan Socialiste face au marché capitaliste. Qu’est-ce qu’un parti à vocation de gouvernement qui se désintéresserait des mesures graves qui pèsent sur notre approvisionnement en énergie, et ne se préoccuperait pas de définir et de mettre en oeuvre une croissance à la fois plus juste pour tous et plus économe de nos ressources énergétiques ?
C’est cela, la rigueur économique. Confondre le réel, prévoir le réel pour le dominer.
Chacun comprend bien qu’on ne pourra distribuer plus qu’on ne produit. Mais en négligeant cette vérité première, nous prendrions des risques considérables et donnerions à la Droite les moyens de remettre en cause les grandes conquêtes des travailleurs, car l’ambition des Socialistes, ce n’est pas de conquérir le pouvoir pour le pouvoir. Nous ne voulons pas gérer la crise comme la Droite qui cogne et qui grogne, nous nous refusons à souffler sur le feu de la colère populaire, sans proposer d’autre perspective et d’autre projet que de gérer un capital de mécontentement !
(Applaudissements)
Nous voulons vaincre la crise, c’est-à-dire engager ce processus de rupture avec le capitalisme dont elle est à la fois l’expression et l’arme. Nous voulons battre la Droite, et tous les centrismes qui sont les responsables et les bénéficiaires de cette crise.

Fondation Jean Jaurès

Cette rupture avec le capitalisme, ces ruptures avec le capitalisme, rupture économique, rupture politique, rupture sociale, rupture culturelle, chacun ici y est décidé. Mais qui pense sérieusement que dans un processus nécessairement démocratique, avec les avancées et les reculs qui résulteront d'un rapport de forces nécessairement mouvant, nous changerons en cent jours les comportements sociaux, les attitudes mentales, les méthodes d'éducation, les différences socioculturelles, bref l'idéologie et la culture produites par cent années de capitalisme ?
(Applaudissements et protestations)
Oh, les camarades qui ne sont pas d'accord, je voudrais simplement leur dire : les faits sont têtus. Le reconnaître n'est pas s'y soumettre. Au-delà de la mythologie et au-delà du piège des mots et de l'habileté des tactiques, il y a l'exigence, pour notre Parti, de proposer une méthode et un programme économique qui triomphe non pas seulement dans un Congrès mais à l'épreuve des faits.
(Très vifs applaudissements).
Un programme économique qui assurera croissance et travail, mais aussi libertés et responsabilités, car la ligne d'Epinay, c'est aussi la conviction qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de la Gauche durable et, a fortiori, qu'on n'assurera pas la construction Socialiste en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens Socialiste l'appareil de l'Etat, même renforcé.
(Applaudissements).
D'où la nécessité de s'appuyer plus encore sur l'union de la Gauche et sa base sociale, bien sûr le front de classe de tous ceux que le capitalisme exploite et menace.
Mais l'union des forces populaires, que certains ici ont caricaturée, n'est pas un substitut de l'union de la Gauche. Elle n'est pas un substitut de l'union de la Gauche. Elle est l'expression concrète, quotidienne du front de classe, c'est la pratique sociale de l'union de la Gauche, au-delà de la simple alliance électorale des partis politiques.
(Très très vifs applaudissements).
Car le Parti Socialiste, ce sont 200.000 militants, mais 7 millions de Français qui, par leurs suffrages, se reconnaissent aujourd'hui dans le Socialisme.
Le projet du Parti Socialiste ne peut donc pas être un dogme que nous imposerions aux Français. Le projet Socialiste doit se dégager d'une confrontation, je dis bien d'une confrontation, et non pas d'une négociation, avec l'ensemble des forces politiques et sociales qui combattent le capitalisme dans la vie de tous les jours !
(Applaudissements).
Nous en appelons à l'union des forces populaires car nous reconnaissons modestement, mais pour plus d'efficacité, c'est évident mes camarades, que même si la politique se cristallise, un parti n'est pas le seul lieu où l'on fasse la politique !
(Applaudissements).
Nous devons donc être à l'écoute de tout ce qui se passe dans le pays et qui ne

Fondation Jean-Jaurès

saurait se ramener mécaniquement aux rapports économiques et aux conflits de classes : syndicats, coopératives, mutualités sont autant de centres de vie, où se vit la solidarité ; les luttes sont de partout et de chaque jour, dans la vie associative qui se structure, dans les campagnes et dans les villes, dans les mouvement écologiques qui s'insurgent contre la toute puissance de l'économie, dans le mouvement des femmes qui se battent, pied à pied, contre les préjugés, l'exploitation, l'habitude et qui sont au cœur même de la lutte contre le capitalisme.
(Applaudissements).
Notre Parti doit reconnaître et encourager le rôle essentiel de ces organisations qui animent les luttes sociales, qui seront à la fois les partenaires, si elles le souhaitent, les inspirateurs, voire les censeurs du pouvoir politique, car il faut dire que ce rapport nécessaire est un rapport dialectique, dans le respect des fonctions et des intérêts ; il exclut entre les uns et les autres, la confusion, le suivisme, l'alignement, la subordination. Il respecte l'indépendance syndicale, la liberté des associations et la spécificité indéniable des partis politiques.
(Applaudissements).
Je dirai simplement un mot sur l'Europe, compte tenu des convergences qui se sont exprimées dans ce Congrès. Elle est un choix que le Parti a fait. Chacun ici connaît nos options en ce domaine et je n'accepte pas que l'on puisse dire qu'il y ait une ligne supra-nationale. La ligne supra-nationale, je faisais mes classes dans le Parti Socialiste, c'était, sans doute, une époque où l'on parlait beaucoup, mais au niveau de la responsabilité et compte tenu de ce que sont les problèmes européens et de ce que nous sommes, personne ici défend cette ligne supra-nationale ! Telle est la vérité, mes camarades ! C'est un faux débat, celui-là !
(Quelques applaudissements).
Chacun voit bien, chacun voit bien qu'il n'existe que deux lignes sur l'Europe au sein du Parti, et ce qu'en a dit François Mitterrand, hier, nous le partageons : celle de tous ceux qui veulent participer à la construction européenne pour changer l'Europe, et celle de ceux qui, dans le nationalisme, l'isolement et le repliement, risquent d'encourager les vieux démons... (protestations), dont ils craignent précisément la renaissance !
Mes camarades, je vous entends, c'est donc que vous n'êtes pas d'accord. Eh bien, si vous n'êtes pas d'accord, par rapport à tout ce qu'on a pu dire, tout ce qu'on a pu écrire, c'est qu'alors la synthèse est possible et je ne vois pas pourquoi vous la refuseriez ! Voilà l'enjeu du débat !
(Très très vifs applaudissements).
Camarades, j'en arrive à ma conclusion. Je crois avoir posé, après bien d'autres, et sans calculs, les principaux problèmes qui constituent, qui devraient constituer le fond du débat dans ce Congrès. Sur tous ces points, je suis convaincu qu'il y a entre nous plus de convergences que de différences, plus de complémentarités que de contradictions entre les composantes de la majorité qui a gouverné ce Parti depuis le Congrès de Nantes ; nous sommes convaincus que les questions de personnes doivent céder le pas devant les réelles possibilités, devant l'exigence d'un accord politique.

Fondation Jean Jaurès

La Commission des résolutions, composée à la proportionnelle des différentes motions, doit être le lieu de cette synthèse, comme ce Congrès doit être le lieu de ce débat.
On a beaucoup parlé de Jaurès et de Guesde. Ah, comme j'aurais aimé qu'on en parle davantage depuis sept ans, dans une période où, pas tous mais beaucoup avaient perdu notre mémoire collective !
(Vifs applaudissements).
Aujourd'hui, Jaurès et Guesde sont avec nous, présents dans ce Congrès, souvent évoqués. Ils furent des hommes d'action, tout autant que des théoriciens. Ils vivaient les luttes sociales de leur temps. Imaginez, mes camarades, leur stupéfaction devant notre Congrès ! La crise bat nos murs. Dans nos villes des centaines de milliers de travailleurs luttent pour vivre. Ils attendent le Parti Socialiste, dans l'action et dans l'unité, et ils apprendraient, demain, que les Socialistes à Metz, n'ont pu s'entendre, qu'ils n'ont pas surmonté le vieux et permanent débat entre les héritiers de Jaurès et les héritiers de Guesde ? On leur dirait que l'enjeu de ce Congrès ce n'était pas, comme ils l'avaient cru, de relancer l'union de la Gauche, de relancer le Parti dans la lutte, mais de régler, entre nous, des querelles théologiques ?
Camarades, permettez au représentant d'une grande fédération ouvrière qui a toujours vécu l'alliance des deux courants dans l'action, qui réalise en permanence... (Applaudissements et quelques protestations)… la synthèse de ces deux cultures, de vous mettre en garde : l'issue à craindre n'est pas, demain, une large synthèse après un large débat, mais le refus de la synthèse après un faux débat !
Craignons d'être en présence de deux stratégies symétriques de refus de la synthèse, pour des raisons non de principe, de théorie, mais en fonction de prises de position extérieures à l'objet de nos débats !
Camarades, rien de profond ne sépare politiquement les composantes de la majorité du Parti. Une synthèse sans exclusive, oui, sans exclusive, élargie si les camarades le souhaitent, est encore possible.
On a dit qu'il était temps de parler vrai. On a dit qu'il était temps de trouver un nouvel élan. L'accord entre nous est nécessaire, l'accord entre nous tous est possible.
L'avenir, à l'issu de ce Congrès, sera engagé pour longtemps. Deux rendez-vous nous attendent avec le peuple : les élections européennes, les élections présidentielles. Nous connaissons nos victoires et nous connaissons aussi nos échecs. La victoire est possible ! Nous devons la préparer. Nous devons nous rassembler ! Voilà ce que nous vous demandons. Rassemblez-vous, mes camarades, pour les travailleurs qui attendent, pour tous ceux qui espèrent dans un grand Parti Socialiste ! Rassemblez-vous pour permettre au Socialisme, demain, de triompher !
(La salle applaudit très très longuement et très chaleureusement)

Le président - Chers camarades, je m'en vais maintenant donner la parole à Claude Estier qui va vous donner la composition de la Commission des

résolutions, constituée à la proportionnelle.
La parole est à Claude Estier.

Claude Estier (Composition de la Commission des résolutions)

Chers camarades, voici les propositions faites par les différents courants pour la composition de la Commission des résolutions qui comprendra 6l membres désignés à la proportionnelle.
Pour la motion A : 25 membres.
(liste des noms)
Pour la motion B : 9 membres.
(liste des noms)
Pour la motion C : 13 membres.
(liste des noms)
Pour la motion D : 5 membres.
(liste des noms)
Pour la motion E : 9 membres.
(liste des noms)
Nous vous proposons également que soient représentés, invités à la Commission des résolutions, bien qu'ils n'aient pas obtenu les 5% un représentant de la motion F et un représentant de la motion G.
La Commission des résolutions se réunira à 21 h 30 à la Mairie de Woippy, mairie Socialiste dans la banlieue de Metz. Un plan précis pour vous rendre à la Mairie est à votre disposition à la table de travail à la tribune. Un car spécial attendra ceux qui n'ont pas d'autre moyen pour être véhiculés jusqu'à la Mairie et je précise que les membres de la Commission des résolutions trouveront sur place un repas froid.

Le président - Vous venez d'entendre la proposition de la Commission des résolutions, elle est constituée à la proportionnelle sur la base des indications fournies par les responsables des motions. Je la soumets à votre ratification.
Vous l'approuvez ? Merci.

Claude Estier - Encore une communication : je demande aux membres de la Commission d'organisation et de vérification des mandats de se réunir dans un instant à la salle 11.

Le président - Camarades, ainsi qu'il était prévu je vais maintenant céder la présidence de cette réunion à notre camarade Christiane Mora.
(Christiane Mora prend place à la présidence)

La présidente (Christiane Mora)

Mes chers camarades, au point où nous en sommes des interventions des camarades inscrits dans le débat, je dois vous dire que pour l'instant la discipline

Fondation Jean-Jaurès

que se sont imposés les camarades intervenants permettra de respecter notre horaire à moins d'une demi-heure près. Je les en remercie et cela m'incite à inviter naturellement ceux qui vont prendre la parole à respecter de la même manière leur temps de parole et j'utiliserai la même méthode que le président qui m'a précédé.
Cela dit, avant d'appeler Irène Charamande pour la motion C et pour 7 minutes, qui sera suivie de Lionel Jospin pour 15 minutes, je voudrais demander très amicalement à tous ceux qui notamment dans les contre allées et dans la tribune des auditeurs ne facilitent pas toujours le travail des délégués qui, eux, auront à rapporter ensuite dans leur fédération, malgré la chaleur du Congrès, d'avoir la gentillesse spécialement de ne pas faire perdre de temps aux orateurs et en aucun cas de se permettre de huer des noms de camarades.
Irène, je te donne la parole pour 7 minutes.

Irène Charamande

De nombreux orateurs avant moi ont fait remarquer que le choix de tenir ce Congrès à Metz était un choix politique important, la motion que nous avons votée ce matin sur les sidérurgistes avait aussi un sens politique et marquait notre engagement aux côtés des sidérurgistes, aux côtés de la Lorraine.
Nous, Socialistes, sommes avec eux dans ce combat ; nous, les Socialistes, mais sommes-nous les seuls, les syndicats du mouvement ouvrier ne sont-ils pas aux premières lignes ? Je trouve que dans ce Congrès nous faisons souvent référence aux travailleurs, mais nous parlons moins, nous discutons moins de leurs organisations syndicales, des organisations syndicales qu'ils se sont donnés pour se défendre et pour combattre le système capitaliste.
La façon dont nous traiterons, dont nous discuterons avec les organisations syndicales est au cœur du débat sur l'union de la Gauche et l'union des forces populaires. Toute la question est de savoir si ces femmes et ces hommes qui sont sur le front des luttes auraient droit au combat, mais n'auraient pas droit au débat politique avec nous.
C'est une bien curieuse conception de l'autonomie syndicale que celle qui consiste à refuser la parole politique aux syndicats ou à ne pas vouloir les entendre.
Si ce qui est en jeu à Metz, c'est bien la reconstruction de l'union de la Gauche sur des bases plus solides, alors nous ne pouvons pas nous contenter de dire que l'union expression politique de l'union des forces populaires est l'affaire des partis politiques, comme le disait hier François Mitterrand. Bien sûr, c'est l'affaire des partis politiques mais pas seulement ; c'est l'affaire de toutes celles et de tous ceux qui sont engagés à gauche, dans des combats syndicaux ou d'associations, et ceci pour deux raisons :
D'abord, parce que nous n'avons pas le monopole de l'action syndicale et de l'action politique, heureusement. Quand nous discutons avec le Parti Communiste ou avec les Radicaux de Gauche - nous serions dans la clarté, dans le débat anti-capitaliste, dans la rupture, nous serions ancrés à gauche - nous

Fondation Jean-Jaurès

faisons de la politique, c'est indiscutable. Mais, quand nous discutons avec la G.G.T., avec la C.F.D.T. avec la F.E.N., avec les associations du cadre de vie, avec le planning familial, alors serions-nous dans le confusionnisme, serions nous dans la nébuleuse ? Est-ce que les sidérurgistes qui refusent les plans gouvernementaux ne font pas de la politique ? Est-ce que les femmes qui organisent la réponse qui convient aux déclarations de Chirac sur l'avortement ne font pas de la politique, et ne font pas de la politique de gauche ? (applaudissements).

Refaire une union, c'est lui donner les bases qui lui ont manqué en 1978, une pratique commune qui implique le Parti Communiste davantage que dans un engagement de programme. Or, cette pratique nous l'avons avec l'ensemble des organisations que les travailleurs se sont donnés pour défendre et agir, sinon rêverions-nous de faire l'union de la Gauche sans le peuple de gauche ? Rêverions-nous de préparer une société Socialiste sans celles et ceux qui dès aujourd'hui se bagarre dans cette perspective et dans cet espoir ?

Ce que nous disons et que l'on fait semblant de ne pas entendre, c'est que pour assurer la victoire des forces populaires, il faut se donner les moyens dès aujourd'hui de l'assurer, et c'est très précisément ici que se pose la question des femmes, de leur engagement à gauche, de leur engagement dans le Socialisme.

Cette question dépasse de loin celle à laquelle on voudrait souvent la réduire au Parti Socialiste, la question de la promotion des femmes dans l'organisation se pose et trouve encore un écho trop faible dans notre Parti.

Si le Congrès de Metz ne devait se signaler à l'histoire et aux femmes que parce qu'il aurait assuré à celles-ci une proportion de 20% à son Comité directeur, la réponse ne serait manifestement pas au niveau de l'enjeu.

L'enjeu est d'ailleurs bien défini par une phrase de la motion qu'a signé le premier Secrétaire : l'affirmation de la femme est une des vraies révolutions de notre temps, peut-être la plus profonde. Fin de citation.

Mais où sont les réponses, où sont les propositions qui permettent de répondre à cette question ?

Comment s'attaquer au niveau de la société aux racines du pouvoir autoritaire, à tout ce qui ordonne les rapports sociaux de classes, de race et de sexe ?

Pourquoi parle t-on de la révolution la plus profonde ? Parce qu'elle interroge les bases théoriques et la réalité concrète du Socialisme historique et qu'elle oblige à reconsidérer notre projet politique du point de vue des femmes.

En effet, nous sommes obligés de tenir compte des échecs du Socialisme autoritaire à construire des sociétés démocratiques et réellement Socialistes, et nous devons aussi tenir compte du fait que ce Socialisme autoritaire a exclu les femmes, et c'est le même échec. Quand on décide de gouverner un pays sans une moitié de la population, on est en plein dans le Socialisme autoritaire !

Autant il n'est plus possible de traiter du Socialisme sans traiter du Goulag et de la dissidence, autant il n'est plus possible de discuter du Socialisme sans traiter de l'exclusion politique des femmes. (applaudissements)

Ce qui doit venir à l'ordre du jour du Parti Socialiste, c'est le traitement au fond de cette question, parce que c'est la condition pour nous d'avoir un projet

Fondation Jean-Jaurès

Socialiste qui parle en même temps aux deux moitiés de la population, aux hommes et aux femmes. (applaudissements)
Dans ce sens, pour les femmes, ce n'est vraiment qu'un début; même si de nombreuses femmes ont déjà beaucoup travaillé, même si nous avons abordé Metz avec des tactiques et des sensibilités diverses, nous commençons seulement le véritable dialogue entre hommes et femmes sur des propositions politiques.
Je voudrais rappeler, avant de terminer, que nous sommes ici solidaires de toutes les femmes qui, partout dans le monde, se mettent en marche pour leur dignité, contre une domination multiforme : exclusion des centres de décision économique et politique, dans les pays capitalistes, exclusion des choix politiques, dans les sociétés Socialistes, lutte pour l'intégrité physique dans certains pays d'Afrique ou du Moyen-Orient. (applaudissements)
Plus précisément, saluons ici, aujourd'hui, les femmes d'Iran qui, dans une situation difficile, en lutte contre la dictature odieuse du Shah, (applaudissements), ont en même temps eu le courage de se battre pour leur dignité de femmes.
Nous aurons à tenir compte, dans les prochaines années, dans cette solidarité politique et internationale, de cette nouvelle dimension des droits de l'Homme que nous avons oubliée : les droits des femmes. De ce point de vue, la véritable solidarité entre les femmes et les Socialistes doit prendre une nouvelle dimension et notre combat commun ne fait que commencer. (applaudissements)

La présidente. – J'appelle maintenant à la tribune Lionel Jospin, pour la motion A, et pour 15 minutes (applaudissements).
Christian Pierret s'apprêtera à sa suite.

Lionel Jospin

Chers camarades, quand dans quelques heures les 61 membres de la Commission des résolutions se retrouveront, ils retrouveront aussi ce mélange de fraternité, de complicité, de tension, qui a déjà monté dans ce Congrès. Mais j'espère que, pour accomplir leurs travaux, ils n'oublieront pas les débats auxquels ont assisté les 800 délégués de ce Congrès, j'espère qu'ils n'oublieront pas non plus les votes émis par les 190.000 militants du Parti et qui seront derrière eux, dans leur ombre, pour demander que ce qu'ils ont déjà exprimé comme point de vue politique sur les discussions qui nous ont opposés soit respecté. (applaudissements)
Car, chers camarades, quand un texte, une orientation politique, a obtenu 40% des voix dans le Parti, et sans doute plus, cela veut dire qu'au niveau de la base du Parti la synthèse a déjà commencé ! (applaudissements) Elle n'est pas faite, elle reste à terminer, mais la situation ne peut pas être examinée de la même manière qu'elle le serait si nous étions encore sur le terrain de la théorie des quatre quarts. Quand, dans ses trois autres quarts, l'un n'a pas tenu ses objectifs et les deux autres sont notoirement en dessous, quand une masse de militants se

Fondation Jean Jaurès

rassemble dans 40%, et peut-être aussi dans 46%, c'est une donnée politique dont il est sain, dont il est démocratique de tenir compte. (applaudissements)
C'est pourquoi la Commission des résolutions commence ici, a déjà commencé dans le Congrès, et j'espère que les membres de cette Commission, que les délégués du Congrès, aujourd'hui, demain matin, après les discussions, n'oublieront pas qu'à cette heure du débat ils n'ont pas encore vu les amendements qui devraient être logiquement présentés par les autres courants minoritaires. (vifs applaudissements)
Ils ont entendu la répétition des discours anciens, la reprise des analyses, mais ils n'ont pas vu des inflexions de ces discours, ils n'ont pas vu en quoi les hommes et les femmes qui sont minoritaires dans le Parti amorcent le mouvement de synthèse, le mouvement de rapprochement politique qui permettra effectivement que l'unité du Parti soit réalisée.
Je voudrais aussi que les militants choisissent entre le discours tenu par Denise Cacheux, dont je m'excuse de lui dire qu'il relevait lui-même de ce genre qu'elle critiquait, à savoir les effets de tribune... (vifs applaudissements)... entre le discours tenu par Denise Cacheux cet après-midi, ou par Gilles Martinet, et le discours extrêmement "oecuménique" tenu par Pierre Mauroy, car je trouve qu'il y a quelque contradiction à applaudir avec le même entrain spontané, avec le même sens de l'organisation - que je ne rapporterai ni à Guesde, ni à Jaurès - des orateurs qui sont intervenus sur des terrains très différents par rapport à la synthèse ! (applaudissements)
Pour réaliser la synthèse, il faut d'abord répondre à la grande question politique qui domine ce Congrès du Parti Socialiste : devons-nous continuer à lutter pour le Socialisme, c'est-à-dire opérer les transformations de la société capitaliste, l'appropriation collective des moyens de production à travers l'autogestion et la démocratie, la conquête du pouvoir politique pour changer ce pouvoir politique, les modifications des rapports de force à l'échelle internationale, c'est-à-dire la lutte contre l'impérialisme, le Socialisme reste-t-il la grande question actuelle, la question par rapport à laquelle notre siècle retarde, ou bien doit-on seulement réformer, aménager, introduire des contre-pouvoirs, chercher des creux ou des îlots de pratique sociale - peut-être même, je le crois sincèrement, de pratique Socialiste - dans les interstices de ces sociétés brutales, concrétisées, et qui seraient les mêmes à l'Est, à l'Ouest et dans le tiers-monde, et qui seraient les mêmes et qu'on ne pourrait finalement pas espérer véritablement renverser et changer ?
Je pose ce problème, car j'ai trouvé qu'il y avait ici des analyses qui, sur la question de l'Etat, de la crise, de l'économie, de la pensée économique, du Socialisme, de l'union de la Gauche, étaient des analyses singulièrement neutralistes, étaient des pensées singulièrement indifférentistes, et je m'explique, et je précise.
Oui, il y a une crise de l'Etat, il y a un regain dans le monde des régimes autoritaires. Mais nous, Socialistes Français, militants Socialistes, à quel Etat sommes-nous affrontés ?
A un Etat abstrait ? A l'Etat Socialiste ? Au despotisme oriental ? Ou bien

plutôt, concrètement, à l'Etat UDF qui, avec les mêmes méthodes politiques que l'Etat RPR - mais le vidant progressivement de sa substance et expliquant ainsi la crise des deux droites - après lui avoir pris la Présidence de la République, puis Matignon, lui dispute maintenant les Ambassades, les Préfectures, les directions dans les ministères et dans les services ? Avons-nous à nous affronter à cet Etat là, celui qui fait que Pasqua, créateur des SAC, peut se permettre de voir dans l'autre aile de la majorité l'apparition d'un fascisme sournois ? Avons-nous bien à combattre un Etat concret, l'Etat des flagrants délits, l'Etat de la Cour de Sûreté, l'Etat des directives du Président de la République sur la restriction du droit de manifestation ? (vifs applaudissements)

Comment peut-on supposer que les Socialistes veulent gouverner l'Etat, conquérir l'Etat, pour le diriger de la même manière que la majorité ?

Et après tout, je vois des contradictions. Si l'étape de la conquête de l'Etat n'est plus nécessaire, si l'on peut se concerter du pouvoir à la base, alors, pourquoi nous reproche-t-on, à nous Parti Socialiste, qui l'avons dirigé collectivement, de ne gagner jamais que les élections locales ou les élections départementales, et pas les élections législatives ? Nous avons fait l'essentiel ! De quoi se plaint-on ? (applaudissements)

S'il n'est pas nécessaire de conquérir le pouvoir d'Etat, qu'est-ce qui explique certaine candidature à la Présidence de la République ? (applaudissements) Et ne suffirait-il pas, pour tel ou tel d'entre nous, de se contenter de gérer dans l'harmonie telle petite ville d'Ile-de-France où flânent les péniches et où roulent les bicyclettes, gratuites mais publicitaires ? (applaudissements et protestations)

Oui, il y a une crise de l'économie, mais cette crise, chers camarades, est-elle une crise des sociétés industrielles en général, qui nous poserait essentiellement des problèmes d'information, de communication et d'énergie, ou s'agit-il, toujours, pour nous, de la crise d'un système social qui s'appelle le capitalisme et qui exploite le travail de l'homme ? S'agit-il toujours de lutter contre l'exploitation et contre la domination pour changer le pouvoir ?

La crise est-elle la même dans tous les pays capitalistes développés ? S'il s'agit d'une crise du mode de production industrielle - nouvelle invention théorique - pourquoi dans les pays du Nord, en Suède, en Autriche, un certain nombre de gouvernements ont lutté efficacement contre le chômage ?

Est-elle due, comme nous le suggérait hier, dans son discours, Michel Rocard, à l'absence d'imagination des gouvernements ?

Il me semble qu'elle est due à la politique volontaire du gouvernement du Président de la République, de M. Barre, et non pas à l'absence d'imagination ! (applaudissements)

Cette crise des sociétés industrielles épargne-t-elle les pays capitalistes non développés ? Au Brésil, en Argentine, en Inde, dans cette périphérie lointaine des métropoles développées, n'y a-t-il pas des millions, des centaines de millions d'hommes et de femmes qui luttent contre des réalités bien concrètes, qui ne s'appellent pas l'industrialisation, la pollution, les problèmes techniques, mais qui s'appellent l'exploitation féroce de systèmes capitalistes ?

Solomon Mahlangu, militant de l'ANC - et je salue ici l'arrivée du représentant

de l'African National Congress… (applaudissements).. - assassiné en Afrique du Sud, ne l'a pas été pour des raisons techniques, mais par la puissance du capital dans le bastion de l'apartheid ! (très vives acclamations)
Oui, il y a une crise de la pensée économique et donc, c'est vrai, il faut y mettre plus de rigueur.
Mais je vous le dis tout net, chers camarades, nous ne résoudrons pas les problèmes de l'économie et de la société française, nous résoudrons encore moin les problèmes de la planète, avec une conception de la rigueur économique empruntée, selon moi, à l'excès, aux manuels ou aux conceptions classiques de l'économie.
Il faut rompre ensemble avec les visions traditionnelles de la rigueur économique, car je veux bien qu'on me tienne ce discours classique en termes de balance des paiements et d'équilibre du commerce extérieur, mais alors, comment peut-on tenir ce discours, et nous dire aussi qu'il faut que des centaines de milliers d'hommes et de femmes continuent à vivre au pays ?
Ces dizaines de milliers d'employés des PTT, d'hommes et de femmes qui nous viennent des Antilles, nous savons très bien que, dans la logique du capitalisme, dans une logique stricte de la rigueur économique, ils seront amenés à venir sur Paris, sur les métropoles industrielles, qu'ils ne pourront pas vivre au pays ! Le capitalisme s'oppose à l'aménagement du territoire, il concentre la richesse là où est la richesse. (applaudissements)
Faire passer les droits des femmes dans le concret de la vie, chers camarades, cela coûte beaucoup plus cher qu'un SMIC à 2.400 F. ! Prendre en compte les aspirations de la jeunesse, développer un nouveau modèle de croissance, diminuer la durée du travail pour retrouver ce thème que défendait le Socialiste Lafargue, le droit à la paresse, partager autrement le capital et le travail, intégrer véritablement à l'économie les nécessités de l'écologie, de la défense du terroir, cela coûtera plus cher que toutes les propositions que nous avons faites sur le terrain des réformes, des revendications immédiates !
Alors, comment peut-on tenir de façon cohérente, de façon logique, un discours classique sur la rigueur économique, et intégrer, sans jamais les chiffrer, sans jamais les mesurer, sans jamais avoir le souci précis du concret, toutes ces revendications de changer la vie ? (vifs applaudissements)
Oui, il y a une crise du Socialisme, mais cette crise du Socialisme, chers camarades, est-elle la crise des déviations du Socialisme ? Est-elle la crise des négations du Socialisme - dans les pays de l'Est, de la façon la plus nette, la plus brutale, mais aussi dans les pays capitalistes développés de la vieille Europe - ou est-ce une crise de la substance même du Socialisme, des fondements mêmes du Socialisme ?
L'ambiguïté sur ce problème n'est pas permise, car elle touche aux raisons mêmes de notre engagement dans la lutte Socialiste. Je vous le dis, ce n'est pas depuis 1975, et chez un penseur réactionnaire comme Soljenitsyne, que j'ai découvert l'univers du goulag. En tant que militant syndical et politique, je l'avais déjà découvert en 1956, au moment de la révolte hongroise, et en 1968, au moment de la révolte tchécoslovaque ! (vifs applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Oui, il y a une crise de l'Union de la Gauche, mais cette crise vient-elle de trop d'union ou de pas assez d'union ? Vient-elle du fait que le Parti Communiste ne sert à rien, comme l'a dit une fois Michel Rocard, ou de ce qu'il ne remplit pas son rôle, ou de ce qu'il ne remplit pas la fonction historique que lui ont donnée une partie des travailleurs en France ?

Pour moi l'Union de la Gauche n'est pas une planète lointaine qui déjà s'éloigne, qui peut-être un jour reviendra. Elle tourne autour de nous cette Union de la Gauche, elle est dans notre ciel, familière, et il dépend beaucoup de nous que nous puissions à nouveau la concrétiser. Car le Parti Communiste n'a pas actuellement véritablement de politique, il ne peut pas se contenter de simplement défendre les travailleurs en lutte sur le plan catégoriel, comme s'il s'ajoutait à l'univers du monde syndical. Il n'a pas de politique dans l'espace puisqu'il appelle l'Union à la base mais il ne la concrétise pas, et puisque toute Union à la base qui se concrétiserait poserait nécessairement dans sa dimension la plus vaste le problème de l'Union au sommet, le problème de l'accord politique. Il n'a pas de politique dans le temps puisqu'il ne dit pas quand et comment il reprendra le chemin de cette Union à laquelle il se dit attaché.

La crise économique et sociale, la crise politique, confronteront bientôt le Parti Communiste à une question dramatique pour la deuxième fois dans son histoire récente; pour la deuxième fois, sur les problèmes qui concernent directement les travailleurs français, et non ceux d'autres pays situés à des milliers de kilomètres de distance, pour la deuxième fois, en pleine lumière, et en répondant à cette question le Parti Communiste jouera son destin.

N'opposons pas les divisions du politique dans le monde des syndicats et des associations, qui ont eux-mêmes leurs propres divisions par rapport au Parti Communiste, ne posons à nouveau aucun préalable, pour l'Union.

Personne n'escamotera le problème posé dans le paysage politique français par la puissance sociale et politique du Parti Communiste. Rêver de cela c'est s'illusionner ou rêver d'une autre politique.

Le Congrès du Parti Socialiste est un Congrès important pour une deuxième raison : c'est qu'il peut être le Congrès de la deuxième naissance du Parti Socialiste, du nouveau Parti Socialiste. Beaucoup d'erreurs de prévision ont été faites par les experts, les politologues, mais aussi, ce qui est plus curieux, par certains responsables du Parti, sur ce qu'était ce Parti, sur ce qu'eux-mêmes y représentaient.

Or, je vous l'ai dit, il existe un nouveau Parti Socialiste qui n'appartient à personne, qui dépasse et transcende tous les courants historiques qui l'ont constitué... (applaudissements)...

Je termine. Petit-fils d'ouvrier, fils d'un instituteur S.F.I.O., mais rentré au Parti Socialiste à Epinay, lorsque j'ai vu que s'amorçait autre chose pour le Socialisme en France, ce nouveau Parti, à la place où je me trouve, je peux, je crois, assez bien le comprendre. Il a été formé par les conditions spécifiques Union de la Gauche, avec un Parti Socialiste fort des épreuves ressenties en son sein par le déclin du Socialisme, par son rétrécissement, par la menace de sa disparition. Synthèse des différents courants du Socialisme, présence (?) de la

Droite avec ses institutions autoritaires, indépendance du Parti à l'égard des syndicats, mais présence de ses militants dans tous les syndicats français Cette force n'a aucun intérêt au statu quo en France. C'est donc pour cela qu'elle sera sans doute l'élément déclenchant d'un changement profond en Europe et dans le monde.
Nous n'avons pas à faire la leçon à tout le monde ni aux Partis socio-démocrates du monde entier, ni au Parti Communiste, mais nous avons à faire en sorte que ce patrimoine nouveau, que cette identité, que cette fidélité à nous-mêmes, qui déjà existent, que ces anticorps que nous sécrétons contre les menaces extérieures qui veulent nous diviser, que tout cela soit pris en compte par nos partenaires à l'intérieur et à l'extérieur.
J'avais d'autres thèmes à développer, je voulais montrer en quoi notre génération aurait à concilier les problèmes de l'intérêt du plus grand nombre dans le tiers monde, cette immense demande potentielle de centaines de millions d'hommes et de femmes à nouveau menacés par la famine ou la malnutrition, et en même temps celle du plus grand nombre dans les pays capitalistes développés, cette armée d'hommes et de femmes chassée par la surproduction, alors que la demande potentielle existe sur la planète, chassée par la surproduction, du travail, chassée de la culture, déqualifiée.
Je voulais parler de la maîtrise du progrès technique. Il faut que ce progrès technique ne se retourne pas contre les travailleurs, que les 35 heures se fassent... La priorité à l'emploi, les politiques de recherche, la lutte contre les inégalités, doivent être au centre de la politique des prochaines années.
Je voulais montrer comment, à notre place, et avec ce faisceau, ce réseau de relations internationales que nous avons, nous, et ces amitiés que nous avons dans tous les continents du tiers monde et dans le monde développé, à l'est ou à l'ouest, ces capacités que nous avons eu parfois de ne pas prendre parti pour un clan dans les conflits, mais de jouer la carte de la paix, je voulais montrer comment tout cela était l'acquis, le patrimoine nouveau du Parti Socialiste.
Je voulais dire aussi, d'accord avec Pierre Mauroy, contre la misère et la violence qui remontent, que ce Parti ne doit pas devenir un parti pour l'élite, que nous ferons de ce petit parti de masse un grand parti de masse, pour les travailleurs français, si nous répondons aux préoccupations de milliers, de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui ont encore à résoudre les problèmes du quotidien, et pas seulement prendre en compte les sensibilités nécessaires, utiles, de ceux qui représentent dans notre population : cadres supérieurs, techniciens, hommes de bureau, d'études, une vision assez marginale de la société.
(applaudissements)
Nous sommes, et je conclus là-dessus, nous sommes dans un monde brutal, dans un monde en mutation constante, c'est vrai. Il faut être lucide sur nos perspectives. Sans doute il fût un temps où il fallait peut-être nous mettre en garde contre un excès d'optimisme. Je vois roder chez certains d'entre nous un excès de pessimisme. Ne cédons pas au pessimisme politique qui fait dire à certains que de toute façon le problème du candidat à l'élection du Président de

la République, pour le Parti Socialiste, sera le problème d'envoyer celui-ci à l'abattoir contre Giscard. Ne cédons pas à ce pessimisme politique car il repose sur une analyse inexacte de la situation politique française et ne permet pas de mobiliser nos militants. Ne cédons pas au pessimisme économique qui fait dire à certains autres responsables que plus jamais le plein emploi ne reviendra dans les pays capitalistes développés car ce pessimisme ne permet pas de mobiliser les travailleurs français.
Avec le Parti dont nous sommes dotés, avec les pas en avant que j'espère qu'il fera à l'occasion de ce Congrès, tous ensemble, si nous nous entendons sur une orientation politique claire, tous ensemble si nous nous entendons sur un pacte de gouvernement solidaire du Parti, avec les travailleurs et la jeunesse, partout en lutte pour leurs droits historiques, sans aucun automatisme, c'est vrai, avec, bien sûr, le risque de la défaite, je crois aux chances de la victoire du Socialisme pour notre génération en France, et c'est seulement sur cet objectif politique là que nous pouvons ici nous unir.
(banc d'applaudissements prolongés)

La présidente - Chers camarades, pendant que je demande à Christian Pierret de bien vouloir venir à la tribune, motion F, pour 9 minutes, et à sa suite à Yves Durand, pour la motion A, 15 minutes, je vous lis très rapidement une communication du président de la Commission d'organisation des élections européennes du Parti Socialiste :
"Les délégués au Congrès ont pu trouver dans le dossier qui leur a été remis un dépliant informatif sur les moyens mis à la disposition de tous nos camarades pour la préparation des élections européennes ; ce dépliant intitulé "S.V.P. Europe" peut être obtenu en s'adressant à S.V.P. Militants, place du Palais Bourbon. Nous signalons que S.V.P. Europe commencera à fonctionner à partir du mois prochain". A toi Christian, pour 9 minutes.

Christian Pierret

Chers camarades, l'enjeu de notre Congrès est donc bien cela : comment franchir une nouvelle étape dans le développement et dans la progression de notre Parti ?
Ce n'est certainement pas en opposant deux cultures l'une à l'autre, ce n'est certainement pas en nous renvoyant l'un à l'autre Guesde, Jaurès, Marx, Proudhon, les Socialistes utopiques - ils ne sont la propriété de personne - que nous avancerons d'un pouce dans le progrès du Parti. Ce n'est donc pas en jouant de la doctrine, mais en nous faisant mieux l'écho et le relais, l'axe politique des aspirations populaires actuelles, c'est donc en parlant à l'unisson de ceux qui sont absents de ce Congrès, où finalement si peu présents, en parlant à l'unisson des travailleurs, des chômeurs, des régions en crise, comme la Lorraine, des secteurs industriels que Giscard veut liquider, comme la sidérurgie, le textile, l'habillement, les constructions navales, les cuirs et peaux, le bâtiment, les travaux publics, c'est en parlant de ce qui se passe aujourd'hui

Collection Jean-Jaurès

dans notre pays, que le Congrès Socialiste pourra être à la hauteur du Parti Socialiste que nous voulons construire tous ensemble.
Cette référence n'est pas démagogique ou rituelle, ou de convenance. Il faut la faire parce que notre rôle de Parti politique est de concevoir, d'expliquer, de populariser une politique applicable, en accord avec notre stratégie de rupture, mais par des propositions précises qui correspondent à la situation des travailleurs français d'aujourd'hui.
Croyez-nous, camarades, vous qui vous êtes battus ensemble depuis des années contre la Droite, sur la base concrète et précise du Programme commun de gouvernement, que la synthèse entre nous ne serait pas plus facile si nous faisions en sorte que notre Congrès soit moins centré sur des problèmes de pouvoir interne, et tout entier tourné vers le comment de la prise du gouvernement par un Socialisme de la Gauche toute entière, puis par la prise du pouvoir par les travailleurs ?
L'enjeu de ce Congrès est donc d'affirmer que nous refusons à la fois tout retour en arrière en deçà de la ligne d'Epinay, et tout immobilisme satisfait de nous-mêmes. Nous refusons l'immobilisme et nous voulons développer partout l'initiative unitaire. Car, certes, il faut tenir compte et il faut refuser, en tenant compte, de rester l'arme au pied.
L'Union de la Gauche, qui elle aussi a été si peu au centre des débats de notre Congrès, l'Union de la Gauche, c'est la tâche de l'heure par rapport aux problèmes des travailleurs en France.
Epinay n'est pas une référence rituelle à l'union, car l'union doit être en marche derrière un programme de gouvernement. Désormais la pratique de l'union de la Gauche sera militante ou ne sera pas.
La confiance populaire ne renaîtra que si un accord programmatique entre les partis s'enracine dans un tissu unitaire au sein des municipalités, des entreprises, des associations. C'est au cœur de l'action et des luttes que les solutions et les projets parfois différents des Socialistes et des Communistes doivent s'élaborer et peuvent se confronter.
Nous devons proposer des luttes et des actions unitaires à l'ensemble du mouvement populaire. A tous les niveaux les militants Socialistes doivent lancer des discussions sur le contenu des luttes, les propositions à avancer, les droits des travailleurs dans les entreprises, la politique industrielle dans leurs branches, l'exercice du pouvoir dans leurs communes ou leurs régions, la place des femmes dans le monde du travail.
Le Parti Communiste ne pourra pas s'exclure longtemps de ces initiatives, il ne pourra pas longtemps les refuser.
Notre Parti doit enfin se poser la question de savoir ce que signifie concrètement l'exercice du pouvoir avec le Parti Communiste, et il nous appartient, à nous, Socialistes, en accord avec l'ensemble des forces de Gauche, de rétablir la confiance pour tracer des perspectives claires et positives à toute l'union de la Gauche.
Il ne faut pas, camarades, laisser au Parti Communiste l'initiative de l'union. C'est le Parti Socialiste qui doit être le moteur d'une union retrouvée. C'est le

Parti Socialiste qui doit être à la tête de la dynamique populaire sans laquelle l'accord de gouvernement ne serait en réalité qu'un accord d'appareil, et sans laquelle la victoire ne pourrait pas durer plus de quelques mois.
Il faut que les Socialistes soient à l'offensive pour convaincre, pour expliquer, pour entraîner, pour que la Gauche gagne, pour que la Gauche unie puisse gagner ! (Applaudissements)
Ni immobilisme, ni retour en arrière, on a beaucoup dit à cette tribune qu'il fallait parler clair. Il faut faire des choix justes, en accord avec nos options stratégiques.
Metz doit être le prolongement d'Epinay, et ne doit pas être l'enterrement du Congrès d'Epinay.
A cet égard le Congrès doit se déterminer clairement sur deux problèmes essentiels : plan et marché, nationalisation.
Eh bien non, nous, avec notre petite nation, nous n'acceptons pas que le choix soit entre le marché et le rationnement. (Applaudissements) Nous avons, nous, les idées que nous croyons être celles du Parti, qui consistent à dire que la logique du plan doit progressivement l'emporter sur la logique du marché. C'est une idée simple, il faut sans doute la rappeler à ce Congrès.
Les nationalisations : eh bien non, nous ne croyons pas, nous, avec notre petite motion, que les nationalisations seraient dépassées, qu'il ne faut pas continuer à enrichir le contenu démocratique et autogestionnaire des nationalisations que nous avons proposées dans le Programme Commun. Elles sont le point de passage obligé d'une transition vers le Socialisme, et le contrôle des travailleurs doit s'y exercer pour parvenir progressivement au pouvoir des travailleurs.
Le sens de notre motion, c'était bien celui-là. C'était de redire au Parti, avec tous les militants : nous sommes en accord fondamental sur un certain nombre de questions centrales qui ont fait que le Parti d'Epinay est passé de 70.000 membres en 1971 à près de 200.000 en 1979.
C'est notre accord, c'est notre union, et c'est donc la synthèse de demain qui ont fait et qui feront que le Parti Socialiste est et sera un grand parti capable d'assumer ses responsabilités.
Nous avons devant nous la nécessité de construire l'union, nous avons devant nous la nécessité de poursuivre la progression du Parti Socialiste aux élections européennes. Nous avons devant nous la nécessité de gagner les présidentielles, car elles sont loin d'être perdues, et la perspective de la victoire est devant nous, contre Chirac et contre Giscard.
Nous devons pour cela unir le Parti. Nous devons pour cela, comme notre texte le proposait, faire en sorte que demain matin il y ait une synthèse générale entre nous, car il faut que cette synthèse montre à l'ensemble des travailleurs et de la population que le Parti Socialiste est à la hauteur de ses ambitions, à la hauteur de son projet.
(Applaudissements)
François Mitterrand, vous avez gagné ce Congrès ! Il vous appartient maintenant, en tant que notre premier Secrétaire, de proposer cette synthèse générale entre tous les courants sans exclusive, pour que le Parti se retrouve,

Fondation Jean Jaurès

pour que notre grand Parti Socialiste puisse montrer qu'il y a un an lorsque nous espérions faire triompher la Gauche, nous étions à la hauteur de la confiance que les travailleurs ont mise en nous et qu'ils viennent d'amplifier il y a quelques jours aux élections.
Votre victoire, François Mitterrand, doit être la victoire de tout le Parti, d'un parti uni et rassemblé, sans aucune exclusive, et comme il a été dit à l'instant par Lionel Jospin, ce Congrès doit être celui de notre deuxième naissance, de la naissance qui fera connaître au Socialisme la victoire !
(Applaudissements)

La présidente - Yves Durand pour la motion A, 15 minutes, suivi de Robert Chapuis, motion C, 7 minutes, et de Yvette Roudy.

Yves Durand

Chers camarades, j'ai entendu beaucoup dans cette salle et à cette tribune le mot "unité". Je l'ai même entendu crier. C'est bien, de crier le mot "unité". Mais qui pourrait croire ici qu'aujourd'hui, dans ce Congrès, notre unité est en danger ? Notre unité serait-elle en danger parce qu'il y a débat entre nous ? Qui pourrait faire croire qu'un débat politique entre Socialistes met en cause l'unité des Socialistes ? Qui pourrait faire croire que parce que nous discutons, parce que nous avons essayé, que nous avons réussi à organiser un débat démocratique, l'unité entre nous serait brisée ? Je crois que là, effectivement, il y aurait une idée fallacieuse.
Le deuxième terme que j'ai entendu dans cette salle, et qui a été repris en particulier par certaines fédérations, que j'ai entendu plus de 63 fois dans une certaine intervention, c'est le mot de "synthèse". Synthèse, on n'entend que cela depuis des mois ! Oui, pourquoi pas la synthèse ? Oui, nous voulons la synthèse. Mais à quel prix aurons-nous cette synthèse ?
Pour qu'il y ait synthèse sur des choix clairs, il faut quand même en déterminer les conditions.
La première condition, c'est que cette synthèse ne soit pas un petit jeu tactique, que l'on ne crie pas "synthèse" dans les Congrès et dans les réunions de Comité directeur, mais qu'au moment où on aborde le débat qui pourrait permettre cette synthèse, on quitte la salle ou on se taise. Qui veut la synthèse discute pour obtenir cette synthèse... (applaudissements) et n'accuse pas les autres de vouloir la rompre ! Dire "synthèse" plusieurs fois dans un discours, mais ne pas la permettre, cela me fait penser à ces chanteurs d'opérette qui disent et qui chantent "marchons, marchons" mais qui n'avancent pas !
Alors vouloir la synthèse, cela dépasse le projet tactique, la petite tactique de Congrès. C'est une volonté politique. Ayons-la ensemble, si nous la voulons.
Deuxième condition de la synthèse, éliminer, ne pas créer de faux problèmes, à partir d'oppositions fallacieuses. Première opposition fallacieuse, que j'ai cru percevoir dans certaines interventions : devrait-on voir apparaître dans notre Parti une nouvelle querelle des Anciens et des Modernes ? Je veux viser là en

Fondation Jean-Jaurès

particulier cette astuce, car c'est une astuce, du 3ème âge. Qu'est-ce que cela signifie ? Les camarades qui ont parlé du 3ème âge iront-ils refuser, quand ils se présenteront à la députation, les voix des électeurs de plus de 65 ans ? (Applaudissements)
Et moi, au nom de mes trente ans, est-ce que je m'arrogerai le droit par exemple d'interdire à Augustin Laurent, présent dans cette salle, de ma fédération, d'avoir des idées sur le Socialisme et de les dire en Congrès fédéral, parce qu'il y a un moment, effectivement à plus de 60 ans, il a su conquérir le beffroi de Lille, le maintenir, et même d'ailleurs le transmettre à des mains plus jeunes, il faut le dire ?
Alors éliminons cette mauvaise querelle du 3ème âge, des anciens et des modernes.
Qu'on le veuille ou non, mes camarades, le nouveau Parti Socialiste a été et demeure l'héritier de tous les courants du Socialisme qui existent depuis cent ans et même plus. Il y a effectivement la S.F.I.O. qui est une partie de cet héritage, qui n'est pas tout l'héritage. Eh bien oui, une de ses pages de gloire a été d'engendrer des hommes comme Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement, et ma foi oui, Michel Rocard.
Alors ne nous donnons pas des virginités à bas prix.
C'est à partir de cet état d'esprit, de cet héritage qu'il nous faut maintenant maintenir et développer, que je voudrais que l'on aborde le débat sur les deux cultures.
Oui, camarades, dans la Gauche française il y a bien deux cultures, il y a bien deux traditions, il y a bien depuis 1920 la culture bolchevique et la culture démocrate, la culture Socialiste, la culture autogestionnaire, car qui dit Socialisme dit en même temps autogestion. Il n'y a pas de Socialisme qui ne soit pas autogestionnaire, vous le savez bien, et c'est ce que Marx voulait dire quand il parlait du dépérissement de l'Etat, il ne disait pas autre chose.
Alors pourquoi vouloir là aussi créer un faux clivage en opposant un Socialisme autogestionnaire à un Socialisme qui ne le serait pas ? Cela ne veut-il pas dire que l'on pousse les camarades, ou du moins certains, dans une sorte de déviation, et que l'on veut déjà ériger des tribunaux entre nous ? Alors là encore, faux problème.
Oui, il y a bien deux cultures, mais pas entre nous, ou alors où sont-elles ? De quoi s'agit-il ? S'il s'agit d'opposer deux méthodes pour aboutir au Socialisme que nous voulons, alors là, mes camarades, le débat est ancien. En 1900 déjà Jaurès et Guesde, dont il est vrai on a beaucoup parlé, mais il est temps d'en parler, s'étaient opposés sur deux méthodes. Alors s'il s'agit de cela, eh bien faisons le fraternellement, et là, oui, fraternellement la synthèse sera possible. Mais je n'ai pas l'impression que tout en ayant signé la motion B, le discours de Denise Cacheux, avec sa tonalité "fraternelle", nous pousserait à la synthèse, ou du moins à la rechercher !
Alors s'il s'agit de développer ces deux méthodes, oui, discutons-en, mais à ce moment là, pourquoi poser à partir de ces deux méthodes le problème du principe de l'appropriation collective ? Il n'est pas encore, il ne doit pas être en

cause entre nous. Ce n'est pas une question de méthode. Pourquoi poser le principe de la nécessité de la prise du pouvoir, afin ensuite de le détériorer, de le détruire ? Là encore il ne doit pas y avoir là-dessus débat entre nous. Ce n'est pas une question de méthode.
Alors s'il y a débat, c'est qu'il y a autre chose entre nous, et s'il y a autre chose, de quoi s'agit-il ?
J'ai l'impression à certains moments qu'en mettant facilement en cause ce que certains appellent l'héritage, ce que certains appellent la légitimité, ce que certains ont appelé à un moment donné l'archaïsme, ce que l'on veut véritablement mettre en cause, c'est tout simplement certains principes même du Socialisme.
J'ai un peu peur, quand j'entends parler d'orthodoxie. En condamnant l'orthodoxie, où peut-on en arriver ? Cela me rappelle une période que j'ai apprise dans les livres, et dont certains se souviennent peut-être. A certain moment de notre histoire du Socialisme, certains camarades ont eux aussi été tentés par le vocabulaire efficace de la Droite de l'époque, il s'agissait de celle de 1933. Eux aussi avaient dit que Léon Blum était "archéo". Le mot "archaïsme" était déjà dans le vocabulaire de certains. Eh bien ces gens là, qui sont devenus, parait-il, des "néo", je pense à Marcel Déat, je pense à Marquet, on sait ce qu'ils sont devenus, ils n'ont pas défendu longtemps les travailleurs !
Alors, s'il s'agit de cela, moi aussi, mes camarades comme le disait Léon Blum, je suis épouvanté. Et là, il ne peut pas y avoir de synthèse sur ce point s'il s'agit de cela car nous touchons aux principes mêmes.
Oui, la politique est bien l'art du possible, mais si elle n'était que cela, alors nous ne serions pas des Socialistes !
Pour les Socialistes, il faut qu'ils sachent qu'ils doivent aussi ne pas avoir peur de se réclamer de l'utopie qui était celle à la fois de Marx et de Fourrier, dont nous sommes les uns et les autres les héritiers.
Alors, oui, attention à ne pas dévier. Face à la crise du capitalisme dont on peut parler dans les Congrès, on peut faire facilement de l'ouvriérisme, en parlant dans cette salle, de Denain ou de la sidérurgie lorraine. Mais notre Parti a des responsabilités et elles dépassent, vous le savez bien, les salles de ce Congrès. Il est facile de faire des effets de tribune lorsqu'on veut émouvoir sur la situation des travailleurs qui vont perdre leur emploi ou qui l'ont déjà perdu. Le problème n'est pas là ! Il est de savoir comment le Parti pourra, en cassant le capitalisme, s'engager vers la voie du Socialisme.
Il est facile de faire des discours que je qualifierai volontiers de spontanéistes. Cela fait toujours recette dans certains milieux, ces milieux ne sont pas toujours du côté des travailleurs d'ailleurs, on l'a vu à certaines époques.
Alors, mes camarades, face à la crise du capitalisme, mais aussi face aux questions que nous pose l'évolution du monde Communiste et face aux questions que se pose et que nous pose le Parti Communiste français lui-même, nous devons prendre nos responsabilités.
Ne pensez-vous pas, camarades, qu'il est temps, nous les héritiers de Jaurès, de Blum et de Fourrier et de Marx également, de poser à ceux qui ont cru à

l'aventure, derrière les lignes et le Parti Communiste depuis 1920, les vraies questions et de leur montrer qu'ils ont raté l'aventure de la Gauche et du Socialisme ?
Mais, pour cela, il faudra poser, et d'abord entre nous camarades, les vrais problèmes, en dehors de toute tactique. J'attendais beaucoup de certains discours, de certaines motions, des explications de certaines motions. J'avoue que dans certains discours, je n'ai rien trouvé et je n'ai pas trouvé de réponse ni d'ailleurs de véritables problèmes.
J'ai entendu, par contre, des choses inquiétantes, en particulier quand j'ai entendu que les Partis politiques n'étaient pas le seul lieu où se faisait la politique.
Alors, mes camarades, c'est bien sûr une évidence. Un militant syndicaliste façonne la réalité politique, mais s'il s'agit de dire que c'est à autre chose qu'à des partis politiques de prendre la responsabilité de l'action politique, alors là encore, mes camarades, je suis épouvanté ! Où est la Charte d'Amiens à laquelle on se réfère ? Où est l'indépendance du syndicalisme ? Ne pourrions nous pas nous même devenir une courroie de transmission ? Ce que nous avons refusé en 1920, nous serions, à l'heure actuelle, en train de l'accepter de certaines centrales syndicales, ce qui permettrait de voir, dans certains journaux, au début du Congrès du Parti Socialiste certaines centrales syndicales ou du moins certains de leurs leaders, demander le changement du comportement du Parti Socialiste.
Si c'est cela, alors, mes camarades, là non plus je ne suis pas d'accord, et là aussi je suis épouvanté !
Oui, face à tous ces problèmes, face à la crise et face aux questions que nous posent les Communistes, il faut tenir bon, et c'est parce qu'il faut tenir bon et parce que la motion du premier Secrétaire nous demandait avant tout de tenir bon, que nous l'avons votée et que nous l'avons défendue.
Changer de stratégie aujourd'hui, alors que l'histoire récente - et je pense au succès aux cantonales - nous donne raison, face aux uns et aux autres, serait tout simplement donner raison à la direction du Parti Communiste français, avec un an de retard. Est-ce cela que nous voulons ? Est-ce cela que nous cherchons ?
Alors oui, tenir bon, maintenir le cap. Maintenir le cap, c'est savoir d'abord assumer notre histoire. On a parlé beaucoup de mémoire politique, même quand parfois on avait peu de mémoire et qu'on la trahissait. Effectivement, l'union de la Gauche existe. Elle s'est faite et elle s'est faite, vous le savez, progressivement, depuis longtemps. Je me souviens que la première ville, la première grande ville qui a fait l'union de la Gauche, c'était une ville du Pas de Calais : ce n'était autre que la ville d'Arras, mes camarades !
(Protestations)
Alors, que ceux qui sifflent ou qui protestent se reportent à l'histoire du Parti. C'est quelquefois intéressant ! Elle ne se répète pas mais, comme dit l'autre, elle a tendance à bégayer, hélas !
Alors, oui, tenir bon, c'est aussi assumer notre histoire, mais c'est assumer notre histoire et notre héritage pour y être fidèle. Ne vous y trompez pas, mes

camarades, ce n'est pas avec un langage moderne que nous saurons conquérir les travailleurs encore abusés par la Droite ! C'est en tenant bon, et c'est en étant fidèles à nous-mêmes, à notre héritage que nous saurons conquérir l'avenir.
(Applaudissements).

La présidente - Robert Chapuis pour la motion C, pour 7 minutes. Ensuite Yvette Roudy, pour la motion A, pour dix minutes.

Robert Chapuis

Camarades, j'ai deux points communs avec le camarade qui m'a précédé à cette tribune :
Le premier, c'est de ne pas avoir voté la motion d'Epinay. Moi, parce que, comme beaucoup d'entre vous, je n'étais pas en effet membre du Parti Socialiste à ce moment là. Mais, si précisément j'ai adhéré avec beaucoup d'autres, au Parti Socialiste, c'est en fonction des choix d'Epinay et de la pratique développée sur cette base. Et, si j'ai ce point commun avec le camarade, c'est parce que lui, à Epinay, avait voté une autre motion !
(Applaudissements).
C'est donc dire que dans ce Parti, il y a bien des évolutions, qu'il y a bien des retrouvailles, que peut-être en effet il faut aller voir d'un peu plus près ce qui se passe dans la réalité des liaisons qui se sont établies dans l'édification même des motions.
Mais avec ce camarade, j'ai un deuxième point commun, c'est que je suis membre du Parti Socialiste et que je lui reconnais le droit d'être Socialiste à part entière, et je souhaite qu'il me reconnaisse ce droit non seulement aujourd'hui, mais aussi demain.
(Applaudissements).
Je crois, en effet, qu'être Socialiste à part entière, c'est dire que le débat doit avoir lieu constamment entre nous, que les procès de tendances, nous pouvons les réserver avec quelques détours de réunions mais qu'au moment des choix, qu'au moment des Congrès, c'est sur des enjeux qui ne sont pas simplement ceux du Parti, mais ceux de la société même qu'il faut, en effet, nous déterminer.
A cet égard, je voudrais prendre, pour cette courte intervention, un seul point d'appui :
Nous disons tous que le Parti Socialiste est devenu le premier parti de France. C'est notre fierté à tous, mais c'est aussi une exigence de responsabilités pour chacun d'entre nous.
Le rôle de ce Congrès n'est pas de réaffirmer le passé, le rôle de ce Congrès est de définir comment concrètement nous serons capables de faire face, dans les mois et les années qui viennent, à cette responsabilité qui nous a été donnée par le peuple de France.
Il importe, pour cela, de ne pas se tromper. Ne pas se tromper sur la raisons de notre propres succès. Rien ne se serait passé depuis dix ans, et le Parti Socialiste ne serait pas ce qu'il est si notre société tout entière ne s'était pas remise en

Fondation Jean Jaurès

marche. Rien ne se serait passé sans le mouvement des forces populaires qui a redonné au Socialisme un nouveau visage et au Parti Socialiste un nouvel avenir qui reste encore très largement à faire.
Ce fut d'abord, vous le savez, mai 1968 qui a remis la liberté à l'ordre du jour, dans l'ordre économique, dans l'ordre moral et plus simplement dans l'ordre politique.
Ce mouvement s'est poursuivi. Il se poursuit encore en particulier dans la jeunesse, à travers les luttes féminines, à travers les luttes écologiques, à travers les luttes régionales.
Ce fut aussi le développement de nouvelles luttes sociales contre les inégalités, contre la pression du capitalisme sur les conditions de travail, sur la vie des campagnes et des quartiers, sur l'emploi et la dignité des travailleurs, sur leur santé, leur formation et celle de leurs enfants.
Vous le savez, si en 1973-1974, le combat des LIP a eu un tel retentissement, c'est qu'il exprimait une bien plus large volonté de résistance et de changement. L'espérance renaissait. Changer la vie était possible.
Et puis, depuis cinq ans, c'est l'extension de luttes revendicatives, d'autant plus dures que le capitalisme s'efforce de se restructurer sur le dos des travailleurs pour faire face à la crise internationale qu'il traverse, et l'on sait, par l'exemple de cette région, quelle est la volonté des travailleurs et de toute la population de ne pas se laisser faire, d'arracher la négociation, d'obtenir des solutions nouvelles qui respectent les besoins et la dignité des hommes.
Il est important de voir que c'est le Parti Socialiste qui, plus que tout autre, a bénéficié de ce mouvement populaire, de cette remise en marche des forces Socialistes. C'est, je crois, pour trois raisons :
La première : il ne faut pas l'oublier, c'est parce que certains, dans des périodes difficiles, ont su conserver l'outil et préserver les choix de l'union de la Gauche et du renouveau Socialiste.
C'est aussi parce qu'après Epinay, la signature du programme commun, le Parti Socialiste a pu devenir, sous la responsabilité de François Mitterrand, et avec l'aide de Pierre Mauroy, le lieu de rassemblement des Socialistes.
Mais c'est aussi parce que, dans le prolongement de la campagne présidentielle de mars 1974, le Parti Socialiste a su s'ouvrir constamment aux idées nouvelles, aux luttes nouvelles, à tout ce qui constitue la matière vivante du combat Socialiste, et nous y avons, chacun, contribué, nous n'avons pas de titre de gloire à demander, les uns et les autres, à cet égard !
(Applaudissements).
C'est ainsi que le Parti Socialiste a pu être le Parti de l'union de la Gauche, parce qu'il commençait à être aussi un parti de l'union des forces populaires.
Bien sûr, cette évolution a posé problème au Parti Communiste français, et en mars 1978, comme beaucoup l'ont rappelé, il a préféré se protéger lui-même, plutôt que d'assurer le succès de toute la Gauche.
Eh bien, mes camarades, pour retrouver le chemin de l'union et de la victoire, il n'y a pas d'autres stratégies que de s'inscrire, avec encore plus de force et de détermination, dans cet effort que nous n'avons fait que commencer, pour unir

davantage les forces populaires.
Ne prenons pas l'effet pour la cause. Si le mouvement social s'exprime davantage dans le Parti Socialiste, ce n'est pas d'abord l'effet de notre propagande. Ce n'est pas d'abord à cause de notre visage. C'est d'abord la conséquence de nos choix politiques et de notre ouverture constante aux grands courants qui traversent notre pays sur la base des inquiétudes mais aussi des aspirations de ce pays.
Les organisations syndicales, les associations sont la matière vivante du combat Socialiste, et je ne comprendrais pas que nous ayons, au moment des périodes électorales, un langage aussi ouvert vis-à-vis de ces organisations, et que nous leur récusions le droit d'être à part entière dans l'édification du type de Socialisme que nous voulons construire.
Lorsque nos statuts nous font l'obligation d'être à la fois membres du Parti Socialiste et membres d'une organisation syndicale, ils mettent en évidence que c'est un même combat, et ce serait nous mutiler que de considérer les organisations syndicales comme des organisations corporatives liées à des revendications immédiates mais qui ne contribuent pas puissamment à la création de ce qui peut être un jour peut-être le Socialisme autogestionnaire.
Nous savons que ce sont là les moyens concrets par lesquels il est possible de gagner. Il n'y aura pas de Socialisme, il n'y aura pas de Parti Socialiste sans une relation constante avec les organisations de masse qui mènent quotidiennement et sur le terrain de la vie concrète, le combat anti-capitaliste. Pas de victoire de la Gauche sans union de la Gauche. Mais pas d'union des partis de gauche si elle n'est pas enracinée dans la pratique constante et acharnée de l'union des forces populaires.
Il ne s'agit pas, bien entendu, d'assimiler telle ou telle force syndicale à un contrat de gouvernement. Il s'agit d'établir, avec tous ceux qui s'inscrivent dans la lutte anticapitaliste, les plates-formes de luttes, de définir les objectifs, d'établir les propositions qui permettront, lorsque les conditions politiques en seront créées, de passer à la transition vers le Socialisme autogestionnaire.
Certains propos de François Mitterrand ont été ambigus à cet égard et nous voudrions qu'à l'intérieur de la Commission des résolutions les clarifications nécessaires soient apportées. Nous avons proposé, en ce qui nous concerne, les amendements nécessaires pour que cette clarification se fasse, nous avons manifesté notre volonté de rechercher un accord politique, de tout faire pour cet accord politique, et c'est urgent.
C'est urgent pour deux raisons : la première, c'est qu'il nous faut sortir de difficultés que nous avons connues dans la période récente, je n'en prendrai que deux exemples, le projet Socialiste qui ne doit pas être simplement le projet des militants Socialistes, mais qui doit être en effet au cœur de cette union des forces populaires qu'ils doivent construire et réaliser sur le terrain ; la deuxième difficulté, ce sont les relations avec le mouvement syndical; camarades, c'est peu de dire qu'elles ne sont pas bonnes, c'est peu de dire que notre stratégie n'est pas claire, il y a eu bien des ambiguïtés dans la manifestation du 23 mars, je ne crois pas que les conditions dans lesquelles nous avons participé aient levé

ces ambiguïtés !... (protestations)... c'est dire que nous avons besoin de nous engager tous ensemble dans une clarification sur le terrain de notre stratégie syndicale, c'est dire que nous avons besoin de l'accord politique et je terminerai en mettant en évidence qu'en effet le rôle de ce Congrès ce n'est pas de nous compter, ce n'est pas simplement de faire des accords sur la base des statistiques, comme le proposait Lionel Jospin, c'est de faire l'accord sur notre volonté politique commune. Le mandat qui nous a été donné par nos militants, ce n'est pas de nous opposer les uns aux autres, c'est de nous retrouver pour aller plus loin sur la voie du Socialisme, sur la voie du renforcement du rôle du Parti Socialiste.
Camarades, le Parti Socialiste a des responsabilités nouvelles qui lui ont été données par le peuple, qui lui ont été données par les travailleurs. C'est l'enjeu de notre Congrès de savoir comment il pourra les tenir sur le terrain de l'Union des forces populaires. Nous saurons ce soir si cet enjeu peut être tenu, nous saurons ce soir quels sont ceux qui veulent travailler à l'accord et ceux qui veulent comme Fabius ce matin et Charles Hernu cet après-midi, déjà en faire leur deuil !
(applaudissements)

La présidente - La parole est à Yvette Roudy pour 10 minutes, Michel Pezet se prépare, à sa suite Anne Le Gall. Je voudrais demander à tous les camarades ici présents et qui auront l'assurance de pouvoir dîner ce soir d'être un petit peu patients et s'ils le veulent bien d'écouter les derniers intervenants qui ne sont pas pour autant ceux qui ont le moins de choses à dire.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, il est clair qu'à cette heure de la soirée vous êtes sûrement tous un peu las d'entendre tant de discours, mais cependant il faut tout de même revenir encore pour quelques minutes à l'essentiel.
Je résumerai mon propos autant que je le pourrai, mais il y a tout de même deux ou trois choses que je souhaitais dire ici.
Il est clair que notre Parti se trouve aujourd'hui à un tournant de son existence. Il a déjà plus de 7 ans et de son passage à l'âge de raison qu'il vient de franchir avec succès il mesure avec précision l'état de ses forces politiques. Pour la première fois depuis Epinay, nous avons pu effectivement mesurer le poids de ces forces, et c'était important de le faire de cette façon, dans la mesure où depuis un certain temps, camarades, se posaient des questions.
Depuis un an, en effet, notre Parti a été soumis au tir incessant d'adversaires féroces ! Certains surpris de ne pas avoir été anéantis et d'autres rendus fous par notre développement. Mais il a été remis en question par certains des nôtres, même de l'intérieur et de l'extérieur, et le doute a traversé certains de nos rangs.
Or, il se trouve que nous avons eu l'épreuve de vérité, notre Parti n'a pas sombré, il n'a pas éclaté, non seulement il a tenu bon, mais nous avons progressé, sans rien renier de notre identité, sans renoncer à un seul de nos

Collection Jean Poperen

engagements, sans renier quoi que ce soit de notre démarche.
Non, mes chers camarades, les votes dans les sections nous l'ont prouvé nous ne nous sommes pas fourvoyés... (applaudissements)... et nous avons eu raison de parier sur la dynamique des forces de gauche de notre pays, nous avons maintenant un Parti Socialiste solide, monté au premier rang des forces politiques.
Nous avons eu raison de choisir l'union des forces de gauche comme stratégie.
Nous avons eu raison de tenir compte et de tenir bon sur des points combien discutés comme les nationalisations, les 2400 F, les 35 heures et cela en dépit des freins et des critiques de certains des nôtres même, trop timides sans doute, ou bien quelque peu oublieux de ceux qu'ils doivent pourtant en priorité défendre et représenter.
Nous avons eu raison de tenir bon sur une certaine idée de l'Europe, une Europe qui reste pour nous à conquérir comme d'ailleurs la France même, une Europe qui devra, elle aussi, devenir adulte et responsable de son destin, et capable de résister aux blocs qui se partagent le monde aujourd'hui.
Nous avons eu raison de résister contre l'intimidation et l'intoxication des instituts de sondages, mais qui après tout ne faisaient que leur travail et donnaient à leurs clients les réponses qui leur étaient demandées.
Nous avons eu raison, et nous ne nous sommes par fourvoyés.
Nous avons été approuvés dans notre démarche par les couches profondes de notre front de classe en direct et sans intermédiaire, par leurs votes et sur deux niveaux, à deux occasions :
1) à l'occasion des cantonales,
2) à l'occasion du vote de motions.
Et pour la première fois depuis huit ans, un profond et solide débat a enfin apporté la clarté salutaire et indispensable dont nous avions besoin.
Contrairement à ce que certains camarades ont pu penser et exprimer, les Socialistes ne se font pas dicter leur comportement de l'extérieur par sondages interposés. Ils ne sont pas manipulables par les moyens modernes de communication, nous n'avons pas régressé au stade infantile d'un parti américain, nous sommes un parti de lutte de classes, pas un "machin" électoral, nous sommes un parti qui n'est pas susceptible d'être conquis par les méthodes de marketing, même les plus sophistiquées ! (applaudissements)
Il existe chez nous une tradition, une histoire des luttes ouvrières et on s'en est aperçu, et nous l'avons prouvé. Notre Parti est un outil noble, mais un outil simplement, qui est fait pour exprimer en langage politique les aspirations des plus exploités et des plus opprimés par le système capitaliste.
Mais maintenant, camarades, il faut passer à une autre étape, il faut d'abord perfectionner, mieux adapter ce Parti à répondre aux questions que pose aujourd'hui notre monde moderne avec toutes ses complexités et ses contradictions. Cela doit être fait tout en restant fidèles à notre histoire, sans jamais nous couper de nos racines, en évitant l'écueil d'un prétendu modernisme qui n'est en fait nouveau que parce qu'il est rétro.
Nous devons maintenant nous préoccuper d'améliorer, c'est vrai, le

fonctionnement de notre Parti et je citerai rapidement, parce que le temps est court, et c'est dommage parce que c'était des propositions concrètes, quelques idées :
Je dis qu'il est indispensable de renforcer nos moyens de formation et, pour ma part, je rendrais volontiers obligatoire la formation pour tous ceux d'entre nous qui prétendent à une responsabilité. (applaudissements)
Il est indispensable de perfectionner la circulation de l'information et pour cela il nous faut un quotidien; camarades, n'est-ce pas surprenant qu'on ne l'ait pas dit jusqu'à présent ? (applaudissements). Un quotidien qui, chaque matin, permettra à nos militants, à nos sympathisants de trouver les positions de notre Parti, les vraies, et cela même si ça doit chagriner quelque peu quelques journaux amis qui nous le pardonneront. (applaudissements)
Il est indispensable d'aider les petites et moyennes fédérations fortement handicapées dans leur développement par l'absence de moyens. Pourquoi ne pas appliquer à nous-mêmes ce que nous préconisons lorsque nous parlons de redistribution des richesses, par une sorte d'impôt prélevé sur les fortes fédérations ? Demandons aux fortes fédérations de faire cet effort, redescendons sur terre, soyons concrets.
Il faut aussi que notre Parti soit plus accueillant à ses nouveaux adhérents, plus chaleureux ; dans toutes les fédérations, il faut créer un Bureau d'accueil pour les nouveaux qui leur permette de se retrouver facilement et sans téléguidage dans ce monde effectivement un peu étrange et bizarre qu'est notre Parti pour ceux qui y rentrent pour la première fois.
Et puis, il faut surtout que notre Parti soit plus accueillant aux forces nouvelles de notre société, cette force vive que sont les femmes et les jeunes, qui dérangent et qui font peur.
Notre Parti, dans l'ensemble, a encore massivement devant les problèmes et les questions que posent les féministes, une attitude proudhonienne, une attitude de méfiance, de peur, mélangée de mépris, qui peut s'expliquer psychanalytiquement, qui peut s'expliquer aussi politiquement. Accepter l'entrée d'éléments nouveaux qui vivent différemment, qui ont été éduqués différemment, qui parlent autrement, c'est évidemment être dérangés, mais c'est aussi devoir faire des efforts, et c'est aussi remettre en cause soi même, et ce n'est pas facile. Mais ce racisme qu'est le sexisme n'est pas admissible chez nous. Il va falloir s'en occuper plus sérieusement, camarades.
Evidemment, pour Proudhon, les choses étaient très simples : une femme devait être soit ménagère, soit courtisane. Hors de question de la considérer comme un travailleur à part entière et encore moins comme un politique à part entière ; nous avons encore énormément de fils et de filles de Proudhon chez nous… et nous avons aussi des femmes qui portent le tchador chez nous, il faut le dire... Simplement, ces fils et ces filles de Proudhon le formulent différemment, ils ne le disent pas, ils se contentent de le penser.
Alors, il faut que nous, les femmes de ce Parti, engagées sur ce terrain très impopulaire des luttes de femmes nous soyons très lucides. Nous n'en sommes qu'à l'époque du symbole. Nous sommes là encore aujourd'hui pour la

décoration. Bien sûr, nous avons fait quelques progrès, singulièrement tout de même depuis quelques mois, nous avons amorcé un dégel, je ne rappellerai pas tout ce qui a été fait, ce n'est pas mon fait, d'autres pourraient le faire mieux peut-être, mais disons que ce n'est pas négligeable de voir que le taux de présence féminine au Comité directeur a augmenté, je le dis tranquillement, ce sont les camarades du CERES qui ont mis le plus de femmes au Comité directeur, 25%, c'est ensuite François Mitterrand-Gaston Defferre qui ont 20%, Michel Rocard 18% de femmes et Pierre Mauroy, 16,6% de femmes.
Mes chers camarades, même si ce% acquis est un succès, ce n'est rien du tout, d'autant que rien n'est jamais acquis définitivement et qu'il y a toujours danger de régression.
La conjoncture économique aujourd'hui n'est pas favorable à la progression des droits des femmes qui avancent toujours plus difficilement en période de crise qu'en période d'expansion.
Au plan national et européen, les droits des femmes sont menacés de régression. Déjà les femmes sont les plus touchées par la crise, 54% de chômeurs, elles sont structurellement les plus exploitées, 70% des smicards et pourtant elles ont toujours travaillé et sont de plus en plus décidées à défendre leur droit au travail.
Il y a aussi ce que j'appelle le droit à disposer, de soi qui est menacé, le droit aux moyens contraceptifs et à l'interruption volontaire de grossesse est aussi menacé, il n'est pas sûr du tout qu'à la fin de l'année ce que l'on a appelé la loi Veil, votée grâce aux luttes des femmes et ensuite au vote des députés de gauche, soit renouvelée et étendue. Il est à craindre que la résurgence sur tous les terrains d'une droite musclée n'entraîne un danger de régression des droits démocratiques en général et de ceux des femmes en particulier.
Je pense qu'il faut être beaucoup plus offensif sur ce terrain ; j'avais fait un certain nombre de propositions dans une contribution et je me suis aperçue avec plaisir que les camarades des autres motions ont puisé dans cette contribution, je m'en réjouis, à ce niveau la synthèse sera facile, souhaitons qu'on n'oublie rien.
Mais il faut tout de même que je rappelle que nous avons un manifeste qui est encore trop méprisé dans certaines fédérations et il faut dire aussi qu'il faut absolument prévoir les moyens de permettre aux femmes d'accéder davantage à toutes les responsabilités.
Il faudrait favoriser la promotion de celles-là mêmes qui se battent pour ces droits spécifiques et ne pas barrer impitoyablement la route à celles qui osent revendiquer hautement sur un terrain fort peu populaire dans le Parti Les militantes de La Cause des Femmes ne sont pas des militantes de 3ème catégorie ! Serait-ce une tare que de militer sur un terrain où notre Parti a besoin de faire le plus de progrès ?
Telles sont les quelques réflexions, camarades - que je suis obligée de faire d'une façon très accélérée, je m'en excuse - que je souhaitais dire ici, en tant que féministe, en tant que Socialiste, et aussi - on peut plaisanter - en tant que membre d'un courant dont j'ai entendu dire qu'il serait celui du 3ème âge... Etant née la même année que Michel Rocard, je me permettrai de lui dire gentiment qu'il me semble que notre débat ici méritait de meilleurs arguments !

Contribution Jean Jaurès

Mais je sais que certains camarades, effectivement, sont très impatients que les années passent... On se dit que, le raccourci de l'histoire que nous avons cru possible l'an dernier n'ayant pu se faire, ils pourraient peut-être s'y prendre autrement !
Sans doute, il reste à faire encore pas mal de chemin, mais pour ma part je n'écouterai jamais ceux qui viendront me dire que l'on doit changer de cap. Je sais qu'il y a chez nous des camarades - ils existent et j'en ai rencontré - qui sont, me semble-t-il, quelque peu honteux de leur Parti ; il semblerait qu'à leurs yeux, tout, absolument tout, à l'extérieur, soit préférable à ce qui se passe chez nous ! Je dis que certains camarades manquent un peu, à cet égard, de fierté !
S'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, s'il faut améliorer beaucoup de choses, je crois que nous sommes capables de le faire dans les deux années qui viennent, et pour conclure je dirai : encore un effort, camarades, et nous finirons bien par arriver à arracher notre pays aux griffes, passablement usées aujourd'hui, du pouvoir giscardien. Permettez-moi de vous dire que, pour nous, la meilleure des choses est encore de ne pas changer de cap.
Je vous remercie. (applaudissements)

La présidente - Michel Pezet, pour la motion D, 15 minutes, suivi d'Anne Le Gall, pour la motion G, 15 minutes.
Je voudrais vous demander, mes chers camarades, étant donné qu'il s'agit de deux motions qui ont été soumises aux militants et qui n'ont pas encore été défendues ici à la tribune, de bien vouloir leur réserver le maximum d'attention et de taire les conversations particulières, s'il vous plaît. (applaudissements)

Michel Pezet

Camarades, combien de mots, combien de phrases, combien d'idées sont partis de cette tribune et sont allés jusqu'à nous, et il est vrai qu'à quelques minutes du moment où la Commission des résolutions va se réunir, nous sommes fatigués.
Nous sommes fatigués, mais ainsi que de nombreux orateurs l'ont dit avant moi, nous savons que la presse, la télévision, répercutent dans les minutes qui suivent, sur l'ensemble de notre pays, ce qui se passe, ce qui se déroule ici, et que ce soir, devant leur poste de télévision ou devant leur radio, les camarades de nos fédérations connaîtront ce qui se passe à Metz, les camarades de nos fédérations se diront : "Il reste quelques heures, il reste une nuit et une demi-journée... que va-t-il se passé à l'intérieur de notre Parti ?"
Nous autres, fédération du Midi, latins, c'est vrai que nous sommes peut-être les moins bavards dans ce Congrès. Pourquoi ?
Parce que, camarades, nous avons pensé, nous continuons à penser qu'il ne suffit pas de venir à la tribune et de dire : "Synthèse ! Synthèse ! Synthèse !", si rien n'apparaît, dans quelques minutes ou dans quelques heures, au niveau de cette synthèse. On a l'impression de l'éternel dialogue – ô, ironie du sort ! - du pêcheur à la ligne !
Ce que nous disons, nous autres, c'est que la synthèse est indispensable,

Fondation Jean Jaurès

aujourd'hui, à Metz. Elle est indispensable parce qu'au-delà des mots, au-delà des textes que l'on torture, auxquels on fait dire ce qu'ils ne veulent pas dire, auxquels on fait dire ce qu'ils pourraient dire, on discute, on se gargarise, on analyse, on étudie, alors qu'il y a quelques semaines, lorsque nous menions les élections - car il y a tous les jours le travail du militant - on nous interrogeait dans la rue, camarades, pour nous demander : "Etes-vous Socialiste ?", on nous demandait ce qu'il en était de notre Parti, et là on ne discutait pas pendant des heures et des heures sur le front de classe, sur le taux d'inflation, ou sur je ne sais quoi ! En ce qui nous concerne, dans le Midi, on nous pose des questions précises sur la construction navale, sur la réparation navale, sur les 60.000 chômeurs du département des Bouches-du-Rhône, comme ici, en Lorraine, et différents orateurs ont dit ce qu'il en était de la situation locale !

Camarades délégués, aujourd'hui, dans ce Congrès, c'est vrai que nous sommes porteurs des mandats de 180.000 adhérents, et au-delà, nous sommes porteurs de millions de femmes et d'hommes qui font confiance au Parti Socialiste.

Alors, c'est vrai, nous avons souhaité, nous avons voulu et nous avons pensé qu'il était bon qu'il y ait une motion faisant appel à la synthèse. Au-delà des grandes déclarations, nous disons, nous : "Nous la voulons ! Nous ferons tout pour que la synthèse, sans exclusive, autour de François Mitterrand, premier Secrétaire, sorte du Congrès de Metz !" Et nous savons qu'au-delà de cette salle, des femmes et des hommes innombrables nous regardent et souhaitent cette synthèse - notre Congrès s'est presque arrêté lorsque notre premier Secrétaire est intervenu hier - sur les idées qui sont les nôtres, sur les idées qui font que le Socialisme est parti de ce qu'il est parti pour devenir le principal parti de France, la principale force politique, comme nous l'avons démontré aux élections cantonales.

Ce que nous voulons, c'est que si demain, par l'action que mène M. Chirac à l'heure actuelle, l'Assemblée Nationale venait à être dissoute, nous, Socialistes, puissions répondre : maintenant, nous sommes unis, nous sommes forts, nous sommes prêts à nous battre ! Ce que nous voulons, c'est qu'après-demain, pour les élections européennes, alors qu'aujourd'hui nous sommes déjà des milliers, nous soyons 3 millions de membres des Partis Socialistes, nous soyons 50 millions d'électrices et d'électeurs en France sur les Partis Socialistes !

Alors nous, Parti Socialiste Français, allons-nous montrer une image d'un parti divisé, d'un parti qui n'est pas uni, d'un parti qui n'est pas solidaire autour de son premier Secrétaire ? Nous répondons non, camarades. Nous disons qu'il faut qu'il y ait la synthèse globale, qu'il faut qu'il y ait la synthèse de tous, qu'il faut que tout le monde, demain soir, se retrouve au niveau du Secrétariat, se retrouve partout.

Notre Parti Socialiste, à l'heure actuelle, à la veille de ces élections, à la veille de ce combat, ne peut pas se permettre d'avoir la moindre faiblesse, de dire qu'Untel ou Untel, parce qu'il est petit, ou parce qu'il est moins grand, ou parce qu'il est moyen, ne peut pas rentrer à l'intérieur de cette synthèse. Nous disons : non, le Parti Socialiste a besoin de tous les Socialistes. C'est ce qui fait notre combat, c'est ce qui fait notre volonté.

Fondation Jean Jaurès

En ce qui concerne notre motion, nous disons aujourd'hui au Congrès que nous souhaitons que cette motion soit le dénominateur qui permettra la synthèse autour de ces thèmes.
Alors, c'est vrai, camarades, nous n'avons pas tout abordé. Des questions ont été posées à cette tribune, des réponses ont été apportées, nous pensons que dans quelques minutes à la Commission des résolutions il y aura d'autres questions et d'autres réponses, mais ce qu'il faut, c'est que nous ayons tous ce soir la volonté ferme, inébranlable, d'avoir une synthèse, d'avoir à Metz, à nouveau, le grand parti des Socialistes.
C'est vrai, camarades, que nous devons nous placer sur les idées qui ont été posées. C'est vrai que les gens ont le regard tourné vers nous, les Françaises et les Français, certes, mais combien d'autres aussi !
J'ai beaucoup aimé les interventions qui ont eu lieu cet après-midi, notamment celle d'Attali faisant remarquer que, depuis l'ouverture de notre Congrès, des femmes, des enfants, des hommes étaient morts, qu'à la minute où nous parlons, grâce aux moyens actuels des communications nous savons ce qui se passe dans ce qu'on appelle le tiers-monde, dans ce qu'on appelle le quart-monde, et que dans la presse d'aujourd'hui on peut lire que, sur 125 millions d'enfants qui naissent, 12 millions ne connaîtront pas la fin d'une première année.
Alors, camarades, n'est-ce pas là le sens le plus profond de notre combat ? N'est-ce pas là ce qui a fait, pendant des génération et des générations, le Socialisme sous toutes ses formes, le Socialisme de la révolte, le Socialisme de l'action, le Socialisme de la réflexion, qui tous étaient fondus dans le même creuset qui était : "Cela ne peut plus durer" ? Et lorsqu'il y a ce moment de révolte, alors oui, le Parti Socialiste avance, alors oui, nos idées avancent, alors oui, nous sommes crédibles, alors oui, nous sommes porteurs d'un souffle !
C'est tout cela, camarades, que nous devons dire ce soir, c'est-à-dire à la veille du moment où nous risquons d'avoir une espèce de division qui est insupportable pour tout le monde.
Camarades, en ce qui concerne notre fédération, nous avons l'habitude, dans le passé, d'avoir été minoritaires, et de lancer - de cette fédération des Bouches-du-Rhône - des motions, parfois originales, comme aujourd'hui.
Celles du passé, c'était sur les guerres coloniales, sur la guerre d'Algérie. Nous étions minoritaires dans le Congrès. Ce sont les lendemains qui nous ont donné raison ! Lorsque nous avons eu des motions sur l'Europe, nous avons été minoritaires dans le Congrès. Les lendemains nous ont donné raison I Lorsque nous avons été les premiers à demander la fusion entre le Parti SFIO et la Convention des Institutions Républicaines, nous étions minoritaires dans le Congrès. Les lendemains nous ont donné raison !
Ce que nous vous demandons aujourd'hui, camarades, délégués de toutes les sections, délégués des fédérations, c'est de vous plonger peut-être un peu au fond de vous-mêmes, de vous demander, au-delà de ces mots que nous employons, de ces mots qui nous font plaisir, de ces discussions : "Combien de fois avons-nous une attitude non digne vis-à-vis des autres, non digne vis-à-vis de l'étranger, de celui qui ne comprend pas ce langage, de celui qui ne comprend

pas ce vocabulaire ?"
Nous disons, camarades : non, il faut qu'il y ait la synthèse ! On ne peut pas réunir un Congrès comme le nôtre, avec les phrases qui sont derrière nous : "Pour l'union, pour la Victoire, un Parti Socialiste fort", si en nous-mêmes nous sommes incapables d'avoir l'union, si en nous-mêmes nous sommes incapables d'avoir un Parti Socialiste fort !
Nous savons, camarades, qu'on nous attend. Nous savons, camarades, qu'il reste quelques heures pour, encore une fois, se plonger en nous-mêmes et, sortant de nous-mêmes, dépasser nos contradictions, dépasser nos mouvements d'humeur, dépasser ce qui peut faire parfois que, mon Dieu, on n'apprécie pas telle ou telle intervention. Cela, ce sont des mots, ce sont des moments, il faut les oublier.
La France, les camarades, l'Europe, tout le monde a besoin d'un Parti Socialiste fort. Nous ne le ferons que dans l'unité, nous ne le ferons que dans la synthèse ! (applaudissements)

La présidente - En félicitant Michel Pezet pour sa concision, je demande quelques instants à notre camarade Anne Le Gall, pour faire une annonce.
Cette annonce s'adresse y compris à ceux de nos camarades qui sont à l'heure actuelle, soit dans l'entrée, soit dans les coulisses, ou aux alentours des buvettes. Je voudrais leur demander de regagner la salle de séance de manière que je puisse tout à l'heure leur annoncer où se tiendra leur réunion de motion. Car à l'exception de la motion B qui m'a dit se réunir à partir de maintenant dans la salle 1 - mais peut-être que cela signifie : à la clôture des débats - les autres m'ont précisé que l'on indiquerait les lieux et heures de réunions à la clôture des débats.
Anne Le Gall, tu as la parole pour 15 minutes, et tu seras suivie de Paul Quilès pour la motion A, pendant 12 minutes.

Anne Le Gall

On a dit que rendre la justice trop tard c'est ne pas la rendre. Et moi j'ajoute que donner la parole trop tard cela équivaut à ne pas la donner... (applaudissements)... et que puisque vous avez décidé qu'on entendrait tous les arguments, toutes les réactions militantes dans ce Congrès il fallait les faire entendre quand tout le monde était là.
(applaudissements)
Mais puisque nous sommes encore un certain nombre, et malgré tout nombreux, je voudrais vous dire que vous avez eu raison de rester, car l'un des traits de presque tous les grands événements de l'histoire, de ceux qui ont bouleversé le cours des mentalités collectives et des modes de vie, c'est d'avoir été précédé de signes avant-coureurs qui sont passés inaperçus parce qu'ils ont semblé insignifiants à ceux qui étaient en train de les vivre.
Eh bien, découvrons ce soir ensemble l'un de ces signes.
Que pour la première fois dans l'histoire des partis de gauche soit proposé à tous les militants, comme orientation essentielle, prioritaire, le féminisme, constitue

un événement.
Que quelques centaines de militantes, et quelques dizaines de militants, bravant l'isolement, le ridicule, et ce qu'on appelle "le risque de marginalisation", aient osé présenter et voté une motion exclusivement féministe, devrait, au-delà des enjeux immédiats de ce Congrès, nous faire réfléchir.
Qu'importe que, parties de zéro, nous semblions aujourd'hui encore beaucoup plus près de zéro que d'un, l'essentiel c'est que l'aiguille ait bougé. Enfin, la vie est là, la redoutable et millénaire léthargie a cédé. Et puisque nous sommes entre nous pour quelques instants encore, nous allons pouvoir prendre le temps de réfléchir, car n'être pas en situation de pouvoir cela donne aussi une grande liberté.
Et d'abord, voyons quelques chiffres. Même s'ils sont apparemment connus, je dirai que là-dessus, comme sur beaucoup d'autres choses, y compris au Parti Socialiste, il y a plus d'opinions que de connaissance.
Eh bien, ces chiffres, c'est tout d'abord celui de la population, de la part féminine de la population française.
Les femmes constituent 52% de la population française. Les femmes de la classe ouvrière - entendue au sens strict du terme, c'est-à-dire dans la production -, elles, constituent 50% de la classe ouvrière. Il y a une ouvrière pour un ouvrier.
Et comme parmi les salariés payés au SMIC il y a 73% de femmes, que par ailleurs dans l'industrie pharmaceutique, par exemple, grand secteur de production, parmi les O.S. il y a 87% de femmes, voyez leur importance dans le travail.
Ces chiffres, vous les connaissez.
Mais je vais en rapprocher tout de suite le chiffre des militants hommes du Parti Socialiste, et les chiffres des militantes, de ce fait, s'en déduiront. Il y a 81,3% d'hommes au Parti Socialiste
Voyez-vous, ces, chiffres, plus que des discours, pourraient nous intéresser, parce qu'enfin, nous pouvons nous expliquer pourquoi nous entendons toujours parler des femmes, mais comme nous ne les entendons que très rarement parler !...
Pensez qu'aujourd'hui pour la première fois les premières femmes que nous avons entendues, c'était cet après-midi ; les deux tiers du débat de politique générale se sont déroulés entre hommes.
Alors, écoutez, ce n'est plus le moment de parler longuement, mais nous posons une question : ces femmes, que la Droite tient dans sa majorité, parce qu'entre 1965 et 1974, si la Gauche a progressé, c'est à cause des femmes - elle a progressé de 1% parmi les hommes et de 7% parmi les femmes -, ce sont les femmes qui demain, si elles se sentent concernées par le changement, amèneront la Gauche au pouvoir.
(applaudissements)
Etre essentiel c'est dire une chose et ne pas en dire plusieurs qui détournent l'attention. Si nous avons choisi de parler des femmes c'est parce que c'est essentiel et que tous les autres mots que nous aurions ajoutés sur la motion F auraient détourné l'attention de cet essentiel.

Aussi, maintenant, nous vous posons la question : est-ce que vous voulez arracher les femmes et leurs votes définitivement à la Droite qui les maintient recluses dans les cuisines ou parquées dans les usines ?
De la réponse que nous donnerons ensemble à cette question, qui est un des gros enjeux sous-jacents de ce Congrès, et un enjeu historique, parce que l'histoire, arrêtons-nous à y penser, ce n'est pas la politique immédiate, c'est la transformation des sociétés, c'est la seule chose qu'elle remarque, de cette réponse dépendra cette transformation. Car si vous vous posez la question de savoir ce que dans 10 ans ou dans 20 ans on aura à dire d'essentiel sur la fin du siècle, pensez-vous qu'on conclura seulement que la science, liée à la technique, a permis, en envoyant un homme dans la lune, de vaincre l'appesanteur terrestre, alors que l'expérience Socialiste ne sera pas encore parvenue à vaincre le poids des mentalités écrasées par le veto patriarcal ?
Et j'ai dit : dans 10 ans. Dans 10 ans, c'est cinq Congrès, et cela vient très vite. Dans 10 ans c'est le deuxième centenaire de la Révolution française qui, si longtemps dans l'Europe et dans le monde, a éclairé comme un phare les aspirations à la liberté de tous et de toutes. Eh bien, dans 10 ans, il faut que nous puissions dire, et surtout montrer que nous avons entrepris d'achever cette révolution.
Elle passe par la libération des femmes, leur libération massive contre le poids des mentalités. C'est la Droite qui parle de mentalités. Si la Gauche le dit aussi, c'est qu'elle refuse de se battre sur ce terrain qui est le sien. Car enfin, considérons, venue du fond des âges, cette libération qui, pendant 1.000 ans, a arraché à l'esclavage d'abord des sociétés qui, dans l'antiquité, avaient pu paraître des sociétés démocratiques - comme par exemple Athènes qui pourtant n'avait jamais dénoncé l'esclavage et qui le pratiquait. Et quand au Moyen-Age on s'est libéré lentement, au point qu'à la Révolution on a aboli le servage ! Et quand le XIXème siècle a lutté si durement, dans les partis de gauche, parmi lesquels les Socialistes, contre la colonisation ! On a lutté contre l'oppression des racistes, contre le racisme parmi les hommes. Eh bien, est-ce que nous allons nous arrêter lorsqu'il s'agit de lutter contre l'oppression d'un des sexes vis-à-vis de l'autre ?
C'est cela l'enjeu essentiel. Il n'est pas normal que les femmes ici ne soient pas représentées au prorata de leur nombre dans la population de leur nombre dans la classe ouvrière, et de leur nombre parmi les travailleurs les plus exploités. Ou alors nous devons renoncer à ce qui a toujours été notre tradition et notre vocation : être un parti ouvrier. Mais un parti ouvrier sans ouvriers, et un parti ouvrier sans ouvrières, ce n'est pas un parti ouvrier.
Il faut choisir. Quand j'entends dire que les sections d'entreprise sont prioritaires, elles sont prioritaires en organisation, elles sont prioritaires en partage financier, mais si nous nous posons la question de savoir comment elles seront constituées, moi je vais vous le dire : elles seront constituées à 80% de cadres supérieurs. Parce qu'il y a quelque chose dans ces sections d'entreprise qui nous guette : c'est le corporatisme. Croyez-moi, ce n'est pas un corporatisme poujadiste peut-être, mais c'est un corporatisme technocratique. Et cela, c'est

vrai. Si nous ne pensons pas que les femmes seules, à cause de leur position d'exploitées, peuvent nous relever de ce risque, eh bien, c'est tout simplement que nous nous installons dans la notabilité.
Aussi, nous, à la motion G, qu'est-ce que nous allons faire ?
Continuer à nous battre, comme nous nous sommes battues. Car, ainsi que je vous l'ai dit, nous sommes un signe, chaque fois que nous progresserons c'est le Parti tout entier, c'est la Gauche toute entière qui progressera.
Nos pourcentages sont liés à la progression des pourcentages que la Gauche doit réaliser. Nous continuerons à nous battre durement, seules, ridiculisées, mais finalement nous avancerons ensemble, avec les femmes et les hommes qui ont voté pour nous. Nous pensons que cette poignée de militants, et pour l'instant cette poignée de militants seule, a montré un sens prophétique de l'expérience Socialiste.
(applaudissements)

La présidente - Merci, Anne Le Gall, qui en outre n'a vraiment pas abusé de notre attention.
Je voudrais que Paul Quilès monte maintenant à la tribune. Il va pouvoir disposer de douze minutes.
Je vous annonce avant l'heure et le lieu de vos réunions de motions.
(Suivent des indications techniques sur les heures et lieux de ces réunions)
Je vous prie maintenant de bien vouloir accorder votre attention à Paul Quilès, qui va intervenir pour la motion A.

Paul Quilès

Camarades, si l'on excepte les débats autour du programme du Parti en 1972, rarement depuis Epinay nous avons connu un tel débat.
La raison, me semble-t-il, réside dans le fait que les militants ont pris une conscience aiguë des enjeux de ce Congrès. J'ai personnellement participé à de nombreux débats, et ce qui m'a frappé, c'est, par delà d'inévitables dérapages, leur sérieux et leur intensité. Les Militants ont vite compris que ce Congrès n'était pas comme les précédents, et cela se sentait aussi dans les discussions.
Ce qui m'a frappé également, pourquoi ne pas le dire, c'est le décalage entre le discours et le texte, et l'évolution des thèmes au fil des semaines, en fonction de l'appréciation supposée de la situation.
J'ai entendu certains tenir un langage de division et d'exacerbation des différences et revendiquer le monopole du Socialisme et de la jeunesse, alors que les textes parlaient d'unité. J'ai entendu des exclusives contre tel ou tel courant, contre tel ou tel leader, alors que les textes parlaient de synthèse. J'ai entendu beaucoup d'explications confuses, alors que les textes demandaient la clarté.
Il est vrai que ces textes ont été souvent rapportés, et qu'on n'y retrouve plus ces petites phrases bien tranchées qui firent si souvent la une de la presse.
Ainsi donc sept textes ont été soumis aux militants. Y a-t-il pour autant sept

Fondation Jean-Jaurès

lignes dans le Parti ? A l'évidence, non ! Sur certains points, une ligne, sur d'autres deux ou même trois peut-être. Je dis « peut-être » parce que les choses ont tellement évolué, parfois presque par enchantement, qu'elles peuvent encore le faire; dans ce Congrès.
Au cours des débats, on a beaucoup parlé de stratégie, et je voudrais m'arrêter quelques instants sur ce point.
Chers camarades, rappelez-vous tout d'abord : à la fin des années 60, des hommes et des femmes ont voulu casser la logique de la division et de la dispersion des Socialistes, incapables jusque là de s'entendre sur un projet, de répondre aux événements de mai 1968, puis d'apprécier et d'intégrer la portée du phénomène. Ils ont voulu affirmer qu'il y avait une stratégie d'alliance unique pour conquérir le pouvoir.
Huit ans après, où en est-on ?
Abuserai-je du quantitatif en citant quelques chiffres ? 120.000 adhérents supplémentaires, 104 députés, 80 maires de villes de plus de 30.000 habitants, 1.971 conseillers généraux, 1.400 groupes et sections d'entreprise, une centaine de Commissions et groupes de travail, enfin la meilleure image dans l'opinion publique. Nul ne conteste au Parti Socialiste son statut de première force politique du pays ni son audience sur la scène internationale.
(Applaudissements)
Mes camarades, le pari d'Epinay est toujours actuel, et toutes les raisons qui ont fait se rassembler alors les Socialistes demeurent.
Le problème central de la transformation de la société passe encore et toujours par l'union de la Gauche, je crois que tout le monde ici est d'accord sur le constat, et c'est tant mieux. Le débat porte en fait sur les moyens de la relancer.
Pour nous, la solution n'est pas de transformer la société en faisant l'impasse de la conquête du pouvoir d'état. Si c'est être Jacobin ou guesdiste que de l'affirmer, eh bien dans cette hypothèse j'en suis fier !
(Applaudissements)
La solution n'est pas de développer je ne sais quelle stratégie autonome, et je pense ne pas avoir besoin de préciser que nous ne concevons l'union que dans la préservation de notre identité.
La solution n'est pas non plus de contourner la difficulté en essayant d'englober le Parti Communiste dans une nébuleuse comprenant partis, associations et syndicats, ni d'essayer de constituer un axe privilégié avec tel ou tel syndicat, ni encore d'attendre que l'union à la base produise par miracle la réconciliation désirée.
Nous dirons, nous, qu'il faut agir simultanément à trois niveaux : celui de la présence dans les luttes sociales, celui de la participation active à la lutte idéologique en mettant à nu les contradictions principales du Parti Communiste, celui aussi des propositions programmatiques, en prenant à témoin les travailleurs du nouveau contrat que nous proposons à notre partenaire.
L'enjeu essentiel de la période est de savoir si le Parti Socialiste réussira à être le moteur de l'union tout en restant lui-même, sinon, un jour ou l'autre, il rejoindra le camp des forces modérées.

Fondation Jean Jaurès

Ne nourrissons pas, chers camarades, de complexe. La direction des forces populaires commence timidement, certes, à échapper au Parti Communiste. Sa violente réaction depuis octobre 1974 est à l'exacte mesure de ce changement politique, et lorsque le P.C. nous accuse de virer à Droite, c'est moins une crainte qu'un souhait.
Abandonner le terrain des luttes au Parti Communiste, ce serait aller au devant de ce souhait.
Beaucoup, beaucoup reste à faire encore, et notre capacité de répondre à ce défi passe précisément par notre volonté de poursuivre et de parfaire la construction d'un parti puissant et démocratique.
Quelle que soit l'importance de notre bilan que je rappelais tout à l'heure, il ne faut pas en effet pratiquer l'autosatisfaction. Les insuffisances sont encore nombreuses, les effectifs, trop faibles, de trop fortes inégalités entre les fédérations, trop peu d'ouvriers, de femmes, dans les instances dirigeantes, une implantation encore limitée sur les lieux du travail ; le problème de la jeunesse qui n'est pas pris en charge par tout le Parti, une information interne défectueuse, et depuis quelque temps un manque de solidarité entre les dirigeants.
Camarades, ayons le courage et la lucidité d'analyser sans a priori ces insuffisances, pour mieux y remédier. Il nous faudra poursuivre nos réflexions sur le type de parti que nous voulons construire, et adapter notre organisation à notre ligne politique.
Le Parti Socialiste n'est ni un comité électoral comme certains partis de Droite, ni un parti de type léniniste organisé sur la base du centralisme démocratique, ni un gros P.S.U. avec une lutte perpétuelle de tendances entraînant le blocage du Parti et privilégiant le caractère contestataire et prophétique. (Applaudissements)
Nous sommes, et nous devons devenir mieux encore un puissant parti de masse décentralisé, afin d'être non seulement plus efficace dans la lutte contre la Droite, mais aussi le pôle moteur de la Gauche.
Pour cela, il faut accentuer notre présence sur les lieux du travail, il faut - et personnellement j'en ferai la priorité des priorités - mieux articuler nos rapports avec les associations et les syndicats en veillant jalousement à préserver l'indépendance de chacun ; renforcer notre organisation déficiente à bien des égards, notamment notre information interne et notre expression externe, organiser le débat devant le Parti, qui doit être le plus large possible, sans tomber dans le confusionnisme.
De même, camarades, l'existence de courants qui est une indéniable richesse pour notre Parti, ne doit pas se retourner contre nous et devenir une faiblesse. Il faut en finir avec ce système qui fait du Parti une fédération de courants avec leurs colloques, leurs finances, leur presse !
(Applaudissements)
Des mesures concrètes ont été proposées, il faut les appliquer, et je sais que la grande majorité des militants le souhaitent ardemment.
J'en terminerai par un problème qui a miné la vie du Parti depuis plus d'un an, ce sont les discordances dans l'expression officielle, certains ont dit la

cacophonie.
Si la liberté d'expression interne est et doit rester entière, est-il, chers camarades, pour autant admissible que les responsables s'expriment parfois à tort et à travers en public pour polémiquer avec d'autres responsables, voire contredire les positions du Parti ? Il est temps de mettre un terme à cette situation et d'imposer le respect des décisions majoritaires ! (applaudissements)
Il est temps aussi, chers camarades, de mettre fin à certains comportements pour le moins surprenants, comme celui de cette camarade membre du Bureau exécutif - je veux dire Françoise Gaspard - qui tenait ici même il y a quelques instants une conférence de presse dans l'enceinte du Congrès, alors que Yvette Roudy, Secrétaire Nationale à l'Action Féminine, était ici même à la tribune !
(Vifs applaudissements)
Camarades, les militants de notre Parti ont voté, et ils ont tranché. La motion A présentée par François Mitterrand servira de base aux synthèses qui pourront se dégager, et la question qui se pose maintenant pour les militants est de savoir quelle majorité se constituera à l'occasion de ce Congrès, question légitime, question importante. De cette majorité sortira ou non la capacité de notre Parti à relancer la dynamique interne du P.S. et de la Gauche.
La réponse n'est pas en termes arithmétiques, mais elle s'élaborera à partir de critères politiques.
Sommes-nous d'accord sur la conception du Parti et sur son fonctionnement ? Sommes-nous d'accord sur les moyens de relancer l'union de la Gauche ? Sommes-nous d'accord, camarades du CERES, sur les responsabilités dans l'échec de la Gauche en mars 1978 ? Est-ce que la soi-disant ligne de Nantes, qui n'est pour nous que le prolongement de la ligne d'Epinay, est la cause de cet échec ?
Les réponses à toutes ces questions doivent être apportées ici même à la tribune. Il est peut-être maintenant un peu tard. Elles ne doivent pas être apportées dans les coulisses du Congrès ou à la Commission des résolutions. camarades, il faut être honnête avec le Congrès.
Certains, je pense à Robert Chapuis tout à l'heure, ont parlé d'amendements. Eh bien qu'ils en parlent ici, de leurs amendements, et pas cette nuit, en cachette, à la Commission des résolutions !
(Bans d'acclamations)
Chers camarades, la situation économique et sociale de notre pays se dégrade. Les travailleurs sont atteints de plein fouet par un libéralisme éculé. Il faut bien comprendre que la purge que Giscard et Barre imposent à notre pays va accroître le mécontentement jusqu'à un point de cassure, et que par ailleurs les divisions de la Droite vont aggraver les difficultés du gouvernement.
C'est pourquoi la Gauche doit se préparer, car elle est près du but.
Notre Parti, dans cette tâche, a une responsabilité immense. Chers camarades, ce n'est pas le moment de se tromper de ligne, ce n'est pas le moment de se tromper de combat !
(Applaudissements, acclamations)

Collection Jean Daniel

La présidente - Chers camarades, je voudrais demander aux membres des délégations de ne pas quitter la salle, s'il vous plaît, avant d'avoir entendu les quelques orateurs qui restent ; il n'y en a pas beaucoup, et je vous en donne la liste : Frédéric Jalton, de la Guadeloupe, Nicole Questiaux, Debarge, Chepy, Alain Bombard, Bedos, Brana, Georges Sutra, Jean-Pierre Biondy.
Je donne la parole à notre camarade Jalton.

Frédéric Jalton

Mes chers camarades, je voudrais d'abord, en tant que premier Secrétaire de la fédération de la Guadeloupe, m'acquitter d'une mission, celle de vous transmettre le salut fraternel et amical des Socialistes et des sympathisants Socialistes de mon département lointain.
(Applaudissements).
Nous sommes quelques-uns à avoir fait ce long voyage au-delà des mers, pour participer à la grande fête des Socialistes, en pensant particulièrement et affectueusement à ce grand humaniste, Victor Schoelcher qui, par sa seule foi Socialiste, non loin d'ici d'ailleurs, entrepris et accomplit une oeuvre gigantesque à l'échelle humaine : libérer nos pairs des chaînes de l'esclavage.
(Applaudissements).
Si j'évoque la mémoire de ce géant de l'histoire, c'est pour vous dire que notre reconnaissance éternelle fait que, malgré toutes les péripéties, nous sommes aux Antilles une grande majorité d'hommes et de femmes viscéralement Socialistes, et que rien, absolument rien ne pourra ébranler notre foi.
(Applaudissements).
Ce que nous vous demandons est simple : nous aider à accéder aux vraies responsabilités dans le seul intérêt général de nos frères et de nos sœurs, dans les luttes que nous menons dans des conditions particulièrement difficiles, loin de vous par la géographie mais tout près de vous par le cœur.
Notre combat n'est pas aisé et nous avons l'intime conviction que seule la victoire du Socialisme nous libérera définitivement des séquelles de ce colonialisme sauvage et impitoyable que perpétuent chez nous les tenants du pouvoir et de la Droite réactionnaire.
Sachez, camarades, que si dans cette Lorraine si hospitalière et dans le reste de la France continentale, vous êtes aujourd'hui aux prises avec les pires difficultés, les nôtres sont multipliées.
En Guadeloupe, un adulte sur deux est un chômeur total, sans aucune compensation. Sachez que les moins de 20 ans sont plus de 55% de la population sans espoir d'accéder au premier emploi, que, malgré la loi de l'assimilation votée par le Parlement Français, voici bientôt 33 ans, malgré le bénéfice des lois sociales consenties, nous demeurons des pays sous-développés destinés à fournir une main d'œuvre à bon marché, par le déracinement de nos forces vives, par le sous-emploi qui est tragique, que nous subissons plus que jamais. De même nous subissons l'omnipotence des Préfets, véritables proconsuls, d'abord agents électoraux du gouvernement, rarement

administrateurs honnêtes pour rendre compte de notre grande misère, pour nous aider à la soulager, en respectant notre identité et nos spécificités.
Si des erreurs regrettables ont été commises par nos frères Socialistes de la métropole, perçues hélas certaines fois comme une indifférence à nos problèmes - et elles n'ont pas manqué d'être exploitées à outrance contre nous par nos adversaires communs - le moment nous parait venu que vous vous appliquiez à montrer qu'il existe sur cette terre de France, des hommes et des femmes résolument décidées à faire de nous, Français d'Outre Mer, des Français à part entière, nous qui avons aussi contribué à la richesse de la France et qui avons toujours participé aux combats de sa libération.
Nous sommes partie prenante dans les luttes que vous menez pour changer la vie, pour transformer radicalement la composition de nos millions de compatriotes. C'est pourquoi nous espérons, c'est pourquoi nous sommes à vos côtés et c'est aussi pourquoi vous n'avez plus le droit de nous décevoir.
Certes, nos départements d'Outre Mer sont réduits, pour la plupart à leurs dimensions géographiques, mais ils sont grands, par le champ des expériences dont ils peuvent être le théâtre, où se sont fondues et mélangées toutes les castes, où s'est créée une communauté multinationale, vivant en bonne harmonie et où, très certainement nous pourrions mieux vivre. Question de volonté, question de bonne volonté dont les Socialistes sont capables, par vocation naturelle.
Nous sommes très sensibles au sympathique accueil que vous nous avez réservé. Nous formons le vœu que ce Congrès de Metz fasse date dans l'histoire pour que chaque Socialiste prenne l'engagement solennel de parfaire la tâche amorcée par Schoelcher et pour que, demain, le monde entier puisse porter témoignage de ce que notre combat commun nous a permis d'être enfin des hommes au sens plein du terme.
Nous, Socialistes guadeloupéens, avons trouvé dans la motion A le reflet de nos soucis, de nos préoccupations fondamentales et de nos espérances. C'est pourquoi nous l'avons acceptée avec chaleur et dans l'enthousiasme.
Camarades, donnons-nous la main et gagnons ensemble !
(Applaudissements)

La présidente - Après une très brève mais efficace concertation avec les différents orateurs qui étaient inscrits, à l'exception de Nicole Questiaux, que je n'ai pu voir, je vous propose que les camarades inscrits maintenant et dont je vais me permettre de rappeler les noms, interviennent demain matin avant le rapport de la Commission des résolutions.
Il s'agit de Nicole Questiaux, Marcel Debarge, Etienne Weil-Reynal, Annette Chépy, Alain Bombard, le camarade Bedos, Pierre Brana, Georges Sutra et Louis Héraud (?).
Je vous remercie, mes chers camarades.
(La séance est levée)

Collection Jean Jaurès